

Chapitre 17:

Population et société françaises de 1945 à 1980.

I-L'évolution démographique.

Depuis 1945, des **recensements** généraux de la population française ont lieu tous les sept ans (sauf exception); pour la période à votre programme, les deux plus récents datent de 1975 et 1982. Il y a aussi des recensements intermédiaires, les travaux de l'I.N.S.E.E. et de l'Institut national des Études démographiques (I.N.E.D.), fondé par le démographe Alfred Sauvy; les renseignements collectés par les différents organismes sociaux, les ministères, l'A.N.P.E., etc.

Cette masse écrasante de **renseignements** est **de valeur inégale**: inutile par exemple de trop en attendre concernant l'immigration¹ ou les revenus des Français; pour ce qui touche le pouvoir d'achat ou le chômage, les modes de calcul ont une tendance marquée à l'instabilité, pour des raisons largement politiques². Certaines notions sont très floues, comme celle de "ménage"³; l'État français, pour des raisons idéologiques, refuse d'enquêter sur certains points, par exemple il n'existe aucune statistique officielle sur le nombre de locuteurs de langues régionales — du coup, la plus grande fantaisie règne en la matière, comme d'ailleurs en ce qui concerne la pratique religieuse (en ces domaines, on dépend des sondages, science inexacte). Certaines catégories de la population sont sous-représentées, car elles hésitent à s'identifier (comme les immigrés clandestins, mais aussi les témoins de Jéhovah); d'autres sont surreprésentées, ainsi la Corse et les D.O.M.-T.O.M. ont tendance à gonfler leur population pour toucher plus d'aides. Les villes proches des seuils de population dont dépendent certaines subventions et faveurs ont tendance à manipuler les chiffres dans un sens ou dans l'autre selon leurs intérêts; Marseille et Lyon, en querelle séculaire pour le titre de deuxième agglomération de

¹ Le ministère de l'Intérieur fait ses calculs en la matière à partir des cartes de séjour en cours de validité, sans tenir compte du fait qu'un certain nombre de porteurs quittent la France sans prendre la peine de prévenir les autorités. Le ministère des Affaires sociales fait les siens à partir des statistiques de l'emploi, ce qui aboutit à des chiffres très inférieurs, sous-estimés car ils ne tiennent pas compte du travail "au noir", plus répandu chez les immigrés que chez les Français de souche. La différence entre les deux séries de chiffres atteignait 20% au milieu des années 1980.

² Le mode de calcul du chômage a changé au moins dix fois entre 1974 et 1986... On a remarqué aussi, ce qui est moins directement politique, que les chiffres du chômage changent chaque fois que les règles de "pointage" à l'A.N.P.E. sont modifiées!

³ À toutes fins utiles, je rappelle qu'un "ménage" n'est pas une "famille": un célibataire forme un ménage! Mais que faire, par exemple, des personnes qui partagent leur vie sans partager leur logement? Une "famille", au sens démographique du terme, c'est au moins deux personnes, par opposition aux personnes isolées — les enfants célibataires de plus de vingt-cinq ans sont comptés à part même s'ils vivent sous le même toit que leurs parents.

France, ont eu parfois la tentation de domicilier des gens dans des usines ou d'ajouter des étages aux immeubles!

C'est que **ces chiffres ont acquis**, dans notre société moderne, **une importance qu'ils n'avaient absolument pas avant 1945**. C'est à partir d'eux que l'État définit la politique sociale, par exemple en matières de retraites et d'allocations en tout genre; qu'il répartit les H.L.M. ou les équipements hospitaliers. Pensez aussi, pour la période à votre programme, à l'importance des évolutions démographiques pour la gestion de l'armée, pour la politique scolaire aussi — en témoignent les variations parfois brusques du nombre de postes offerts aux concours de l'Éducation nationale. Mais **la prévision en matière démographique est un art difficile**: les comportements démographiques ont tendance à changer sans crier gare, sans lien clair avec les inflexions de la politique démographique de l'État: il est toujours dangereux de prolonger les courbes, et très difficile de distinguer les à-coups à court terme des évolutions à long terme; il arrive que les évolutions au plan local se fassent en sens inverse des évolutions nationales. Et puis, pour prendre un exemple, la gestion des flux de l'Éducation nationale ne dépend pas uniquement de la natalité et de la mortalité, mais aussi du désir et du besoin d'éducation: par rapport au nombre d'enfants qui naissent, on ne sait pas quelle proportion, dans seize ans, souhaiteront poursuivre leur éducation au-delà du minimum obligatoire, ni dans quelles filières. Enfin, le traitement de certaines statistiques fait l'objet de disputes idéologiques et de manipulations politiques: je pense évidemment à celles de l'immigration.

A) Natalité, fécondité, nuptialité, mortalité.

L'évolution majeure concerne la **natalité** et la **fécondité**. De 1944 à 1964 se place l'épisode que l'on appelle généralement le **"baby-boom"**: l'une et l'autre se mirent à augmenter brutalement, en contradiction avec la tendance séculaire à la baisse qui isolait la France au sein du monde développé de l'époque. Durant cette période, l'indice conjoncturel de fécondité a toujours été supérieur à 2,6 enfants par femme; il a atteint 3 enfants par femme en 1946 (effet des naissances retardés par la guerre), puis à nouveau 2,9 en 1964. Mais cet épisode, qui a duré en gros une génération et a concerné l'ensemble des pays développés, y compris ceux qui partageaient de taux de natalité moins calamiteux, est demeuré isolé dans l'Histoire démographique de la France: en 1965 a commencé ce qu'on appelle parfois le **"baby-krach"** — l'indice de fécondité est brutalement descendu à 1,8 enfants par femme en 1976, avant de se stabiliser. Cette baisse s'est retrouvée dans tous les pays développés, un peu plus tardive dans les pays méditerranéens, un peu plus accentuée en R.F.A. et dans les pays scandinaves dans les années 1970 — mais dans ces pays les indices de fécondité ont remonté depuis, ce qui n'a pas été le cas

en France. Or, vers 1980, il fallait 2,1 enfants par femme pour assurer le remplacement des générations (contre 2,6 en 1921 — à cause surtout de la baisse de la mortalité infantile et juvénile).

Les variations de la natalité ont été moins sensibles, du fait que la génération du baby-boom a correspondu aux classes creuses de la première guerre mondiale et de l'entre-deux-guerres. Moins de jeunes, même plus féconds, cela fait pas tout à fait autant d'enfants qu'on attendrait... De même, l'arrivée des classes nombreuses au baby-boom à l'âge de procréation vers 1970 a beaucoup amorti les effets du *baby-kraich*. Le **taux de natalité** est passé de 14,7‰ en 1936-1939 à 20‰ en 1954-1955, mais il est redescendu à 18‰ en 1962 à cause des classes creuses, et à 16‰ au début des années 1980.

Ce n'est pas le **taux de nuptialité** qui est en cause; il y a de moins en moins de couples mariés en proportion de la population, et cette évolution a continué après 1978; la cohabitation extramatrimoniaire est devenue un mode de vie banal, surtout pour les jeunes¹; mais de moins en moins de femmes passent toute leur vie sans se marier, et le nombre de celles qui passent toute leur vie sans avoir d'enfants est en baisse encore plus nette (20% de celles nées en 1900, 10% de celles nées en 1930 — le chiffre est à peu près stable depuis): la différence s'explique évidemment par la banalisation du **divorce**² et par la multiplication des **naissances hors mariages**, deux évolutions qui se sont accélérées à partir du milieu des années 1960³ — il est vrai que les couples non mariés font en moyenne moins d'enfants que les couples mariés et qu'à âge égal les femmes divorcées font moins d'enfants que les femmes mariées; mais d'un point de vue statistique ce n'est pas l'essentiel, cela ne joue qu'à la marge sur les chiffres globaux.

Plus significatif est le fait que **le nombre d'enfants par couple**, marié ou non, **s'est effondré** à partir de 1965: de plus en plus de familles n'ont qu'un ou deux enfants, les familles de plus de trois enfants, jadis banales, sont devenues rares. Cela va sans dire mais cela va sans doute mieux en le disant: il ne s'agit pas d'un phénomène de désaffection envers la paternité ou la maternité, mais au contraire des conséquences d'un investissement (affectif et financier) bien supérieur: plus question de faire des kyrielles de gosses pour s'en occuper de loin et les

¹ Elle concernait 6,1% des couples en 1982 (20% à Paris). Plus le niveau socio-culturel était élevé, plus la cohabitation était répandue; mais un effet de rattrapage était déjà sensible dans les milieux ouvriers et paysans. Cependant la cohabitation "stable", c'est-à-dire sans perspective de mariage, à la Sartre-Beauvoir, était encore marginale par rapport au modèle du couple marié avec enfant(s), qui demeurait archidominant à partir de la trentaine.

² En 1970, un couple sur dix divorçait, une proportion stable depuis la Libération; en 1986, un sur quatre. Les divorces se faisaient de plus en plus tôt après le mariage; les divorcés se remariaient de moins en moins. Et il faudrait tenir compte de la fragilité de ce "prémariage à l'essai" que représentait de plus en plus la cohabitation juvénile.

³ En 1982, 14% des naissances se faisaient hors mariage, contre 6% en 1960-1966 (mais 9% vers 1900); cette évolution s'est brutalement accélérée dans les années 1980, le chiffre est passé à 28% en 1989. Depuis 1972, les enfants naturels jouissaient des mêmes droits que les enfants légitimes; par ailleurs, ils sont toujours plus nombreux à être reconnus par leurs pères (50% vers 1990, contre 20% en 1970).

abandonner rapidement aux aléas de la vie... Autre évolution essentielle, lié à l'essor de la cohabitation prémaritale, **l'âge moyen auquel les femmes ont leur premier enfant**, après avoir diminué dans les années 1950 et 1960, **a nettement augmenté**. L'espacement des naissances a, lui aussi, nettement et régulièrement augmenté — dès avant 1965 (mais avant cette date, les effets négatifs de cette évolution sur la fécondité ont été contrecarrés par le fait que les progrès de la médecine permettaient aux femmes d'avoir plus facilement des enfants plus tard). Au total, la **taille des ménages** a diminué (de 3,1 personnes en moyenne en 1962, à 2,7 en 1982)¹. À Paris, ville d'étudiants et de célibataires, au début des années 1980 48% des ménages étaient composés d'une seule personne; le chiffre, cependant, n'était que de 9% pour l'ensemble du pays — pour les deux tiers il s'agissait de femmes, surtout des veuves.

D'un point de vue régional, on peut noter certains contrastes. Au XIXe siècle, les régions les plus fécondes étaient les Alpes, le massif Central, le Midi, le Nord, la Bretagne et l'Alsace. Vers 1985, ces régions ont à peu près toutes disparu de la liste, surtout le Midi et les montagnes dont la population a vieilli — il y a peu de naissances dans ces pays où il n'y a plus que des vieux, ni dans les moujoux de luxe de la côte d'Azur. Les régions les plus fécondes forment un croissant qui va de la Vendée à la Franche-Comté, à l'exception de la région parisienne; le Nord et la Lorraine sont en retrait aussi depuis 1975, à cause sans doute de la crise. Mais les différences régionales sont infiniment moins accentuées que voici un siècle!

Essayer d'expliquer ces phénomènes est un exercice redoutable, tout au moins quand on essaie d'être honnête et point trop schématique. Les enjeux idéologiques sont brûlants... et puis, par désarroi devant des évolutions très complexes et devant des choix de vie rarement exposés de manière cohérente par les intéressés, l'on tombe assez vite dans l'impressionnisme le plus débridé: effets du niveau d'éducation, du chômage, voire de la diminution de l'espace disponible dans les appartements des grandes villes... L'un des mes amis, qui vote à gauche, soutient *mordicus* que les appartements à loyer modérés ont été volontairement "formatés" pour décourager les gens d'avoir plus de deux enfants: il oublie simplement qu'avant 1945 on entassait des portées de mioches dans une seule pièce! En fait, les H.L.M. ont remplacé des appartements plus petits et plus malcommodes. D'autres expliquent que les enfants issus de famille trop nombreuses font peu d'enfants, car ils en ont de mauvais souvenirs, tandis qu'à la génération suivante les enfants uniques, qui se sont ennuyés toute leur

¹ C'est aussi parce que la famille "nucléaire" (le père, la mère, les enfants) a progressé au détriment de la famille "élargie" aux grands-parents, oncles et tantes célibataires, etc. Les parents célibataires sont moins dépendants de leur famille; on supporte moins leur présence au foyer, aussi. De même, le nombre de ménages composés de plusieurs familles cohabitant sous le même toit a beaucoup diminué: effet des progrès du logement.

enfance, font tout pour que les leurs ne le restent pas... Avec ce genre de raisonnements, tout s'explique, même le contraire de ce qu'on expliquait deux minutes auparavant¹.

Je voudrais entre autres attirer votre attention sur le danger de confondre les causes et les manifestations, voire les causes et les conséquences — l'essor de la cohabitation prémaritale est-il la cause de la baisse de la nuptialité ou n'est-il qu'une autre manifestation d'un changement plus global des attitudes envers la vie? Les facilités légales pour divorcer ou pour vivre ensemble hors mariage sont-elles la cause des évolutions constatées depuis 1965, ou l'État n'a-t-il fait qu'enregistrer *a posteriori* un état de fait? Gare aussi à ne pas expliquer le *baby-boom* par les espoirs de l'après-guerre (plus la Sécurité sociale): ils ont peut-être joué pour le soutenir et le prolonger, mais les prodromes du retournement démographique étaient sensibles depuis au moins 1941, une époque où le sort des armes était des plus incertain, voire peut-être depuis l'immédiate avant-guerre (j'y ai fait référence au chapitre 13). Même chose pour les rapports du *baby-krach* et de la crise économique: les régions en crise ont une fécondité inférieure aux autres, mais le grand retournement démographique a eu lieu en pleines Trente glorieuses!

Concernant l'évolution des modes de vie, je voudrais rappeler que l'effondrement des références culturelles à l'univers catholique signifie aussi plus de facilité pour garder un enfant conçu hors mariage, donc moins de femmes qui passent toute leur vie sans avoir d'enfants. Je pense ici notamment aux couvents surpeuplés du XIXe siècle; et que l'avortement n'est pas une nouveauté des années 1960 — simplement, auparavant il se faisait dans la honte et la clandestinité, avec des résultats désastreux en termes de mortalité périnatale, et un recours moins exceptionnel que l'on ne croit à l'infanticide: combien de bébés mouraient "étouffés par les draps du lit familial"... ou tout simplement de mauvais traitements, de négligence, d'indifférence, de l'incapacité des parents à s'en occuper. Évidemment, il n'y avait pas de statistiques, car tout cela était censé ne pas exister. La même remarque que je viens de faire pour l'I.V.G. vaut pour la contraception. Ceci ne veut

¹ D'un article des *Cahiers français*, cité en bibliographie générale du cours, j'extraits le superbe passage suivant concernant le *baby-boom*: « le baby-boom s'explique surtout par cet espèce d'âge d'or de la famille qui n'a fait que se renforcer dans l'état d'esprit reconstructeur et optimiste de la Libération, où s'affirme, à travers les rites nuptiaux, la littérature, une idéologie de l'Amour, du libre choix du conjoint, contre la mariée d'intérêt vu comme caractéristique des modèles de la bourgeoisie traditionnelle, avec son corollaire, le retard de l'âge au mariage lui-même (du lien famille-entreprise et de la nécessité d'attendre la transmission du patrimoine). La montée d'une économie du salariat rend donc possible une homogénéisation autour du modèle du couple précocement fondé, et constituant vite la famille dont la mère se chargera du foyer ».

L'explication du retournement de 1965 est tout aussi définitive: « cette génération, qui a grandi dans la croissance, développe une morale plus hédoniste (...). Émerge au contraire un système familial fondé sur le couple sexuel ». Comme quoi les mariages "d'amour" des années 1950 et 1960 n'étaient pas affaire de sexe!

pas dire, bien sûr, que le recours à l'une et à l'autre n'a pas augmenté depuis 1965¹; mais il me semble possible de soutenir que le souhait de l'une et de l'autre était présent avant 1965 — en d'autres termes, que les naissances perdues depuis 1965 étaient en partie des naissances non désirées. Qu'il soit légitime ou non de ne pas désirer une naissance est un autre problème: tout jugement moral personnel mis à part, d'un point de vue historique il me semble clair que pour la majorité des Français, c'est aujourd'hui légitime, et que ce l'était déjà avant qu'on ait toutes les facilités pour éviter les naissances non désirées; y compris pour une majorité de catholiques, même pratiquants, depuis longtemps en désaccord avec l'Église sur ce point. Il y a belle lurette que la fécondité des familles catholiques, même supérieure à celle des autres Français, est inférieure aux taux naturels, et l'abstinence n'est certainement pas la seule explication.

En fait, tout est **une question de dosage**: les éléments que je viens d'évoquer jouent, mais les différentes logiques se mêlent inextricablement. Le niveau de vie et de sécurité croissant jouent dans le sens d'une fécondité soutenue. Les difficultés économiques, la cherté des études, la banalisation de valeurs "hédonistes" jouent en sens contraire, tout comme d'ailleurs l'effondrement de la mortalité infantile et infantile, qui diminue la nécessité du recours à des naissances multiples "de précaution" (pour éviter de se retrouver sans enfants à la fin de sa vie). Les effets des progrès de la médecine sont, disons, contrastés, tout comme le travail des femmes (plus de revenus, moins de temps libre — en très gros, un ménage dont les deux membres travaillent a plus volontiers un enfant, mais moins volontiers plus de deux: au total, le travail des femmes explique sans doute dans une certaine mesure l'homogénéisation de la taille des familles autour de deux enfants)². Les catholiques et les musulmans pratiquants font en moyenne un peu plus d'enfants que les autres, mais la majorité d'entre eux, immigrés de la première génération (musulmans ou non) mis à part, ont un comportement démographique peu différent des autres habitants de la France (autrement dit, la différence est le fait d'une minorité); la différence de comportement démographique entre les Français qui votent à droite et ceux qui votent à gauche est imperceptible. Ce qui est clair en revanche, c'est qu'une population plus jeune fait plus d'enfants, à comportement démographique égal, qu'une population qui vieillit; mais cela

¹ Au milieu des années 1980, il avait chaque année 180.000 interruptions volontaires de grossesse légales (ce qui représentait 24% des naissances vivantes), et autour de 70.000 avortements illégaux; en 1988, 64% des femmes avaient recours aux formes modernes de contraception (32% à la "pilule" et 17% au stérilet — bien entendu les femmes qui n'avaient pas ou plus de vie sexuelle étaient comptées dans les 36% restants!); la proportion était en hausse dans les jeunes générations.

² Au total, dans les années 1980 les femmes au foyer avaient en moyenne un enfant de plus que les femmes qui travaillaient; mais, là aussi, gare à ne pas confondre causes et conséquences. C'est peut-être parce qu'elles ont beaucoup d'enfants qu'elles ne travaillent pas, non le contraire! Les priorités et les arbitrages dépendent des individus; il est difficile de pénétrer dans le secret des consciences.

n'explique que la poursuite et éventuellement¹ l'accentuation des évolutions, pas les grands retournements démographiques de 1941-1945 et de 1965.

La **politique familiale** des gouvernements successifs n'a guère eu d'effet sur ces évolutions. Il est loisible de soutenir que c'est parce qu'elle a été trop timide: après tout, il y a des exemples de pays, comme la R.D.A. dans les années 1970 ou la Suède des années 1980, où l'on est parvenu à faire sensiblement remonter la natalité en multipliant les crèches, en accordant de généreux congés aux jeunes mères (et pères, en Suède), en accordant aux familles de substantielles allocations; plus exactement, de telles mesures ont été suivies d'une remontée de la natalité. En tout cas, en France il n'y a pas eu d'inflexion sensible de la politique familiale vers 1965 — non plus d'ailleurs qu'en 1945; en ce domaine comme en beaucoup d'autres en matière sociale, les gouvernements de la Libération n'ont fait que reprendre les orientations générales du régime de Vichy, elles-même point si différentes de celles de la fin des années 1930 — mais les moyens, sans doute, ont changé: la part de la richesse nationale que l'État redistribue est sans commune mesure.

Cette politique familiale a été menée dans un certain désordre; ce n'est qu'en 1981 qu'il est apparu un secrétariat d'État à la Famille, d'ailleurs à peu près dépourvu de moyens autonomes. Elle a toujours consisté essentiellement en mesures fiscales et en avantages sociaux; avec la légalisation de l'IV.G. en 1975, la France a définitivement renoncé à agir directement sur la fécondité, et jamais les salaires n'ont été modulés selon le nombre d'enfants. Il n'y a jamais eu non plus aucune mesure pour inciter les femmes à cesser de travailler: créer des allocations attractives, c'est-à-dire d'un montant comparable à celui d'un revenu, coûterait un prix astronomique²; de toute façon, l'immense majorité de la population est attachée à l'égalité des sexes sur le marché du travail.

Le système du **quotient familial**, qui réduit l'impôt sur le revenu des familles en proportion de leur taille, date de 1945; en 1980, les familles de plus de trois enfants ont obtenu une demi-part supplémentaire, mais par la suite les réductions d'impôts obtenues par le biais du quotient familial ont été plafonnées, pour des raisons sociales (l'idée que des riches puissent ne pas payer d'impôts ou presque choque la gauche). Les **allocations familiales**, qui datent de 1932³, ont été intégrées à la Sécurité sociale en 1945 aussi (depuis 1949, cependant, elles sont gérées à part); mais, du fait de l'explosion des dépenses sociales liées à la santé, à la vieillesse et au chômage, leur part est passée de 47% des dépenses sociales (en 1947) à 14% (en 1981). À

¹ En fait, la population vieillie de 1999 présente des taux de fécondité égaux à celle, moins vieillie encore, de 1978.

² En 1941, le régime de Vichy avait créé une allocation de salaire unique, mais il n'avait pas eu les moyens de la financer.

³ En tant que système national; dès le XIXe siècle, certains chefs d'entreprises avaient introduit des allocations familiales pour leurs travailleurs.

partir de 1971, l'État a lancé une série d'allocations spécialisées pour les orphelins, les enfants handicapés, les parents isolés, etc.; elles sont généralement soumises à des conditions de ressources; toutes sont accessibles aux étrangers comme aux Français. En 1977, le **complément familial** est venu remplacer, pour les familles ayant un enfant de moins de trois ans ou plus de trois enfants, une série d'allocations de maternité ou d'aide au jeune enfant où nombre de parents de familles nombreuses se perdaient. Un organisme spécial, la C.N.A.F., gère l'ensemble.

Les allocations logement pour les familles nombreuses, les congés de maternité, la protection sociale de la jeune mère (contre un possible renvoi) se sont développées peu à peu à des dates que j'ignore; les crèches, la gratuité des transports ont essentiellement progressé au rythme d'initiatives locales, même si l'État les a souvent encouragées.

L'effet de ces mesures est limité, entre autres parce que les pauvres, qui sont ceux des Français qui font les plus d'enfants en proportion, ne paient pas d'impôt sur le revenu pour la plupart: cela limite l'effet redistributeur du quotient familial. Par ailleurs, le système fiscal français est devenu si complexe qu'il est parfois plus avantageux d'être célibataire que marié... il en est de même des allocations logement, système pour lequel l'aspect social l'a emporté sur l'aspect nataliste — elles sont ouvertes à tous les ménages défavorisés, y compris ceux qui n'ont pas d'enfant. C'est que la logique nataliste se heurte à d'autres priorités... Enfin, aucune allocation ne remplace un second revenu!

L'évolution de la **mortalité** est moins problématique. Elle a baissé continûment (15,2‰ en 1939; 12‰ en 1962; 10‰ vers 1980), en grande partie du fait des progrès de la médecine (avec une nette inflexion juste après la guerre du fait de la commercialisation des premiers antibiotiques)... et du rajeunissement de la population: les jeunes meurent moins que les vieux! Cependant la baisse s'est ralentie depuis 1975, non pas tant cause des premiers effets de la crise économique¹ que du vieillissement de la population avec la baisse de la natalité et de la fécondité. En 1984, le taux de mortalité était de 10‰, et l'espérance de vie, de 75 ans (contre 50 ans vers 1914). La mortalité infantile a beaucoup reculé (de 69‰ en 1939 à 18‰ en 1970 et 10‰ en 1980), ainsi que la mortalité enfantine (ou juvénile); en revanche, la "zone de risque" des 18-22 ans s'est renforcée, en grande partie à cause des accidents de la route. La mortalité des jeunes adultes a reculé aussi; la résistance à la mortalité autour de 50 ans s'est renforcée, essentiellement à cause des progrès dans le traitement des cancers et des accidents cardiaques.

¹ Si elle a des effets, ils sont indirects, essentiellement un report des naissances. La crise n'a pas entraîné d'effets directs d'ordre médical, en tout cas pas dans la période à votre programme. À la fin des années 1980 on a observé une recrudescence des maladies infectieuses parmi les populations les plus fragilisées (chômeurs de longue durée; S.D.F.); mais même cela ne joue qu'à la marge sur les statistiques générales.

On meurt de plus en plus entre 75 et 90 ans, alors qu'au XIXe siècle il était "normal" de mourir à n'importe quel âge.

Les **causes des décès** ont changé. Les pathologies infectieuses ont beaucoup reculé avec les antibiotiques (la tuberculose notamment a cessé d'être un fléau social), de même que les pathologies liées à la misère (et notamment aux déficiences de l'hygiène et de la nutrition) et les accidents du travail. On meurt désormais de pathologies cardiaques (40% des décès au milieu des années 1990), de cancers (25%), de mort violente (10%); l'alcool n'est plus directement responsable "que" de 4% des décès, mais ses effets indirects sur les cancers et les pathologies cardiaques, difficiles à mesurer, n'en demeurent pas moins. La **surmortalité masculine** s'est beaucoup aggravée (entre 1946 et 1949 elle était de 5 ans et demi; vers 1980 elle était d'un peu plus de 8 ans): c'était l'effet du tabagisme et de l'alcoolisme — jusque vers 1970, les femmes buvaient peu et ne fumaient presque pas. Les pauvres, avec la mauvaise volonté qu'on leur connaît, persistent à mourir plus jeunes, notamment d'alcoolisme, de tuberculose et de suicide, sans qu'il soit possible de dire dans quelle mesure c'est la pauvreté qui les tue ou au moins les fragilise, et dans quelle mesure au contraire c'est une plus grande fragilité face à la vie (fragilité personnelle, physique et mentale, ou bien héritée d'une famille ou d'un milieu) qui leur a fait rater leur ascension sociale¹. Ce qui est clair, c'est qu'au bout de quarante ans de Sécurité sociale, les inégalités sociales face à la mort se sont légèrement accrues.

Résultat: la **population** de la France, après avoir stagné autour de quarante millions d'habitants entre 1945 et 1950 (un million de moins qu'en 1911!), est passée à 46,5 millions en 1962, 53 millions en 1975, 55 millions en 1981. De 1945 à 1975, elle a augmenté d'un tiers; durant cette période le taux d'accroissement annuel a été de 10‰, le plus élevé depuis qu'il existe des statistiques; puis il a baissé de moitié (il n'a été que de 5‰ de 1975 à 1990). La part de la France dans la population européenne (Russie/ U.R.S.S. mise à part), qui était passée de 12% en 1914 à 9% en 1950, est remontée à 11% vers 1985. Bien entendu, la mortalité et la fécondité ne sont pas les seuls facteurs qui expliquent cette remontée: **l'immigration** aussi a joué un rôle important — vous trouverez plus bas dans ce même chapitre les chiffres la concernant, traités en

¹ Ce que je veux dire par ces quelques mots qui peuvent vous paraître chocants, c'est qu'à l'évidence la pauvreté n'aide pas à vivre longtemps, mais que dans un pays prospère, en voie d'enrichissement et à la société relativement peu figée comme la France d'après 1945, elle est un peu moins qu'ailleurs une fatalité. Dans ma famille, à partir des mêmes (difficiles) conditions sociales de départ, certains ont "réussi" et d'autres pas; les seconds, bien sûr, n'ont pas eu de chance, mais un minimum d'honnêteté oblige à reconnaître aussi qu'ils avaient moins de dons pour réussir — moins de qualités intellectuelles, moins d'équilibre personnel, moins d'énergie vitale surtout. Ce sont ceux qui sont morts les premiers, d'alcoolisme et de dépression surtout — deux formes d'incapacité à vivre. Bien entendu, ce qui précède n'a pas pour but de justifier le fait que la société ne les protège pas aussi bien que les autres.

même temps que ses aspects sociaux. Des démographes ont calculé qu'elle est à l'origine de 40% de la progression de la population française depuis 1946¹.

La population française a vieilli, y compris durant le *baby-boom*, à cause de l'allongement de la durée de la vie. La part des plus de soixante ans est passée de 16% en 1946 à 18,5% en 1982. La part des moins de vingt ans, en revanche, est demeurée presque stable: elle est passée de 29,5% à 28,7% dans la même période². Vers 1980, ces évolutions commençaient à poser quelques problèmes de financement des retraites et de la Sécurité sociale (les vieux sont plus souvent malades que les jeunes; concernant les retraites, le ratio cotisants/cotisés s'est dégradé avec le vieillissement de la population et le recul de l'entrée dans la vie active); j'ai mentionné plus haut les effets du vieillissement sur la démographie générale. En revanche, le lien entre le vieillissement et une éventuelle perte de dynamisme est à nuancer: les personnes âgées sont plutôt plus actives et dynamiques que celles d'il y a un siècle, précocement usées par la vie. Elles sont aussi plus riches, en partie grâce aux retraites, en partie grâce à l'accumulation d'un patrimoine durant les années de croissance: par cela plus autonomes, elles pèsent moins sur leurs familles; elles aident même de plus en plus souvent leurs enfants à s'installer dans la vie. Elles commençaient, vers 1980, à représenter un secteur important de la société en termes d'épargne, de consommation (en particulier dans les secteurs de l'immobilier et du tourisme). Leur rôle était important dans l'essor de la côte d'Azur, dans le processus de rurbanisation.

B) Population active et chômage.

La **population active** a légèrement diminué en chiffres absolus jusqu'en 1954 (effets de l'allongement de la scolarité et des retraites); elle a augmenté de 25% de cette date à 1987, mais de 14% seulement si l'on en retire les chômeurs. Ce qui, en proportion, ne fait que 43% de la population vers 1982, contre 53% en 1911... Les transferts sociaux nourrissent les autres, et aussi les chômeurs; ce qui est plutôt une évolution positive, car il vaut mieux peu d'actifs très productifs que des masses d'actifs à la productivité marginale, comme au Moyen Âge (cela dit, autant l'allongement des études et l'abaissement de l'âge de la retraite sont bien acceptés, autant le chômage ne l'est pas: notre civilisation demeure une civilisation du travail, même si elle est devenue aussi une civilisation du loisir). Dans les années 1960, l'immigration a joué un rôle

¹ Le ralentissement de l'immigration après 1974 (voyez plus bas) a eu peu d'effets en la matière, d'abord parce que l'ensemble de la population augmente à un rythme plus lent; ensuite, parce que le regroupement familial amène souvent des naissances retardées jusque-là; enfin, hdes les immigrés la crainte du chômage entraîne moins souvent un report des naissances que chez les Français de souche.

² En réalité l'évolution s'est faite en deux temps: en 1966, la part des jeunes atteignait 34%. Celle des plus de soixante ans, en revanche, a été continue.

essentiel dans cette évolution (les immigrés étaient surtout des hommes en âge de travailler); depuis les années 1970, l'augmentation de la population active est due essentiellement à l'arrivée des femmes sur le marché du travail: il y avait 35% de femmes dans la population active aux recensements de 1954, 1962 et 1968; puis la proportion s'éleva régulièrement pour atteindre les 43% en 1982 (à cette date, 63% des femmes travaillaient). En revanche, la durée de la vie active a diminué aux deux extrémités: les études sont de plus en plus longues, de moins en moins de vieillards travaillent (72% des hommes et 35% des femmes de 60 à 65 ans en 1954, 25% et 18% à la fin des années 1980 — au-dessus de 65 ans la baisse a été des 7/8èmes dans la même période).

Les salariés sont de plus en plus nombreux (près de 5 travailleurs sur 6 en 1982): c'est bien sûr lié surtout à l'effondrement de l'emploi agricole, et au recul du petit commerce.

Les **chômeurs** étaient 130.000 au début des années 1960, un million en 1975, deux en 1982, deux et demi en 1985 (l'origine de cette évolution est traitée dans le chapitre 18; ses aspects sociaux, plus bas dans ce même chapitre) — depuis 1967, il est géré par l'Agence nationale pour l'Emploi (A.N.P.E.). L'explosion du chômage a touché particulièrement les jeunes, les travailleurs proches de la retraite, les étrangers (dans les années 1980 leur taux de chômage était le double de celui des Français) et les femmes (pour celles-ci, c'est dû en partie, mais en partie seulement, au fait que les femmes qui perdent leur emploi s'y résignent moins facilement que jadis: elles s'inscrivent à l'A.N.P.E. au lieu de retourner au foyer et de trouver cela normal). La durée moyenne du chômage était de 374 jours en 1990: un délai plus long que dans la plupart des pays d'Europe, sans parler des États-Unis. De même que la politique familiale a peu influé sur l'évolution de la fécondité, la politique sociale a peu influé sur la montée du chômage; on peut même soutenir qu'elle l'a accentué par ses effets pervers (voyez au chapitre 18). Parallèlement, **l'emploi s'est progressivement précarisé**: en 1988, un million et demi de personnes exerçaient un emploi précaire (contre 400.000 en 1974); il faudrait y ajouter tous les stages, préretraites et congés de conversion avec lesquels on tente, depuis les années 1970, de traiter ou de déguiser le chômage.

Le **revenu** moyen a doublé de 1960 à 1983, mais 80% de cette progression ont été réalisés avant 1974. Les écarts se sont resserrés, mais le revenu des professions libérales est toujours en moyenne dix fois supérieur à celui des ouvriers. La part des salaires dans le revenu des Français n'a fait qu'augmenter, et surtout celle des transferts sociaux qui a explosé depuis 1974 (+ 6,5% par an, surtout à cause des allocations-chômage): en 1950 ils représentaient 16,6% du revenu des ménages; en 1981, 34%.

II-L'évolution de quelques groupes sociaux... et autres.

A) Ouvriers, chômeurs: travail, embourgeoisement, "exclusion".

L'après-guerre n'a pas vu la disparition de la classe ouvrière en tant que telle: bien au contraire, la part de la population active travaillant dans l'industrie et le B.T.P. est passée de 29% en 1946 à 34% en 1982, avec une pointe à 39% en 1968, puis un lent déclin qui l'a ramené en quatorze ans au niveau de 1962 (sans les cadres ni le B.T.P., le chiffre était de 29% au milieu des années 1980). Mais **le secteur secondaire a été dépassé en effectifs par le tertiaire en 1962**, et la différence n'a fait que se creuser depuis.

Conséquence directe de ce dernier phénomène, on a assisté en revanche à **un net déclin de l'ouvriérisme du discours politique et médiatique**; la flambée gauchiste des années 1960-1970, et la place de Tarte dans le débat intellectuel jusqu'aux années 1970, n'ont masqué que très superficiellement et très provisoirement cette évolution. Les hommes politiques, y compris de gauche, s'adressent de plus en plus aux travailleurs du tertiaire, et le Français moyen des publicités travaille dans un bureau. En forçant un peu la note, on pourrait presque parler d'un retour des "couches nouvelles" de Gambetta, après une parenthèse d'une cinquantaine d'année où la montée en effectifs du prolétariat industriel, et l'essor politique des forces qui s'en réclamaient, avaient imposé d'autres attentions. Le désastre de la montée du chômage, dans les années 1970, a cependant conduit les médias et les gouvernements à se pencher sur le sort des fractions de la classe ouvrière les plus menacées par l'évolution de l'économie, notamment travailleurs de la sidérurgie, des mines et du textile; mais depuis le début des années 1980 **la problématique de l'"exclusion", qui n'est pas une problématique de classe, a pris le dessus sur celle de l'exploitation**; il n'y a plus guère qu'Arlette Laguillier pour s'adresser encore "aux travailleurs" — catégorie d'ailleurs étendue à ceux du tertiaire ("Arlette" elle-même travaillait au Crédit lyonnais): même la gauche la plus traditionaliste a dû s'adapter. Le métallo triomphant, figure de la campagne de la C.G.T. pour la "bataille de la production" en 1945, puis des romans réalistes socialistes des années 1950 (ceux de Roger Vaillant, d'André Stil), n'est plus qu'un souvenir. Le mythe de la classe ouvrière, figure de l'avenir, si puissant à la Libération, s'est effondré.

Ceci est directement lié au fait que **les ouvriers sont de moins en moins "repérables" dans la société française**. Leurs modes de vie, leur costume, leur langage ont évolué pour se rapprocher décisivement de ceux des classes moyennes, à l'exception des immigrés (qui d'ailleurs ne sont pas tous des ouvriers); leur niveau de vie et leur niveau de sécurité, dans la France d'après l'instauration de la Sécurité sociale, se sont aussi beaucoup rapprochés de la moyenne, à l'exception des chômeurs (qui, eux non plus, ne sont pas tous d'anciens ouvriers).

Ils ont des voitures, des télévisions; ils partent en vacances, certes un peu moins souvent et moins loin que les autres Français. Bref, **ils se sont embourgeoisés**. La spécificité de la classe ouvrière est de moins en moins évidente; sa marginalité aussi, à l'heure où le vrai exclu, c'est le sans-emploi, et où l'ouvrier qui est parvenu à conserver un emploi, d'ailleurs de plus en plus propre et qualifié, apparaît comme un privilégié — ces perceptions ont émergé peu à peu entre 1975 et 1990. **Des pans entiers de la culture ouvrière traditionnelle se sont effondrés**, ou n'ont survécu qu'à l'intérieur du ghetto culturel communiste (voyez au chapitre 15), lui-même en voie de rétrécissement accéléré à partir de 1960. D'étonnants phénomènes de récupération se sont produits à la fin de la période qui figure à votre programme (surtout à vrai dire dans les années 1980): des coronas lillois ont été modernisés et transformés en résidences convoitées, dans le cadre de la "reconquête des centre-villes" qui a commencé dans les années 1970; des pistes de ski d'été ont poussé sur les terrils de Germinal; les guinguettes de la rue de Lappe ont connu un retour de mode parmi les yuppies parisiens nostalgiques de la java.

La coupure essentielle, ce fut à l'évidence la crise, même si certaines évolutions ont été continues: le marasme économique des années 1970 n'a pas entraîné une baisse du niveau de vie de ceux qui ont conservé un emploi, à cause de la protection sociale, et dans ces conditions l'embourgeoisement des modes de vie des ouvriers a continué dans cette décennie.

Dans les années 1945-1975, l'industrie était au centre de la croissance de l'économie, et avec elle le monde ouvrier, majoritaire dans les villes depuis l'entre-deux-guerres (et depuis 1931 la population urbaine était majoritaire dans le pays). C'était un peu moins vrai qu'avant 1945; mais cela continuait à l'être. Il y eut d'abord la reconstruction du pays, c'est-à-dire d'abord de son industrie: "retrouvons nos manches", disait une affiche célèbre de la C.G.T. à l'époque de la "bataille de la production". Dans les années 1950 et 1960, le monde du travail industriel se stabilisa: la métallurgie, la chimie, l'automobile avaient un rôle essentiel dans la formation du P.N.B.; un seul secteur connut des difficultés dès la fin des années 1950, les mines, à cause du passage du charbon aux hydrocarbures et au nucléaire; mais du fait de leurs traditions revendicatives très fortes, et des inquiétudes des gouvernements quant aux conséquences sur l'emploi d'une fermeture trop brutale des bassins miniers, les mineurs demeurèrent nombreux jusqu'aux années 1980... nombreux et bruyants!

La croissance était forte, mais elle **reposait encore en grande partie sur la main-d'œuvre**: ce fut en 1954 qu'au sein de la population industrielle la population ouvrière atteignit son sommet historique (85,2%, pour 5,1% de patrons et 7,7% d'employés — c'était la mort de la société artisanale). Les progrès techniques étaient moins rapides que par la suite, moins dévoreurs d'emplois; il y avait donc encore beaucoup d'emplois d'ouvriers spécialisés (O.S.), un euphémisme qui désignait précisément les ouvriers sans aucune spécialité, condamnés toute leur

vie active durant à accomplir les mêmes gestes mécaniques sur une "chaîne" de montage¹. Leur part dans la classe ouvrière augmentait: 41,5% en 1954; 54,9% en 1974... On en manquait même, de cette main-d'œuvre sans qualification: on vida les campagnes; on mit les femmes au travail; mais cela ne suffit pas, et il fallut aussi en faire venir d'Europe méridionale et d'au-delà des mers. Dans ces conditions, le *turn over* était faible (lorsque les patrons avaient un ouvrier, ils le gardaient — à Billancourt dans les années 1970, 40% du personnel avait plus de vingt ans d'ancienneté!), et l'on vit même se développer des phénomènes d'hérédité professionnelle (dans certaines régions, immigrés et fils de l'exode rural mis à part, on eut des générations entières d'ouvriers qui étaient fils d'ouvriers²); les ouvriers pouvaient peser sur les salaires, et imposer un rapport de forces plus favorable au sein de l'entreprise.

Cette génération, qui avait vécu le mythe fondateur de juin 1936 et la diabolisation du patronat "collabo" en 1945, **fut de toutes la plus revendicative**: il y eut les grandes grèves de 1947, un conflit très violent à Saint-Nazaire en 1955, la grève des mineurs en 1963, l'explosion de 1968... et, les années "ordinaires", un nombre très élevé de journées de travail perdues pour conflits. On faisait d'autant plus volontiers grève que les risques étaient infiniment moins élevés qu'avant-guerre et que les succès étaient nombreux, tant à cause de l'affaiblissement des patrons que de la prospérité, qui faisait que le gâteau à partager était plus gros... Il y avait d'ailleurs d'autres mythes en réserve que la grève: à la Libération, certaines entreprises dont les patrons compromis avec l'occupant s'étaient enfuis avaient été placées sous "contrôle ouvrier", comme Berliet à Lyon: espèce d'occupation d'usine prolongée qui avait presque débouché sur une autoappropriation définitive de l'outil de travail, et qui fut l'une des références des "Lipp" dans les années 1970 (voyez au chapitre 16). Grâce notamment à la C.G.T. les ouvriers des "bastions de la grande industrie", les "matallos" notamment, s'étaient dotés d'une culture de lutte, efficace et qui donnait des résultats, ainsi que les mineurs et les dockers — à la Libération ces deux catégories avaient reçu un statut spécial, très avantageux, qui fit passer la seconde d'un statut méprisé à celui de nouvelle aristocratie ouvrière. La C.G.T.-dockers avait réussi à imposer un *closed-shop* de fait, c'est-à-dire qu'il fallait sa carte pour se faire embaucher³. Cette culture de lutte n'était pas révolutionnaire, rhétorique mise à part; il s'agissait d'arracher des "acquis", des "garanties"¹.

¹ L'I.N.S.E.E., apparue après-guerre, avait divisé le monde ouvrier en trois strates: manœuvres, ouvriers spécialisés (O.S.), ouvriers professionnels (O.P.). La différence entre le manœuvre et l'O.S., c'était que le premier pouvait avoir à accomplir plusieurs tâches, selon les besoins, alors que le deuxième était "posté".

² Au début des années 1950, la moitié des enfants de mineurs polonais du Nord étaient mineurs eux-mêmes, et un autre quart ouvriers dans les usines avoisinantes, notamment dans la métallurgie. Dans ces milieux le vecteur de l'"ascension sociale" était le C.A.P., qui permettait de devenir O.P., les postes d'O.S. étant plutôt laissés aux nouveaux venus.

³ Il s'agissait à l'origine de mettre fin à l'angoisse de l'embauche intermittente: le syndicat gérait l'embauche selon un système de file d'attente, mais l'État versait des compensations les mois le nombre de journées d'embauche

Cela n'avait pas été sans mal. **Le taylorisme**, qui s'était répandu dans les années 1920 et 1930, **avait été très mal accepté à la première génération**, celle qui avait connu le semi-artisanat du XIXe siècle: le travail à la chaîne, le pointage, l'absence de pauses avaient provoqué indignation² et révolte. Révolte aussi contre les relations à l'intérieur des usines: jusqu'en 1936 la discipline était militaire, les syndicats et la presse de gauche étaient pourchassés; d'où l'explosion de joie et d'indiscipline de juin 1936, et les immenses espoirs placés dans le Front populaire. Tout cela avait beaucoup changé à la Libération: le pays avait pris conscience de la dureté de la condition ouvrière, les gouvernements faisaient ce qu'ils pouvaient pour l'améliorer; et puis le niveau de vie progressait, c'était déjà cela: les modes de régulation keynésienne de l'économie en vigueur imposaient d'agir pour que les ouvriers consommassent davantage; d'ailleurs, en cette période de guerre froide, il fallait liquider la pauvreté pour éviter une révolution. La droite et le patronat étaient culpabilisés pour leur rôle sous le régime de Vichy, et plus largement pour leur attitude face aux revendications ouvrières depuis un siècle; il n'était plus possible de tenir le discours d'un Eugène Schneider (voyez au chapitre 8), ni de proposer des solutions à la Laval (celui de 1935). Enfin les ouvriers avaient de puissants porte-paroles: le P.C.F., premier parti de France (après les gaullistes aux époques où ceux-ci étaient organisés) jusqu'aux années 1970; la C.G.T. et les autres grands syndicats. Certains ajoutaient qu'ils disposaient d'un puissant protecteur, d'un modèle de société où le prolétariat exerçait le pouvoir: l'U.R.S.S.

Les ouvriers furent donc choyés, plus qu'ils ne l'avaient jamais été. J'ai évoqué aux chapitres 15 et 16 les grandes réformes qui firent date, je n'y reviens pas; mais il y eut aussi la lente amélioration de la protection sociale, dont je ne vais pas détailler les étapes de peur de vous faire périr d'ennui (par exemple la revalorisation progressive des retraites, qui progressivement permit aux ouvriers de n'avoir plus leurs parents à charge, ni l'angoisse de leur propre avenir); les accords-cadres, les avancées progressives en matière de représentation des travailleurs dans

était insuffisant. Ce luxe des Trente glorieuses, qui coûta fort cher aux ports français en termes de compétitivité (en 1985, il était plus rentable à une entreprise de Valence d'exporter ses produits par Rotterdam plutôt que par Marseille!), ne fut remis en cause qu'en 1992, à l'issue de plusieurs années de conflit très dur.

¹ Il existait, au début de la période, toute une culture de classe centrée sur la vie familiale (très forte cellule de protection contre les contraintes du monde du travail, le déracinement, la pression du groupe), rempart contre la solitude et, pour ceux qui venaient d'ailleurs, instrument d'intégration par le biais des mariages avec des enfants de la "vieille" classe ouvrière; centrée sur la vie de quartier aussi — le bistrot en constituait le point stratégique (selon une enquête sociologique sur Villefranche-sur-Saône: « être un habitué du café, jouer aux boules, être un homme, être un habitant du quartier, être ouvrier, tout cela va ensemble »). Il y avait aussi toute une série de rituels dans l'entreprise, tolérés par l'encadrement pour leur fonction intégratrice, des cérémonies de départ en retraite au "bizuthage" des nouveaux venus par le biais de mauvaises farces ou de plaisanteries, et aussi la "perruque" ou "bricole", c'est-à-dire le vol de matériel de production, et parfois l'utilisation du matériel de l'usine pour fabriquer des objets à soi — manière, pour les plus habiles, de se faire une réputation. D'autres rituels remontaient au monde ouvrier du XIXe siècle: la Sainte-Barbe chez les mineurs, la Saint-Éloi chez les métallos.

² Voyez, dans le *Voyage au bout de la nuit* de Céline, qui date de 1931, la description des usines automobiles de Chicago — je la cite dans le cours sur les États-Unis.

les entreprises, les hausses de salaires permises par la croissance, qu'elles fussent proposées par des patrons soucieux de voir leurs ouvriers consommer davantage ou imposées par des conflits sociaux de plus en plus souvent gagnés par les ouvriers, d'autant plus que le gouvernement n'envoyait plus la troupe tirer sur les grévistes. Ainsi **les ouvriers furent intégrés, démarginalisés**, malgré l'opposition du P.C.F. au système. Politiquement d'abord: ils votaient, ils étaient bien représentés, voire courtisés; leur syndicats étaient respectés. Le mépris à leur égard diminua, en ces temps de domination intellectuelle de la gauche les représentations dominantes s'inversèrent: ils n'étaient plus "les salopards en casquette", les "classes dangereuses", ni même "les damnés de la Terre", mais "les artisans de la croissance" et, pour la gauche, "l'avenir de l'humanité".

Socialement, la **déprolétarianisation**¹ commença dès les années 1950; il n'y eut que les époux Thorez pour ne pas s'en apercevoir. En réalité d'ailleurs le phénomène s'était amorcé dès les années 1920, mais la crise, puis la guerre avaient contribué à masquer. Sous le Front populaire un ménage ouvrier consacrait encore en moyenne 50% de son budget à son alimentation (mais cette alimentation changeait: moins de pain; le sucre, le café, le cacao se généralisaient, les agrumes et les bananes firent leur apparition) et 10% à l'habillement, mais très peu au loyer (7%), ce qui reflétait surtout les mauvaises conditions de logement, car les loyers étaient bloqués; le recours aux services augmentait: les ouvriers allaient davantage chez le coiffeur, chez le médecin. Il y avait aussi plus d'objets dans les foyers: bicyclettes, radios, jouets; plus de loisirs.

Ces évolutions continuèrent après la guerre, avec moins d'à-coups, et dans un contexte de **sécurité** tout à fait nouveau, tant grâce à la Sécurité sociale qu'au plein emploi. Ce fut sans doute dans le **logement** qu'elles furent le plus spectaculaires. Les quartiers les plus dégradés, et les bidonvilles qui ceinturaient les grands villes (dans la "zone", à Saint-Denis, à Nanterre) cédèrent la place peu à peu à des H.L.M. ou à des quartiers "en accession à la propriété" grâce aux prêts sociaux², souvent regroupés en "grands ensembles"; l'évolution commença dans le cadre de la reconstruction, s'acheva au début des années 1970, et il faut souligner à quel point, pour la génération qui la première eut accès à ces logements, ce fut une délivrance d'accéder à des appartements de taille décente, lumineux, équipés du confort moderne, neufs et propres donc beaux, situés dans des quartiers fonctionnels selon les normes de l'époque, celle de la civilisation de l'automobile, et qui ne connaissaient pas encore les problèmes de vieillissement ni surtout ceux liés à la montée du chômage. J'y reviendrai plus bas, en traitant de l'évolution des villes. La démocratisation de la consommation, grâce aux super- et aux hypermarchés, à l'essor de la vente par correspondance, etc., et à l'inflation qui permettait d'emprunter à taux réels très

¹ J'emploie ce mot dans le sens de Marx, pour dire que désormais les ouvriers étaient des possédants.

² 20% des ouvriers étaient propriétaires de leur logement en 1954, 36% en 1975.

bas voire négatifs, permit l'équipement des foyers ouvriers en bien semi-durables comme l'automobile (grâce à des modèles à prix "démocratiques" et à équipement spartiate: la Dauphine, la 4 C.V., la 2 C.V. — 8% des foyers ouvriers étaient motorisés en 1953, 74% en 1975), la télévision (0,9% des foyers ouvriers en étaient équipés en 1953; 88,4% en 1975), le réfrigérateur (l'équipement passa de 3% à 92%).

Il faudrait aussi évoquer, tout simplement, une amélioration de la **santé** physique de la classe ouvrière, grâce à l'accès au médecin et au dentiste, à la diminution des accidents du travail, à une meilleure alimentation et hygiène, etc. Un seul chiffre: la mortalité infantile en milieu ouvrier passa de 33‰ en 1955 à 21‰ en 1970.

Bien entendu, **ces progrès demeurèrent relatifs**. Les ouvriers demeuraient relativement mal payés et avaient le sentiment que les fruits de la croissance étaient mal répartis, d'où la montée du mécontentement dans les années 1960 et les grandes grèves de 1968; de toute façon, les progrès dans la condition ouvrière n'étaient pas considérées comme des preuves des vertus du système économique en vigueur, mais de l'efficacité de la lutte collective. Les conditions de travail demeuraient difficiles. La durée du travail augmenta durant la reconstruction (elle était de quarante-huit heures en moyenne en 1948): certes cela signifiait aussi de meilleurs salaires, mais c'était dur. Plus tard elles diminuèrent, mais le travail ouvrier, à l'apogée du fordisme, avait perdu à peu près tout intérêt: l'homme-machine, l'O.S. rivé à la chaîne huit heures par jour, n'avait pas besoin de lire Marx ni Marcuse pour se sentir aliéné, privé d'initiative, de liberté, d'humanité presque — à l'heure de l'essor des emplois tertiaires, bien moins pénibles physiquement dans l'ensemble et plus valorisants, à l'heure aussi du grand essor de l'hédonisme et de la société des plaisirs et des loisirs, c'était sans doute encore bien plus difficile à supporter qu'un siècle auparavant, lorsque les deux tiers de la population, courbés sur la glèbe, menaient une vie encore plus dure. Il fallut un dur combat pour que les relations au sein de l'entreprise devinssent plus humaines; et ce combat ne fut pas gagné partout. Surtout, il y avait déjà des secteurs en difficultés où les entreprises licenciaient, où, malgré les secours de chômage, de nouvelles formes d'insécurité étaient en train d'apparaître: les mines dès les années 1960, le textile et la sidérurgie un peu plus tard (voyez le chapitre 18). Enfin, malgré les rapprochements évoqués au paragraphe précédent, au niveau des modes de vie et des sensibilités les ouvriers demeuraient largement coupés du reste de la société, à cause notamment de la persistance du ghetto communiste (dans les années 1950 le P.C.F. recueillait 50 à 60% du vote ouvrier).

Bref, au moment où le discours politique et intellectuel leur était le plus favorable, **les artisans de la croissance n'avaient qu'une seule idée: que leurs enfants ne devinssent pas**

ouvriers à leur tour¹ — de ce point de vue, il ne faut pas se laisser illusionner par des nostalgies et des fiertés rétrospectives, notamment là où depuis la mine ou le haut-fourneau a fermé, ni par certaines formes de conformisme, l'idée, notamment dans des régions où les seuls emplois disponibles étaient dans les usines, que de toute façon il n'y avait pas d'autre avenir pour les enfants des ouvriers que d'être ouvriers à leur tour: c'était une condition subie plutôt que choisie. La condition ouvrière ne représentait une ascension sociale que pour les paysans, de Bretagne ou de Kabylie.

Les années 1970 marquèrent de nettes inflexions, en même temps qu'elles révélaient des évolutions déjà entamées, mais qui se précipitèrent et surtout dont les conséquences se firent brutalement sensibles.

L'industrie n'était plus le moteur de la croissance, elle avait été remplacée par le tertiaire; le prolétariat de l'industrie des pays développés se déplaçait de plus en plus en direction du tiers-monde. Ce facteur, joint à la concurrence accrue des autres pays développés, en situation eux aussi de marasme, fit que **des secteurs, des régions entières s'effondrèrent brutalement**²; des usines où l'on s'embauchait de père en fils depuis des générations, quasiment sans y réfléchir (à part la minorité qui tentait une ascension sociale en sortant de la condition ouvrière), commencèrent à exiger des qualifications, des études... ou à ne plus rien exiger ni offrir, car elles avaient fermé.

La mécanisation commença à progresser si vite, poussée elle aussi par la concurrence des pays à bas salaires, qu'elle **détruisait plus d'emplois industriels qu'elle n'en créait**, en particulier d'emplois non qualifiés: la force de travail ne comptait plus autant dans la production, ce qui plaçait les ouvriers en position de faiblesse — et ce d'autant plus qu'ils étaient moins qualifiés. Il fallut apprendre de nouveaux métiers, accepter des conditions de travail plus dures pour conserver un emploi (les accidents du travail cessèrent de diminuer; le travail de nuit recommença à augmenter), ou bien déménager vers des régions où l'industrie se portait moins mal: ce fut un drame pour certains, "importés" des campagnes deux générations auparavant et qui avaient développé une identification très forte à leur bassin d'emploi. **Les ouvriers étaient**

¹ Les plus instruits mirent au point des stratégies de sortie de leurs enfants de la classe ouvrière, grâce à la démocratisation rapide, à cette époque, de l'enseignement secondaire et supérieur.

² L'industrie textile des Vosges perdit la moitié de ses emplois de 1954 à 1980; le textile du Nord, 40% de 1954 à 1974. Il s'agissait de phénomènes amorcés avant la crise: dès 1968, le solde migratoire du département du Nord était négatif... À partir de 1975 l'effondrement des effectifs toucha aussi la sidérurgie, qui perdit 28% de ses emplois de 1976 à 1982; la machine-outil, qui en perdit 28% dans la même période — le chiffre est le même pour le textile. Cette évolution s'est accentuée dans les années 1980: de 1982 à 1986, l'industrie dans son ensemble a perdu 200.000 emplois par an; et elle a gagné de nouveaux secteurs: l'automobile, les chantiers navals. Des régions entières se sont désindustrialisées: dans le Valenciennois, il y avait 50.000 emplois ouvriers en 1962, 10.000 en 1980: en 1986, il y avait plus d'instituteurs que d'ouvriers dans l'arrondissement de Valenciennes.

de moins en moins nombreux en proportion, dans la population totale mais aussi dans les usines où la part de cadres et d'ingénieurs augmentait sans cesse — notamment dans les secteurs les plus en pointe, comme l'aéronautique. Surtout, **le chômage explosa** dans le monde ouvrier. En 1975, 3,9% des ouvriers étaient sans emploi; ce chiffre passa à 7,7% en 1982 (pour 6,7% de chômeurs dans l'ensemble de la population). Après avoir un moment aiguisé les luttes sociales dans les années 1970, **le chômage finit par tuer la grève**: le nombre de journées chômées pour conflit du travail diminua sans cesse dans les années 1980; la désyndicalisation s'amorça, discrètement car les syndicats mirent du temps à avouer qu'ils perdaient des troupes.

Les traditions de solidarité ouvrière s'effondrèrent, car l'unité de la classe ouvrière, à qui un siècle de militantisme socialiste et communiste avait eu du mal à donner un semblant de réalité, vola en éclats: tandis que certains restaient "sur le carreau", incapables de sortir d'une situation sociale en voie de dégradation accélérée (la part de chômeurs privés d'emplois depuis plus de deux ans passa de 6 à 14% de 1975 à 1981), d'autres parvenaient à garder un emploi, d'autres encore, par eux-mêmes ou par le biais de leur enfants, continuaient leur ascension sociale... La part croissante des immigrés dans la population ouvrière, même après l'arrêt officiel de l'immigration en 1974, ne faisait qu'accentuer cette hétérogénéité dont les chiffres suivants donnent la mesure: en 1983, le taux de chômage s'élevait à 11,7% dans la population ouvrière immigrée, à 11,4% parmi les ouvrières; la moitié des ouvriers au chômage avaient moins de 25 ans — et des jeunes éduqués, mais pourvus de C.A.P. obsolètes, étaient engagés de plus en plus à des postes sans qualification d'O.S. ou de manœuvres, avec des contrats à durée déterminée¹.

Les avantages sociaux s'étaient transformés en handicaps dans la concurrence internationale, que d'aucuns jugeaient déloyale: le travail des ouvriers français était devenu l'un des plus chers du monde, et la qualité des produits ne parvenait plus à compenser ce désavantage, car les industries des pays en voie de développement avaient beaucoup progressé (pour plus de détails sur ce point, voyez au chapitre 18). **En même temps, ces avantages limitaient la "casse" sociale** en permettant aux chômeurs de continuer à jouir d'un niveau de vie sans commune mesure avec celui de leurs prédécesseurs d'avant 1945²... De toute façon, l'analyse macroéconomique par laquelle commence ce paragraphe était inacceptable pour des gens qui avaient l'impression de ne recevoir que leur dû: ce fut pourquoi, en 1981, la gauche

¹ En septembre 1984, sous prétexte d'insertion des jeunes sans emploi dans le marché du travail, le gouvernement officialisa l'emploi précaire (et sous-payé) en créant les Tracaux d'Utilité collective (T.U.C.), emplois provisoires réservés aux jeunes et très subventionnés censés préparer à des engagements définitifs; mais un an plus tard les tucistes se retrouvèrent sans travail. Les premiers "stages d'insertion à la vie professionnelle" (S.I.V.P.) sont apparus en 1985. Ces voies de garage n'ont guère servi qu'aux entreprises, lesquelles y ont gagné de la flexibilité dans la gestion de leur personnel.

Les années 1980 furent aussi celles du développement des agences d'intérim, comme Manpower.

² Le chômage de très longue durée ne faisait pas encore les ravages de la fin des années 1980 et des années 1990, et de ce fait, en gros le filet établi en 1945 suffisait encore: le R.M.I. ne date que de 1989.

réagit à la montée du chômage par l'octroi de nouveaux avantages sociaux — nécessaires pour certains, comme les lois Auroux (voyez au chapitre 16). **Les luttes ouvrières**, en tout cas, **étaient de plus en plus défensives**, non plus pour des "conquêtes sociales" mais pour le sauvetage des "avantages acquis" face à des évolutions inquiétantes, mais contre lesquelles il était de plus en plus difficile de lutter¹ — à partir de 1983, même les socialistes commencèrent à dire qu'elles étaient inéluctables. Les **tendances au corporatisme** s'accrurent: ceux qui avaient conservé un emploi serraient les coudes pour maintenir les avantages acquis sans trop s'occuper des chômeurs, censés être pris en charge par la collectivité...

Le chômage, désormais pleinement reconnu comme une réalité sociale, **n'était plus la catastrophe qu'il était avant 1945**, et l'amélioration de la condition physique, par exemple, continua même chez les chômeurs. Le niveau de vie ouvrier continua même à augmenter en moyenne — une moyenne qui ne doit pas faire oublier la montée des "cas sociaux" (ainsi les loyers impayés explosèrent dans les H.L.M.). **Mais il était souvent un drame psychologique**: dans une société dont la valeur dominante était toujours le travail, l'impression d'inutilité, d'être à la charge de la collectivité, était très dure; dépendre d'allocations qu'on allait chercher à la poste toutes les premiers lundis du mois devint un stigmaté infamant: pauvres pas si pauvres mais marqués, enregistrés comme tels, officialisés, d'un même geste protégés et humiliés. **Toute une génération d'artisans de la croissance eut l'impression d'être jetée après usage** comme de vieux kleenex (les pré-retraités notamment); plus grave, leurs enfants ne trouvaient plus de place dans cette société — ils commençaient à devenir incontrôlables, car les valeurs familiales s'effondrent lorsque les parents n'ont aucun modèle, aucune porte de sortie à présenter. L'effondrement de la contre-culture communiste et des mythes ouvriéristes contribua à cette déstabilisation psychologique²: non seulement il n'y avait plus de travail, mais il n'y avait plus d'espoir, même du côté de la patrie des travailleurs, en voie d'effondrement; **il n'y avait plus de fierté de classe**, même sous la forme un peu ambiguë que j'ai évoquée plus haut.

Il y avait cependant, dans ces années de crise, **d'autres éléments plus positifs**, du moins pour ceux qui parvenaient à conserver un emploi. Les formes les plus abrutissantes de travail ouvrier reculèrent, ainsi le travail à la chaîne disparut progressivement pour laisser la place à de nouveaux modes de travail plus valorisants, plus "propres"; les médias des années 1980 parlaient de "modèle Toyota", d'"ouvriers en col blanc"³. Le niveau de qualification des ouvriers augmenta rapidement — à vrai dire, d'autant plus rapidement que les non qualifiés rejoignaient les rangs des chômeurs. L'intégration des ouvriers à la communauté nationale semblait progresser, tant au plan politique (ils votaient de plus en plus pour des partis

¹ On peut déjà interpréter la grande grève des mineurs en 1963 comme une lutte défensive.

² Le héros des années 1980, c'était le *golden boy* travaillant dans la finance...

³ L'entreprise modèle, toujours citée en exemple, était Volvo, en Suède.

réformistes, et à partir de 1981 la gauche cessa d'être exclue du pouvoir) que dans l'entreprise (avec le lent essor des syndicats réformistes par rapport à la C.G.T.), jusqu'à ce que la montée spectaculaire du vote F.N. dans les milieux ouvriers, à partir de 1984, ne vînt mettre en évidence la persistance des réflexes protestataires.

Y avait-il encore une classe ouvrière? Certains ouvriers "en col blanc" commençaient à ressembler furieusement à des ingénieurs ou à des cadres, et rien ne ressemble plus à un ouvrier au chômage qu'un employé au chômage. En réalité, les grandes fractures de la société française de cette fin de siècle déchirent le monde ouvrier au même titre que ceux des employés et des professions indépendantes: elles passent entre ceux qui ont un emploi (plus ou moins précaire, plus ou moins spécialisé; avec un salaire plus ou moins décent), ceux qui sont au chômage ou en situation de précarité, et une frange de plus en plus importante qui n'a plus guère d'espoir d'accéder un jour à un emploi, de par son manque de qualification, son âge, la couleur de leur peau ou la consonance de son nom, etc.. C'est pour désigner ces derniers qu'est apparu dans les années 1980 le terme d'"**exclus**", qui ne se réfère pas à une classe sociale précise ni même d'ailleurs à un problème de niveau de vie au sens strict (le terme a succédé à celui de "nouveaux pauvres", en vogue dans les années 1970, précisément parce que cette expression était réductrice). Ceux-là sont, d'une certaine manière, bien moins intégrés à la société que les ouvriers des années 1950 ou même ceux des années 1900, qui en formaient un rouage maltraité mais indispensable. Ils n'ont aucun espoir que leur sueur permettra l'ascension sociale de leur enfants; ils ne sont pas fiers d'être ce qu'ils sont, ils n'ont pas la consolation d'être, comme les ouvriers d'antan, les moteurs de la croissance, le peuple en marche, l'espoir du monde; ils ne votent pas, ils sont souvent très isolés, ils ne peuvent pas faire grève, donc ils ne pèsent guère: ils ne forment pas une classe, même pas une masse, mais une marge.

Les **S.D.F.**, apparus en pleine lumière médiatique à la fin des années 1980 (ils existaient auparavant, mais ils étaient moins nombreux, et on les confondait avec les clochards, dont toute une mythologie suspecte issue d'un certain cinéma social-poétique, *Boudu sauvé des eaux* et autres œuvres de la même farine, voulaient qu'ils eussent choisi la marge et s'y trouvassent heureux), vendent dans le métro et à la sortie des supermarchés des journaux de rue où n'apparaît aucune revendication autre que catégorielle, aucun projet de société alternatif. Ils ne militent pas et ne suscitent guère le militantisme: ils n'ont droit qu'aux formes modernes de la charité, publique (les différents dispositifs sociaux d'urgence, l'ouverture de certaines stations du métro parisien les nuits d'hiver) et privée (les "**restos du cœur**" de Coluche sont apparus dans l'hiver 1984-1985), tandis que des professionnels de formes plus anciennes de charité ont repris du service: c'est au milieu des années 1980 que l'antédiluvial **abbé Pierre**, le défenseur des "sans-logis" de l'hiver 1954 (voyez plus bas), a recommencé à refaire parler de lui dans les médias — il s'y

trouvait en compagnie d'un évêque "progressiste", Mgr Gaillot. Il n'y a pas besoin d'être un anticlérical forcené, ni un militant de Lutte ouvrière, pour constater qu'on est quand même assez loin de juin 1936.

Entre 1945 et 1985, les ouvriers se sont intégrés à la société et leur sort s'est amélioré, et de ce fait leur spécificité sociale a diminué; mais la société tout entière a généré une nouvelle espèce de "damnés de la terre": il n'y a plus en France de "pauvreté absolue", selon la redoutable notion en vigueur en Amérique latine, mais il y a toujours des marginaux.

B) Les paysans et la société rurale.

L'évolution fondamentale, ce fut bien sûr la **marginalisation numérique du monde paysan** dans la société française, d'abord à cause de l'**exode rural**. Nous l'avons vu, c'est un phénomène aussi vieux que l'industrie, et en constante progression depuis le milieu du XIXe siècle; mais il s'accéléra brutalement après-guerre, atteignant son **maximum historique dans les années 1950**. Cette accélération fut d'autant plus spectaculaire qu'elle succédait aux années de crise qui avaient plutôt freiné l'exode rural, à cause du chômage dans les villes, puis aux années de prospérité artificielle due à la guerre et à la reconstruction, périodes de pénuries alimentaires. Mais ce retour de prospérité éphémère n'avait pas permis au monde paysan de refaire son retard de revenu sur les urbains; et désormais les Trente glorieuses rendaient les villes particulièrement attrayantes, on était à peu près sûr d'y trouver un emploi et un H.L.M. confortable. Alors, pour la première fois depuis la Grande peste du XIVe siècle, des villages entiers "fermèrent", en Lozère, en Haute-Vienne ou dans les Basses-Alpes. La société rurale qui s'était mise en place entre 1789 et 1914, en crise depuis l'entre-deux-guerres, s'effondra en une génération. Avant d'entrer dans le détail, je cède la parole à Jean Ferrat pour une évocation très juste de l'Ardèche des années 1950 et 1960 (*La montagne*, chanson de 1964):

« Ils quittent un à un le pays
Pour s'en aller gagner leur vie
Loin de la terre où ils sont nés
Ça fait longtemps qu'ils en rêvaient
De la ville et de ses secrets
Du formica et du ciné
Les vieux, ce n'était pas original
Quant ils s'essuyaient machinaux
D'un revers de manche les lèvres
Mais ils savaient tout à propos
Tuer la caille ou le perdreau

Et manger la tomme de chèvre
 Avec leurs mains dessus leurs têtes
 Ils avaient monté des murettes
 Jusqu'au sommet de la colline¹
 Qu'importe les jours les années
 Ils avaient tout l'âme bien née
 Noueuse comme un pied de vigne
 Les vignes, elles courent dans la forêt²
 Le vin ne sera plus tiré
 C'était une horrible piquette
 Mais il faisait des centenaires
 À ne plus que savoir en faire
 S'il ne vous tournait pas la tête
 Deux chèvres et puis quelques moutons
 Une année bonne et l'autre non
 Et sans vacances et sans sorties
 Les filles veulent aller au bal
 Il n'y a rien de plus normal
 Que de vouloir vivre sa vie
 Leur vie... Ils seront flics ou fonctionnaires
 De quoi attendre sans s'en faire
 Que l'heure de la retraite sonne
 Il faut savoir ce que l'on aime
 Et rentrer dans son H.L.M.
 Manger du poulet aux hormones
 Pourtant, que la montagne est belle!
 Comment peut-on s'imaginer
 En voyant un vol d'hirondelles
 Que l'automne vient d'arriver... »

Quelques données chiffrées pour balancer cet excès de lyrisme: **le secteur primaire rassemblait 37% des actifs en 1936, 27% en 1954, 10% en 1975, 6% en 1990.** Le nombre de personnes vivant sur des exploitations agricoles a diminué de moitié de 1955 à 1980 (le rythme de diminution a dépassé 4% par an entre 1962 et 1975); à cette date il restait 1.200.000 exploitants agricoles, dont 700.000 seulement à temps complet. En 1990, il restait 900.000 exploitants agricoles. Les fermes s'étaient vidées: le personnel des exploitations était désormais essentiellement familial: le nombre d'ouvriers agricoles et de saisonniers, déjà en baisse rapide dans les années 1930, avait encore plus vertigineusement baissé que celui des exploitants (de 70% entre 1955 et 1975); l'alignement du salaire minimum agricole sur le S.M.I.G. en 1968 n'y

¹ Les murets (en français régional: les "chalets") qui soutiennent les cultures sur le versant oriental du Massif central datent, pour les plus anciens, de l'époque préromaine.

² Le paysage rural a changé spectaculairement dans certaines régions: il suffit de le comparer aux photographies du début du siècle, où les villages étaient bien plus gros qu'aujourd'hui et où la surpopulation se traduisait par un paysage généralement très déboisé. Aujourd'hui la forêt progresse partout, replantée de manière rationnelle dans certaines régions comme les Vosges où l'exploitation du bois est rentable (entre autres parce que les parcelles sont grandes), sous la forme d'un taillis infect et propice aux incendies dans d'autres régions comme la haute Ardèche. En Creuse ou en Haute-Vienne, on a parfois une impression d'étouffement, la forêt enserrant les villages où il n'y a plus que des vieux, on se croirait revenu au temps des premiers essarts, au Moyen Âge...

avait rien changé. Il s'agissait désormais essentiellement d'étrangers que l'on employait pour les récoltes et surtout les vendanges, l'une des dernières activités rurales à être peu mécanisée (au moins dans le "haut de gamme"); ils étaient particulièrement peu revendicatifs et peu syndiqués, alors que des évolutions en sens inverse avaient commencé à se dessiner dans les années 1930. **La population agricole n'a pas cessé de vieillir**: en 1980, 17% des exploitants étaient âgés de plus de 65 ans; en 1983, la moyenne d'âge des exploitants agricoles était de 53 ans, 13% seulement avait moins de 35 ans — et 11% seulement des enfants d'agriculteurs devenaient eux-mêmes agriculteurs, ce qui représentait 94% des nouveaux exploitants agricoles! Le **célibat** forcé était le lot d'un nombre de plus en plus élevé de ceux qui restaient aux champs: en 1980, 9% des exploitants âgés de 35 à 64 ans étaient célibataires; chiffre directement corrélé au précédent, la fécondité des familles d'agriculteurs s'est effondrée (0,9 enfants par ménage en 1982!).

L'exode rural massif s'est accompagné de **l'effondrement de tout le tissu social** des campagnes: la proportion de ruraux est passée de 47,5% de la population française en 1936 à 26,5% en 1982, un effondrement qui n'est pas imputable aux seuls paysans. Les foires traditionnelles avaient à peu près disparu dans les années 1930; après 1945, les commerçants fermèrent boutique ou partirent en retraite sans être remplacés, des milliers d'écoles rurales fermèrent (entre 2.000 et 4.000 par an dans les années 1960). Autre signe de cette rupture du tissu social, depuis la fin des années 1950 l'épiscopat a dû se résigner à laisser des paroisses sans titulaire.

Les valeurs et les héritages ruraux se sont effondrés, alors que dans l'entre-deux-guerres leur déclin avait été peu notable. C'est des années 1945-1955 que date notamment l'effondrement des langues et cultures régionales dans les jeunes générations, sauf dans une certaine mesure en Corse. Avec la télévision (75% des foyers paysans en étaient équipés en 1975) et la presse, l'école, les contacts accrus avec le monde citadin, **l'autonomie des cultures paysannes s'est réduite à rien**, ou, ce qui est peut-être pire, à quelques buttes-témoins folkloriques à usage essentiellement touristique¹. Le café au lait et les biscottes ont remplacé la soupe du matin, les variétés anglo-saxonnes et le *blue-jean* se sont imposés comme ailleurs. J'ai vu, en Ardèche, disparaître l'ancienne fête du "fougo" (c'est-à-dire du mât de cocagne: elle avait lieu à la Saint-Jean), avec ses distractions traditionnelles comme la course au porcelet ensavonné (celui qui l'attrape a gagné); ne reste plus que la kermesse du curé, où les distractions sont en gros les mêmes qu'à la fête de l'*Huma*. La sociabilité des veillées et des sorties de messe est morte; dans les régions les plus dynamiques elle a été remplacée par de nouvelles formes de sociabilité, associatives ou syndicales, mais en beaucoup d'endroits la solitude télévisuelle est le sort

¹ Avec des phénomènes de *revival* à usage commercial et identitaire, mais à destination surtout des néo-ruraux, à partir des années 1980.

ordinaire de l'agriculteur, à peine brisée par la sortie hebdomadaire à l'hypermarché de la sous-préfecture, où l'on retrouve tout le canton.

À partir de 1960, **l'exode rural s'est ralenti**. Ce fut d'abord faute de réservoir... mais aussi parce que grâce à la sollicitude des gouvernements et à la P.A.C. (voyez au chapitre 16) **La situation matérielle des paysans s'est améliorée**. Les revenus des agriculteurs se sont accrus de 64% de 1960 à 1980; l'écart de niveau de vie entre les paysans et le reste de la population a diminué (en 1970, le revenu paysan était quand même encore inférieur de 20% à la moyenne nationale, et surtout les écarts vers le bas étaient demeurés beaucoup plus grands qu'en ville). La vie paysanne est devenue moins pénible grâce à la mécanisation de l'agriculture: les tracteurs (13% seulement des exploitations en étaient équipées en 1955; quinze ans plus tard la traction animale avait pratiquement disparu), les trayeuses et les botteleuses par exemple ont rendu l'effort physique moins pénible.

L'habitat paysan s'est spectaculairement amélioré: dans les années 1950 et 1960 les fermes se sont massivement électrifiées, l'eau est arrivée sur l'évier¹, la terre battue a cédé la place au béton ou au plancher, la salle de bain et le W.C. modernes se sont presque généralisés (84% des résidences d'agriculteurs possédaient l'une et 82% l'autre en 1984); les meubles sont devenus plus nombreux et plus fonctionnels, ce qui n'a pu se faire sans une terrible invasion de formica et de buffets Henri II bon marché, tandis que les coffres et les buffets anciens ont pris le chemin des brocantes: les paysans sont même mieux équipés que la moyenne nationale en voitures et, depuis les années 1980, en congélateurs. Dans certains cas, il y a même eu changement complet d'habitat: une ferme ancienne en ruines achève de pourrir à côté d'un simili-pavillon de banlieue avec garage au rez-de-chaussée, cuisine, salle à manger séparée (alors que traditionnellement l'espace de vie sociale était la cuisine), salon organisé autour du poste de télévision et une chambre par enfant à l'étage, orgueil de ses propriétaires... et indéniablement mieux adapté que l'ancien habitat à la famille nucléaire moderne, outre le fait que l'on n'y subit plus le voisinage des bêtes. **L'autoconsommation alimentaire** a beaucoup diminué, malgré l'appoint des jardins; les paysans se sont à peu près totalement intégrés à l'économie monétaire; ils sont aussi beaucoup moins isolés, car les communications se sont beaucoup améliorées: les moindres chemins de fermes sont désormais goudronnés et déneigés en hiver, pratiquement tous les paysans ont le téléphone². Évidemment, tout cela a accentué l'évolution des valeurs et des modes de vie que j'évoquais un peu plus haut.

Mais la modernisation des exploitations a demandé des investissements colossaux: au début des années 1980, avec la surproduction et la baisse des prix agricoles que j'évoquerai dans

¹ Sauf chez ma tante Josette.

² Le principal retard est dans les loisirs, les vacances notamment.

le chapitre 18, une grave crise d'**endettement** (latente à vrai dire depuis les années 1950) menaçait les paysans, de plus en plus dépendants par ailleurs, autant que des marchés internationaux, des décisions changeantes et souvent arbitraires des bureaucrates de la C.E.E.; et ceci était vrai aussi bien des gros céréaliculteurs de la Beauce, tributaires des cours du blé à la Bourse de Chicago et des subventions compensatoires décidées à Bruxelles, que des petits polyculteurs d'Ardèche ou du sud-ouest, condamnés à planter ou à arracher des arbres fruitiers, à agrandir ou à réduire leurs pâturages, selon les aléas des subventions communautaires à tel ou tel produit. Le paysage rural français n'a jamais été aussi instable... Une **crise des ciseaux** menaçait aussi, avec une hausse des prix des intrants (l'essence, des matériels agricoles de plus en plus perfectionnés mais aussi de plus en plus chers) et une baisse des prix de vente des produits agricoles à cause de la surproduction nationale et mondiale. À la fin des années 1970, le revenu moyen des agriculteurs a recommencé à diminuer; encore plus alarmant, vers 1980 il dépendait d'aides publiques, nationales et communautaires, à hauteur de 40 à 60% selon les régions et les secteurs!¹

Malgré toutes ces évolutions, le poids des **paysans comme lobby** est resté important, de plus en plus disproportionné à leur nombre, grâce notamment au dynamisme de certaines organisations, héritières en gros de la J.A.C. des années 1930, mais qui ont connu depuis 1945 un développement sans commune mesure: notamment la Fédération nationale des Syndicats d'Exploitants agricoles (**F.N.S.E.A.**) et le Centre national des jeunes Agriculteurs (**C.N.J.A.**)². Pour la première fois de leur Histoire, les paysans français se sont organisés collectivement... même si ce fut en partie, et de plus en plus avec le temps, pour organiser le partage des subventions de la C.E.E. et faire pression sur les gouvernements et sur Bruxelles — une évolution "gestionnaire" à laquelle les syndicats ouvriers n'ont pas échappé non plus.

Les paysans ont découvert (ou redécouvert, voyez le chapitre 6) **des formes spécifiques et redoutablement efficaces d'action collective**, comme la prise en otage des automobilistes sur les autoroutes bloquées au moment des grandes tanshumances d'été, une habitude (ré)apparue en 1953 et qui devint courante dans

¹ Ces aides représentaient alors 10% des dépenses civiles de l'État.

² La J.A.C. continua à se développer après la guerre: elle comptait 440.000 membres en 1955. En revanche, il n'y eut pas de continuité entre les organisations syndicales paysannes de l'entre-deux-guerres, peu actives (une Confédération agricole paysanne était apparue en 1933) et celles de l'après-guerre: c'était que le régime de Vichy était passé par là. Le C.N.J.A. est apparu en 1954; il est issu de la Confédération générale de l'Agriculture (C.G.A.), une organisation représentative fondée en mars 1945, sous les auspices du gouvernement de l'époque, sur les ruines de la Corporation paysanne de Vichy. La F.N.S.E.A. était au départ une branche de la C.G.A., mais à la suite d'un conflit entre les deux directions la C.G.A. a été marginalisée et a disparu en 1953. La F.N.S.E.A. a été dirigée successivement par René Blondelle, puis par Michel Debatisse; elle est assez proche des majorités de droite (M. Debatisse a été ministre). Diverses autres organisations ont tenté de la concurrencer, mais aux élections au Chambres d'agriculture de 1983, elle rassemblait toujours 71% des suffrages exprimés.

Les membres de la J.A.C., sans abandonner celle-ci pour autant, ont adhéré en masse à ces deux nouvelles organisations dans les années 1950, à mesure que la société rurale se déchristianisait et que des modes d'action "laïcs" apparaissaient plus efficaces.

les années 1960: les agriculteurs auront toujours l'immense avantage de contrôler l'espace, une autoroute passe toujours entre deux champs. Ce fut en 1961 qu'eut lieu le premier saccage d'une sous-préfecture depuis 1907, à Morlaix dans le Finistère: encouragés par une relative impunité, les paysans français ont conservé et même développé une tradition de violences revendicatives qui, dans les années 1980, contrastait avec le recul des grèves en milieu ouvrier. Leurs actions ne sont jamais mortelles, mais elles sont impressionnantes: un monde trop souvent oublié par les citadins s'y donne en représentation, accentuant au besoin la caricature pour les besoins de la cause.

Non seulement les paysans n'ont plus de mode de vie propre, mais ils sont redevenus minoritaires dans les campagnes... et ce non pas du fait d'une reconstitution d'une société rurale autonome comme celle de la IIIe République, mais d'**une invasion de la campagne par les urbains**. C'est durant les vacances d'été que cette invasion est la plus sensible: alors qu'en 1900 les urbains, faute de temps libre, regagnaient rarement les campagnes, depuis 1950 ils le font de plus en plus, et cette présence temporaire mais massive a contribué à imposer dans les campagnes des modes de vie et de consommation urbains — quand elle n'a pas donné le coup de grâce à l'activité agricole, comme sur la côte d'Azur et en Tarentaise où la plupart des paysans se sont reconvertis dans le tourisme. Les chambres d'hôtes, les campings au bord des rivières se sont multipliés, ainsi que les hôtels dans les régions de tourisme de masse (les littoraux et la haute montagne); surtout, spécificité française, de très nombreuses maisons rurales abandonnées ou sur le point de l'être ont été transformées en **résidences secondaires**¹, meublées en style régional grâce aux brocantes évoquées plus haut. C'est ainsi que des villages voient leur population décupler et leur moyenne d'âge baisser de moitié en juillet-août...

Dans certains cas, il n'y a même pas eu transfert de propriété: les enfants des paysans partis en ville dans les années 1930 à 1950, qui étaient toujours allés passer des vacances à bon marché dans leur famille à la campagne depuis que leurs moyens et l'acquisition d'une voiture leur permettaient le voyage, ont tout simplement repris et retapé la maison de famille lorsque le décès de l'ancienne génération l'a vidée... Dans d'autres cas, il s'agit de populations venues de très loin et sans lien particuliers avec les régions où elles viennent en villégiature, comme les hordes d'estivants originaires des régions riches et pluvieuses d'Europe du nord-ouest: on pense bien

¹ La France a le plus grand nombre de résidences secondaires du monde par rapport à sa population. Il y en avait 330.000 en 1954... et 2.800.000 en 1990.

sûr à la côte d'Azur, mais il y a aussi des villages d'Ardèche où le patois véhiculaire, en été, est le néerlandais.

Il n'y a pas eu que les vacanciers... Les années 1950 ont représenté l'apogée de la désertification des campagnes; depuis les années 1960 le mouvement s'est inversé, **de plus en plus d'urbains se sont fixés définitivement à la campagne**, au point qu'entre les recensements de 1975 et de 1982, pour la première fois depuis plus d'un siècle, la population des communes rurales a augmenté plus vite que celle des communes urbaines — mais en 1982 les paysans ne représentaient plus que 23% des habitants de ces communes. Une partie des résidences secondaires susévoquées sont devenues, tout naturellement, des résidences permanentes à l'âge de la retraite; et les retraités sont de plus en plus nombreux. Il y a eu aussi les "babas-cools" des années 1970: ceux-là furent peu nombreux, beaucoup n'ont pas supporté la réalité de la vie à la campagne et sont repartis au bout de quelques années; mais, lorsqu'ils sont arrivés à s'implanter, ils ont contribué à moderniser l'agriculture et les modes de vie, à dynamiser la vie locale.

Surtout, à partir des années 1970, on a assisté à la montée d'une nouvelle catégorie de population que les démographes et les sociologues ont baptisée les "**rurbains**": ils vivent à la campagne mais travaillent en ville, et bien sûr ils en partagent et en diffusent les modes de vie et les valeurs. Ce phénomène a commencé par toucher les campagnes les plus proches des villes: dans la Brie, dans le Vexin français, dans la haute vallée de Chevreuse et dans l'ouest des Yvelines, certaines communes "rurales" sont aujourd'hui essentiellement peuplées de rurbains, et le lotissement construit dans les années 1970 a pris le dessus sur le vieux centre villageois, déserté parce que les maisons sont petites et n'ont point de jardins. Un bon indice du "basculement" d'un village, c'est lorsqu'un maire paysan est poussé à la retraite par une nouvelle équipe municipale issue des classes moyennes rurbaines... Quand les paysans règnent encore, c'est sur un désert, dans les régions trop isolées pour avoir subi ce genre d'évolution. **La tache de rurbanisation s'est étendue au rythme de l'amélioration des communications** (la politique régionale de la C.E.E. a fait beaucoup pour cette évolution; paradoxalement, elle était faite pour retenir les paysans dans les campagnes...): autour des villes de la vallée du Rhône, elle atteint désormais une cinquantaine de kilomètres.

Cette évolution aussi s'est faite parfois sans transfert de population: on abandonne l'exploitation agricole, on trouve un emploi dans la ville la plus proche, mais on continue à habiter l'ancienne ferme, car cela évite de déménager, de payer un loyer, que le confort est le même qu'en ville et qu'il y a de l'espace et de l'air pur...

La société française a suivi toutes ces évolutions avec retard et regret: ainsi la publication en 1967 de l'un des premiers ouvrages sur les thèmes que je viens d'évoquer, *La fin des paysans* du sociologue Henri Mendras, qui prédisait « la disparition de la civilisation paysanne traditionnelle, élément constitutif fondamental de la civilisation occidentale et du christianisme, et (...) son remplacement par la civilisation technicienne », souleva une véritable tempête dans les milieux universitaires. La débâcle du régime de Vichy a évidemment porté un rude coup à tous les agrarismes; mais la terre et le monde rural sont demeurées au cœur des représentations de la nation, où ils se trouvaient au moins depuis le XIXe siècle. Situation de plus en plus surréaliste évidemment: c'est peut-être l'une des clés du malaise identitaire de la société française des années 1980 et 1990, que ce vide au cœur de la nation que rien n'est venu combler réellement. En tout cas, sans cette prégnance d'une représentation rurale de la nation on ne s'explique pas l'importance des efforts et des sommes consacrées à la politique agricole nationale et à la P.A.C., qui peut apparaître rétrospectivement comme une tentative de maintenir en survie artificielle un monde paysan en coma dépassé, tentative coûteuse et vouée à l'échec, mais que personne n'a remise en question jusqu'à la fin des années 1980¹. Ces représentations ne sont pas présentes qu'à droite, loin de là²: en 1981 encore, l'affiche électorale de Mitterrand, que j'ai déjà évoquée au chapitre 16, le représentait sur fond de petit village de la France éternelle avec champs, haies et clocher... et pour slogan: « la force *tranquille* », ce qui en dit long sur la perception de la vie urbaine dans la France du début des années 1980³.

C'est qu'à mesure que les paysans et le mode de vie rural s'effaçaient, **les valeurs collectives attachées au monde paysan se sont inversées:** le paysan n'est plus la brute épaisse égoïste, ignare et tarée des romans de Balzac et de Zola, l'"enragé propriétaire" des socialistes du XIXe siècle, mais, pour une part croissante de la population, le gardien des traditions (cela, soit dit en passant, repose sur une représentation "originelle" des campagnes des années 1880-1910

¹ Je parle bien ici du monde paysan et non de l'agriculture. Les États-Unis ont une agriculture prospère... mais sans paysans. Ce que je remets en cause ici, ce n'est pas le maintien d'une activité agricole rentable et exportatrice (c'est un succès, mais assuré par guère plus sans doute de 10% des agriculteurs français); c'est le maintien sur des exploitations de dix hectares, en moyenne montagne, avec trois vaches et deux rangs de poiriers, de malheureux condamnés au célibat et qu'on insulte en les traitant, en jargon technocratique, de "gardiens du paysage". Et cette politique a commencé bien avant la montée du chômage: il ne s'agit donc pas à l'origine d'une forme de "traitement social" de celui-ci, même si cet aspect explique qu'on est à peu près obligé, aujourd'hui, de poursuivre dans la même voie.

² Du reste, l'idéologie du F.N. n'a rien de ruraliste! Voyez plus bas, et au chapitre 16.

³ Attention quand même à ne pas mal interpréter cette affiche: on était quand même très loin du ruralisme de Mistral ou du régime de Vichy. L'affiche de Mitterrand jouait sur des nostalgies d'urbains; rien dans la campagne électorale socialiste de 1981 n'évoquait le projet d'un retour à une société rurale idéalisée. "La force tranquille", ce n'était pas celle de "la France authentique": le slogan jouait sur la nostalgie d'un autre cadre de vie, non sur celle d'une autre identité nationale. Le leader du parti socialiste, héritier des luttes urbaines du XIXe siècle, et qui s'appêtait à faire entrer des ministres communistes au gouvernement, envoyait par cette affiche à l'opinion un message rassurant, quelque chose comme: "non, je ne suis pas un bolchevik"; mais il demeurait le porte-parole des classes moyennes progressistes des villes. Il aimait la campagne (durant ses deux présidences il s'affichait tous les printemps, à Pentecôte, à la roche de Solutré, près de Lyon, qu'il gravissait avec sa cour, suivi d'une meute de journalistes); mais il l'aimait en homme de la fin du XXe siècle, comme un espace de vie et non comme une identité.

érigées rétrospectivement en "campagnes éternelles"), le gardien aussi de la nature (le thème des paysans-pollueurs, et les conflits entre paysans et écologistes, ne datent que de la fin des années 1980); et même un privilégié, car il bénéficie d'une certaine qualité de la vie — la campagne est assimilée à la nature, et l'on n'en voit que les avantages.

Ces thèmes sont brutalement apparus, ou plus exactement **réapparus**, dans les années 1960, et, à la surprise générale, **à gauche**; dans les années 1970, la nostalgie du "retour à la terre" était grande parmi les jeunes urbains, même si peu nombreux furent ceux qui vraiment franchirent le pas, ou alors pour s'agglomérer dans des lotissements en grande banlieue. L'industrie n'est plus l'avenir de l'humanité; le progrès est devenu une valeur ambiguë; **les valeurs d'enracinement et d'identité progressent à nouveau**, y compris à gauche comme le montre le progrès continu, à partir de 1970 environ, des sensibilités régionalistes et écologistes. Ces évolutions idéologiques ont été facilitées par la disparition de la droite antirépublicaine et passéiste, qui dans l'entre-deux-guerres et sous le régime de Vichy avait fini par monopoliser "la terre et les morts" (voyez les chapitres 5 et 13). Remarquez au passage que l'idéologie du Front national n'a strictement rien de ruraliste...

Les médias et les entreprises ont compris quel profit ils pouvaient tirer de ces phénomènes: depuis le début des années 1980, les "produits du terroir" se sont multipliés dans les gondoles des hypermarchés; il ne doit plus y avoir que les dernières épicerie de village pour ne pas en proposer, car les retraités agricoles assez pauvres et isolés pour encore en dépendre n'ont pas les moyens de telles fantaisies. Cela a au moins permis à certains agriculteurs de se spécialiser dans des productions à haute valeur ajoutée. Mais **le paysan est absent de la campagne fantasmée des citadins**, cadre d'une existence plus libre et moins polluée, cadre de vie et non plus lieu de production. Les néo-ruraux et les vacanciers pestent contre le bruit des machines des derniers agriculteurs, contre les émanations des élevages industriels pourtant massivement subventionnés par leurs impôts, contre les silos et les hangars agricoles en parpaings qui déparent le paysage, contre les dernières cloches en activité qui ne laissent pas dormir ceux qui ne se lèvent pas à l'aube pour soigner les bêtes; la chasse les choque, et leurs enfants apitoyés arrachent les mignons canards au couteau cruel de l'hôtesse du gîte rural: le magret n'est apprécié que lorsqu'il est acheté sous emballage hygiénique à l'hypermarché de la sous-préfecture... Les paysans ont d'autant plus de mal à résister à ces pressions qu'ils partagent désormais fondamentalement les mêmes valeurs: il faut voir comme le traitement des animaux domestiques a changé¹, comme les cours des fermes se sont mises à ressembler à des jardins d'agrément, et comme le *chili con carne* selon la recette de *Marie-Claire* ou de T.F.1 est devenu la star des repas du dimanche...

¹ D'auxiliaires utiles, traités un peu plus durement que le valet de ferme et l'ouvrier agricole, chiens et chats sont devenus des animaux de compagnie, comme en ville. À quoi sert un chien quand il n'y a plus de moutons sinon à mordre les cyclistes, un chat lorsque le blé en silo est inaccessible aux souris?

C) Les immigrés.

Les **cadres légaux** n'ont évolué que lentement. Le régime des étrangers, réglé désormais par un **code de la nationalité**, fut simplement toiletté en 1945, et plutôt dans le sens d'un durcissement: aux clauses d'indignité permettant de refuser à un étranger la nationalité française, on ajouta celle de "défaut d'assimilation". Durant la guerre froide, les procédures de déchéance de la nationalité française étaient monnaie courante, en particulier contre les immigrés un peu trop engagés dans le combat communiste. Les étrangers récemment naturalisés ne pouvaient toujours pas voter, durant cinq ans, ni être élus, durant dix ans¹.

La méfiance régnait — dès les années 1930, l'administration s'était mise à utiliser du papier teint et filigrané pour les cartes d'identité, alors réservées aux étrangers. Il y eut aussi de nombreux **conflits sur le problème de la francisation des noms**: on tentait d'imposer des noms français aux nouveaux naturalisés, afin, en bonne logique jacobine, d'effacer toute trace de leur origines; mais cette politique se heurta toujours aux réticences des intéressés, et dans les années trente aux protestations de ceux qui estimaient que cela permettait aux "métèques" de se fondre dans la population. D'autres, cela dit, trouvaient que les noms à consonnance étrangère "nuisaient au prestige de la France": en 1945, un démographe relevait que dans l'équipe de France de football il n'y avait que cinq noms français... Longtemps les étrangers furent tributaires des approximations de la machine administrative, en particulier les Polonais (il arriva que leur nom et leur prénom fussent intervertis) et les Maghrébins, parfois affublés de prénoms arbitraires à leur arrivée ("toi, tu t'appelles Ahmed").

Ce ne fut qu'**en 1973** que **le Code de la nationalité fut sensiblement révisé**, dans un sens libéral, à l'issue d'une longue période de prospérité dont l'on ne pouvait pas deviner qu'elle prendrait fin dès l'année suivante. Aux termes du Code révisé, les étrangers pouvaient voter dès leur naturalisation, mais les dernières clauses d'inéligibilité ne furent supprimées qu'en 1983, et les derniers interdits professionnels, en 1978. En revanche, à partir de 1973, il ne fut plus possible à un étranger né en France de décliner la nationalité française à sa majorité. En 1984, le régime des cartes de séjour fut simplifié, il n'y eut plus qu'une carte temporaire valable un an et une carte de résident valable dix ans, avec un régime spécial pour les étudiants et pour les

¹ Par ailleurs, depuis 1945 on distingue carte de séjour et carte de travail, c'est-à-dire qu'un étranger autorisé à séjourner sur le territoire français n'a pas forcément le droit d'y gagner sa vie.

personnes venus au titre du regroupement familial. Cela dit, toute une série de régimes spéciaux continuaient à exister pour les réfugiés politiques¹ ou pour les personnes originaires de l'ancien Empire colonial (les Indochinois et les Libanais notamment), ainsi que pour les ressortissants de la C.E.E. Une multitude d'accords bilatéraux fixaient notamment les conditions d'accès à la Sécurité sociale (avant sa généralisation progressive) et aux diverses allocations soumises à des conditions de nationalité... Surtout, les Algériens ont toujours été traités à part: en tant qu'anciens ressortissants d'anciens départements français de métropole, ceux nés avant 1962 bénéficiaient d'un droit automatique à la naturalisation; ils avaient un permis de résidence spécifique, valable cinq ans.

En 1945, dans la logique étatiste de l'époque, on créa un Office national d'Immigration (**O.N.I.**) pour diriger les flux migratoires en concertation avec d'une part les gouvernements étrangers et les administrations coloniales concernées, d'autre part le patronat français (les branches qui employaient le plus d'immigrés étaient nationalisées: le patron, c'était aussi l'État!); il lança aussi une politique officielle d'"assimilation", notamment par le biais de cours destinés aux adultes. Le tout, y compris les naturalisations, ne dépendait plus de la Justice mais du ministère de la Population: on était bien dans le cadre des politiques démographiques (le baby-boom n'était pas encore perceptible). Dans les années 1960, le besoin accru de main-d'œuvre accru, l'O.N.I. commença à se faire déborder par les chefs d'entreprise, qui se mirent à recruter directement sur place, notamment dans le Maghreb. La gestion sociale de l'immigration était confiée au Fonds d'Action sociale (créé en 1958) et à la Société nationale de Contrôle du Travail (la **SonaCoTra**, apparue en 1959). L'une des fonctions de ces organismes était la "sélection" des candidats aptes au travail demandé, par le biais de tests physiques et psychologiques; en revanche les camps d'accueil, qui à l'époque de Vichy avaient quelque peu dérivé par rapport à leurs fonctions originelles, furent fermés après la guerre. La SonaCoTra est demeurée célèbre aussi pour ses foyers de célibataires...

L'immigration reprit durant les Trente glorieuses, retrouvant des chiffres proches de ceux des années 1920: à nouveau, l'industrie manquait de bras. La population immigrée, qui déjà était ouvrière aux deux tiers en 1931, l'était aux trois quarts en 1975, et elle "monopolisait" toujours les postes les moins qualifiés, par exemple parmi les mineurs et les ouvriers du bâtiment. En 1975, 55% des actifs étrangers employés dans l'industrie étaient O.S., contre 20% des actifs français; un tiers des O.S. de l'automobile étaient alors des étrangers. Bien entendu, les immigrés continuaient à être surreprésentés dans toutes les formes de travail précaire et

¹ À l'échelle mondiale, leur statut avait été précisé par la Convention de Genève en 1951; celui des apatrides, par la convention de New York en 1954.

illégal (ce phénomène remonte au XIXe siècle dans les quartiers juifs du Marais et de Belleville; il est parfois camouflé en "solidarité communautaire"). Il s'agissait essentiellement d'hommes jeunes, venus des campagnes; par la suite, ils faisaient venir leur femme, qui trouvait plus rarement de l'emploi, sauf dans le secteur des services domestiques... Les immigrants furent véritablement **les soutiers de la croissance** économique...

Jusqu'à la fin des années 1960, les autorités françaises n'encouragèrent pas le **"regroupement familial"**: l'immigré était perçu comme un célibataire, plus exactement comme une espèce de machine sans besoins sexuels ni affectifs à prendre en cause; puis, peu à peu et sans inflexion particulière dans les instructions officielles, le traitement s'humanisa. **En juillet 1974**, dès les premières atteintes de la crise économique, **le gouvernement stoppa officiellement l'immigration de travailleurs**¹, mais les regroupements familiaux continuèrent — et l'immigration clandestine se développa: la France n'est pas une île, et même en crise elle demeurait attrayante; en 1981, la gauche décida de régulariser les clandestins (l'opération concerna 130.000 personnes), mais cette mesure déclencha une tempête xénophobe: l'ère du F.N. s'annonçait². En revanche l'**"aide au retour"**, lancée en 1977, fut un échec (seules 60.000 personnes en bénéficièrent en trois ans, dont 4% d'Algériens); supprimée en 1980, elle fut rétablie en 1983 sous le nom d'"aide à la réinsertion", avec toujours aussi peu de succès: quel immigré eût voulu retourner dans l'Algérie sinistrée par un calamiteux cocktail de nationalisme et de socialisme, ou dans les campagnes médiévales du Maroc?

Du fait de ces évolutions, **la population immigrée s'est féminisée et a vieilli**. Elle était de **3.700.000 à 4.500.000** personnes au milieu des années 1980, une proportion de la population totale (de **6 à 8%**) semblable à celle des années 1930; mais bien sûr, ce qui avait changé, c'était que leurs descendants et ceux de leurs prédécesseurs, massivement devenus français, se repéraient bien davantage, que ce fût par leur couleur de peau, leurs difficultés d'insertion parfois, la stigmatisation dont ils faisaient l'objet à l'occasion.

Les **nationalités d'origine** changèrent rapidement. Les Polonais cessèrent d'affluer pour cause de rideau de fer; le flux des Italiens diminua rapidement, au fur et à mesure que leur pays prenait le train du développement. Celui des Espagnols commença à se tarir aussi, plus tardivement et moins vite; les seuls immigrants d'origine européenne dont le flux continuait à augmenter étaient les Portugais — le régime ruraliste et passéiste de Salazar et de ses successeurs, qui ne tomba qu'en 1974, maintint le pays jusqu'au bout dans un état de sous-industrialisation volontaire et choisit d'exporter en France ses problèmes sociaux. Surtout, **les immigrants venaient de plus en plus de l'Empire colonial**, puis, après les indépendances, des

¹ Celle des Algériens avait été stoppée dès 1973.

² Même si les protestations furent essentiellement le fait de la droite "classique". Une opération comparable avait eu lieu en 1973; en période de prospérité, elle n'avait pas déclenché de réactions particulières.

anciennes colonies, que la France n'avait jamais daigné industrialiser et dont les habitants se dirigèrent tout naturellement vers une métropole dont ils maîtrisaient plus ou moins la langue et où ils avaient des facilités pour se rendre. Les régions les plus affectées furent les plus proches et celles où la société rurale était le plus mal en point: le Maghreb, et d'abord l'Algérie (en 1975, il y avait en France 710.000 Algériens, 260.000 Marocains et 140.000 Tunisiens). Dans les années 1970, des flux d'immigration en provenance de l'Afrique noire francophone commencèrent à se dessiner, des Turcs aussi commencèrent à arriver: la mondialisation était à l'œuvre, les transports devenaient plus faciles et les destinations obéissaient à des logiques plus complexes que les seuls héritages coloniaux¹.

Il faut à nouveau ajouter à ce tableau la triste litanie des **réfugiés politiques**: Hongrois venus après l'écrasement de la révolution de 1956, Grecs et Latino-Américains fuyant les dictatures de droite, *boat-people* vietnamiens de 1978-1979 (la plupart appartenaient aux communautés chinoises), etc., et aussi bien sûr une partie des Portugais, des Marocains et des Algériens, en butte à leurs régimes respectifs. Mais le principal afflux de nature politique, ce fut bien sûr celui des rapatriés, notamment les 700.000 **Pieds-noirs** arrivés au printemps et à l'été 1962: Français, Espagnols ou Italiens d'origine, ils venaient d'un bout de France qu'ils avaient dominé et asservi durant 130 ans, mais qui venait de conquérir son indépendance et ne voulait plus d'eux — eux non plus ne voulaient pas vivre dans une Algérie dominée par les Algériens. Bien entendu, ils ne furent pas traités en étrangers, et ils ne se tiennent pas pour des Français d'origine étrangère; au contraire, ils forment l'une des communautés où la xénophobie, et notamment la haine de tout ce qui est musulman, sont le mieux implantées. Avec les Pieds-noirs vinrent les **harkis**, c'est-à-dire les anciens auxiliaires musulmans de l'armée française et leurs familles, tenus en Algérie pour des traîtres, et que la France n'a guère fait d'effort pour intégrer — voyez, plus bas, le passage sur l'islam en France².

Les **régions d'installation** obéissaient à des logiques différentes selon les communautés. La plupart s'établirent dans toutes les régions industrielles et les grandes villes, avec une nette surreprésentation dans les régions par lesquelles ils étaient arrivés en France: les Maghrébins, qui jusqu'aux années 1970 arrivaient en bateau par Marseille, sont surreprésentés dans le sud-est, tandis que les Africains, qui sont arrivés plus tard par avion aux aéroports internationaux, le sont en région parisienne... Parfois une communauté est demeurée presque exclusivement concentrée dans sa région d'arrivée, lorsqu'elle a pu y trouver un emploi, lorsque toute l'industrie du pays n'a pas fait appel à elle: ainsi les Pieds-noirs sur les rives de la

¹ Du début des années 1960 à 1982, environ 280.000 personnes sont venues des D.O.M.-T.O.M.

² En 1982, le nombre total de rapatriés de l'Empire colonial s'élevait à 1.475.000, dont 960.000 rapatriés chrétiens et juifs d'Algérie, 140.000 harkis, 260.000 rapatriés du Maroc, 180.000 rapatriés de Tunisie.

Méditerranée. Les régions où les immigrés se sont le moins installés sont celles de l'Ouest et du sud-ouest, à la fois parce qu'elles sont relativement enclavées et éloignées des frontières¹ et parce que ce sont des régions sous-industrialisées. Les régions les plus affectées par l'immigration correspondent au croissant Rouen-Paris-Lyon-Marseille et aux vieilles régions industrielles du Nord et de la Lorraine. Le tiers des immigrés vivent en région parisienne, région qui concentre un sixième de la population du pays.

Même concernant une même communauté d'origine, **l'immigration changeait de sens avec le temps**. L'immigration algérienne, par exemple, était très sélective au départ: les communautés paysannes, encore relativement structurées, "déléguaient" en quelque sorte l'un de leurs membres pour un temps limité, pour procurer au groupe l'argent dont il manquait. Puis une tradition d'émigration s'établit, la présence d'une communauté de plus en plus forte en France favorisait l'installation, sinon l'intégration, cependant qu'au pays la crise agricole s'aggravait, en partie à cause du départ des jeunes les plus entreprenants (en bonne partie aussi à cause de la guerre, puis des effets du socialisme à la Boumédiène). Peu à peu les valeurs communautaires étaient remises en cause en profondeur par le spectacle des valises pleines de cadeaux (achetés au prix de mille sacrifices, mais cela ne se voyait guère), un mode de vie de plus en plus calqué sur celui des immigrés s'insinuait au cœur du bled, et finalement on assistait à une sorte de sauve-qui-peut: chacun cherchait à s'échapper du groupe désarticulé, dont les autorités traditionnelles n'étaient plus que des nuisances; chacun partait pour tenter de s'en sortir seul, sans se fixer de date de retour (par ailleurs, entre-temps la société algérienne s'était urbanisée à la diable, et c'était largement les villes que l'on fuyait et non plus les campagnes). Cette dernière notation mise à part, ce n'était finalement pas très différent de ce qui s'était passé en Creuse au XIXe siècle...²

Il est évidemment très difficile de savoir combien d'immigrés se sont fixés définitivement en France et combien sont retournés dans leur pays au bout de quelques mois ou de quelques années: il n'y a pas de statistiques systématiques et centralisées comme aux États-Unis. Mais on sait que **le rêve de tout immigré est de rentrer dans son village** après s'y être fait construire une belle maison; si vous vous rendez un jour au Portugal, vous pourrez apprécier les ravages que ces

¹ La frontière espagnole mise à part, mais de l'autre côté on tombe sur des régions très peu peuplées; quant aux Portugais, ils ne se sont pas particulièrement installés dans le sud-ouest: ils y sont déjà fort loin de chez eux.

² On retrouve ce processus pour les Italiens, les Espagnols et les Portugais, à des dates et selon des rythmes différents. Il y a eu des exceptions, individuelles (il y a toujours d'incorrigibles voyageurs) et surtout collectives, notamment pour les immigrations à dimension politique, donc forcément définitives dès le début (comme les boat-people de la fin des années 1970, en bonne partie des Chinois du Vietnam expulsés par le régime communiste), et aussi celle des Polonais, recrutés collectivement

fantasmes ont fait dans le paysage, et constater que les neuf dixièmes des immondes bâtisses à moitié achevées qui départent les villages ne sont occupées qu'en été. Certains indices statistiques tendent à prouver que jusqu'aux Trente glorieuses les retours ont été encore plus importants qu'aux États-Unis, où entre 1908 et 1957 ils ont représenté (au bout de six mois) le tiers du total: une étude sur une mine de fer de la Meuse a recensé 28.000 noms entre 1906 et 1945, pour un effectif qui n'a jamais dépassé 1.800 mineurs¹. Avec la haute croissance des années 1945-1975, **l'écart de niveau de vie est devenu si grand que beaucoup moins d'immigrés choisirent de rentrer.**

Paradoxalement, cette tendance s'est accentuée avec la crise: ceux qui avaient encore un emploi y tenaient, les autres tenaient à la protection sociale française; les conditions d'entrée s'étant durcies, ceux qui étaient venus à bout du marathon administratif réfléchissaient avant de retourner chez eux, car un retour en France signifiait un nouveau parcours d'obstacles; Même les retraités restaient, pas sûrs que leur retraite leur parviendrait dans leur pays d'origine. La population immigrée, stabilisée, était aussi de plus en plus francisée, les enfants notamment n'envisageaient nullement le retour à un pays dont ils ne parlaient souvent plus la langue et où on les traitait d'étrangers²... C'est pourquoi les aides au retour (les premières datent des années 1970) ont toujours été des échecs absolus.

La **précarité** régnait évidemment à l'arrivée, à commencer par le domaine du logement. Les nouveaux arrivants étaient souvent logés dans des **cités de transit**; les célibataires avaient droit aux trop célèbres **foyers de la SoNaCoTra**, dont le confort s'améliora lentement. Longtemps, ceux qui n'avaient pas cette chance, et les familles, s'entassaient dans des **taudis** dans des quartiers dégradés, en banlieue ou dans les vieux centre-villes, ou dans des **bidonvilles**: en région parisienne, les deux plus grands étaient celui de Nanterre et celui de la Plaine Saint-Denis. Ils ont été démolis dans les années 1970, et remplacés par de grands ensembles; les taudis, en revanche, n'ont pas complètement disparu de l'est parisien, malgré la pression due à l'embourgeoisement de la capitale, ni surtout de la proche banlieue. Ce n'étaient en principe que des étapes provisoires, les nouveaux immigrés y remplaçaient les anciens à mesure qu'ils s'intègrent; mais pour certains, le provisoire dura indéfiniment. La conquête d'un peu de sécurité se faisait par l'obtention d'un logement en **H.L.M.**, et, plus tard, par l'achat d'un **appartement** ou d'un **pavillon**, mais pas sans mal: certains, moins dynamiques, n'y arrivaient

¹ Cependant il s'agit en partie de migrations internes à la Lorraine.

² Je me suis rendu deux fois en Algérie, en 1974 et en 1981. Le discours qu'on y tenait sur les immigrés en France était en gros le suivant: "c'est la lie, nous en avons honte, ne les confondez pas avec nous". Discours schizophrène, puisque financièrement les Algériens restés au pays dépendaient largement des parents installés en France; et auquel répondait celui des immigrés, en gros: "ceux qui sont restés là-bas, ce sont les ploucs".

pas, et parfois la malchance, un accident les faisaient retomber dans la précarité (de moins en moins, à vrai dire: la protection sociale française était assez efficace). Certaines communautés particulièrement stigmatisées eurent du mal à sortir du provisoire: une partie des harkis pourrissent toujours dans des baraquements "provisoires", rejetés de tous, y compris des autres Algériens.

Le **déracinement** était l'un des autres caractères essentiels de la condition d'immigré; il pouvait être accentué par le déclassement professionnel, notamment parmi les réfugiés. L'immigration détruisait la communauté, souvent il n'en subsistait en France que des fragments, une caricature, et, pour les immigrés, une grande solitude. En moyenne, les immigrés algériens des années 1960 demeuraient séparés durant huit ans de leurs famille... Les valeurs de la société dominante exerçaient une forte pression (par exemple sur des usages tels que la polygamie et l'excision) et en même temps, pour certaines d'entre elles, étaient difficiles à mettre en œuvre, car excluantes — toutes celles par exemple qui ont trait à la maîtrise de la langue et de la culture du pays d'accueil. D'où la tentation et la nécessité du repli sur des fragments de solidarités ou d'identité (la musique, la religion); d'où des bricolages aboutissant à des résultats peu prestigieux, comme l'élaboration d'un parler intermédiaire entre la langue d'origine et le français, méprisé aussi bien par les Français que par les compatriotes lors des retours au pays.

Tout une série de **codes**, de **comportements** nouveaux, qui avaient mis des siècles à s'imposer à la population française, devaient être intégrés sans délai — ainsi ceux qui touchent à **l'identité**: « dans son douar (...) l'Algérien [était] quelqu'un que l'on conna[issait] et que l'on nomm[ait] par son nom. Partie prenante du groupe dont il [était] issu, le seul regard des autres suffi[sait] à garantir son identité. Nul besoin de "papiers" quand c'[était] la parole donnée qui engage[ait] l'honneur du nom. En lui imposant brutalement les normes de l'identité juridique propre aux sociétés occidentales, on demand[a] à l'étranger d'accomplir instantanément une démarche que les Français [avaient] mis des siècles à intérioriser (...). Pour l'immigrant, c'[était] souvent son patronyme lui-même qui [était] en cause. Dans la société traditionnelle cambodgienne par exemple, on ne distingu[ait] pas le nom et le prénom. Il n'exist[ait] qu'un seul élément de désignation des personnes, (...) sans rapport avec le géniteur, mais qui rapp[er] les circonstances de la naissance. (...) Au Portugal, (...) le patronyme transmissible [était] celui du père accolé en deuxième position à celui de la mère; mais fréquemment, dans un souci de simplification, l'administration ne conserv[ait] que le premier nom, ce qui rev[enait] en fait à supprimer le premier patronyme, le nom du père »¹. Bouleversements d'autant plus grands que l'immigré était sans cesse sommé de produire ses "papiers": il était plus soumis encore que les Français à l'univers de la "paperasse", qu'il découvrait.

¹ Gérard Noiriel, *Le creuset français: histoire de l'immigration XIXe-XXe siècles*.

Il faut évoquer aussi les stigmates issus aussi d'habitudes corporelles et gestuelles difficiles à effacer d'un coup. La première génération d'immigrés polonais a eu de la peine à s'asseoir à la messe: dans les églises polonaises les bancs sont réservés aux malades et aux infirmes; la prière très "agitée" des juifs d'Europe française choquait leurs coreligionnaires français de souche.

Les réactions étaient diverses à ces difficultés, de la soumission et du renoncement à la personnalité propre (cela pouvait aller jusqu'à se poudrer pour se pâlir la peau...) jusqu'à l'agressivité, en passant surtout par le repli communautaire. L'endogamie, souvent imposée par la pression du groupe (au moins à la première génération), favorisait ce repli: ainsi, dans les années 1970, 70% des Algériennes immigrées en France épousaient des Algériens. Quant aux ghettos, ils sont aussi anciens que l'immigration, favorisés parfois par la ségrégation dans le travail (c'était parfois une stratégie volontaire de l'employeur, en contradiction avec la stratégie gouvernementale qui, depuis 1945, était plutôt la "dissémination" des étrangers pour favoriser leur assimilation — mais dans la sidérurgie lorraine dans les années 1950 et 1960, les patrons préféraient des communautés homogènes, plus faciles à manipuler). Bien sûr, ils se constituaient aussi par fuite des anciens habitants lorsque la concentration d'immigrés augmentait trop¹. Dans les années 1960, à mesure que progressait la rénovation des centre-villes, ils finirent de se déplacer vers les banlieues. En principe ils représentaient des "sas" provisoires de protection, mais il était facile de s'y laisser enfermer. Les centres en étaient les cafés, les commerces où l'on trouvait les produits du pays, les coiffeurs, etc., et aussi les structures associatives: clubs sportifs, associations culturelles, religieuses et festives, d'un dynamisme très inégal selon les communautés (dans les années 1970, la vigueur des associations portugaises contrastaient avec le désert algérien).

Depuis l'élévation du niveau de vie et l'allongement des congés payés, une autre forme de lien communautaire est apparue: le retour au pays pour les vacances, totalement distinct de l'hypothétique retour définitif. Il se fait parfois en groupes, sous forme d'autobus entiers pour l'Italie dans les années 1950. Autres liens symboliques maintenus, les transferts d'épargne, rarement interrompus à la première génération, et la correspondance, souvent de forme complètement figée (d'autant que la maîtrise de l'écrit est déficiente: on recourt alors à des écrivains publics).

¹ Il arrivait que les "ghettos" se constituassent sur la base de liens avec une toute petite région d'origine, un village parfois — à Vénissieux en banlieue lyonnaise, les Italiens sont tous originaires du même village du Latium (Frosinone), les Espagnols de la région de Carthagène, les Kabyles d'un seul village aussi. La communauté chinoise de Belleville est issue de trois "villages" (en fait, des "pays" axés sur de petites villes).

Le passage se faisait progressivement de la **précarité** à l'**installation** et, à la deuxième ou troisième génération, à l'**assimilation** — aucune communauté d'origine étrangère n'a conservé son identité plus longtemps, à l'exception de fragments érigés en monuments collectifs. La crise a pu freiner cette assimilation, mais pas l'interrompre: les sous-cultures qui se sont constituées dans les banlieues deshéritées à partir des années 1970 étaient en rupture avec les modèles sociaux dominants (guère plus d'ailleurs que les sous-cultures des "marges" de la fin du XIXe siècle, "apaches" et autres anarchistes), mais tout autant avec les milieux d'origine — il n'y a qu'à écouter le lamento de la première génération d'immigrés quant à ce que sont devenus leurs enfants... Il s'agissait bien d'une alchimie française, qui aboutissait, à partir d'éléments en partie venus d'ailleurs, à des synthèses spécifiquement françaises.

L'**intégration** commençait à la première génération: par des évolutions juridiques comme la **naturalisation** (les acquisitions de nationalité française atteignirent un pic de 220.000 par an au début des années 1970¹); sociales, une meilleure intégration au monde du travail, l'abandon des logements provisoires et parfois l'accession à la propriété, bref une ascension vers le monde des classes moyennes; culturelles, des **mariages mixtes** (en 1975, on en était à 80% de mariages mixtes pour les Italiens, 66% pour les Espagnols, 30% pour les Portugais et les Algériens, 14% pour les Marocains — les différences tenaient essentiellement à l'ancienneté de l'installation en France, les Polonais se distinguant seuls avec un tiers seulement de mariages mixtes²), une **maîtrise croissante du français**, la renonciation plus ou moins explicite au rêve du retour, la construction d'un avenir en France. Ces processus allaient rarement à leur terme à la première génération, ce qui était tout à fait normal: personne ne peut se dépouiller de l'ensemble de son identité, sauf à risquer la schizophrénie. Jouer à fond la carte de l'intégration n'empêchait pas certaines communautés de conserver une vie communautaire active: les Arméniens en sont un bon exemple (voyez l'annexe au chapitre 11).

La **deuxième génération** était française (à la naissance ou, pour les Algériens, à majorité³) et, quelques îlots mis à part qui disparaissaient à la génération suivante⁴, francophone; les mariages mixtes se banalisaient⁵; les comportements démographiques s'alignaient sur les

¹ Un nouveau pic s'annonçait au milieu des années 1980; mais on était loin des 400.000 naturalisations par an de la fin des années 1930. La communauté qui se distinguait le plus de ce point de vue était celle des Algériens, dont moins de 1% étaient naturalisés en 1975 — effet pervers de leur statut spécial. Les attitudes vis-à-vis de la naturalisation variaient selon des logiques imprévisibles: déjà, dans l'entre-deux-guerres, la loi Loucheur, qui réservait l'accès aux H.L.M. aux Français, avait entraîné une vague de naturalisations de Polonais...

² Il est vrai qu'une partie des mariages "mixtes" se faisaient avec une personne de la même communauté d'origine, mais déjà naturalisée: un tiers en Moselle dans les années 1950-1960.

³ Les adolescents d'origine algérienne pouvaient refuser la nationalité française à leur majorité; seule une petite minorité le faisait, à cause notamment du long et dur service militaire en Algérie.

⁴ Dans les années 1990, à la troisième génération 10% seulement des Français d'origine polonaise parlaient le polonais, 7% l'écrivaient. Les langues qui s'effaçaient le plus vite étaient celles qui ne s'écrivaient pas et étaient déjà méprisées dans le pays d'origine: les langues berbères détenaient le record.

⁵ En 1975, deux tiers des Polonais de la deuxième génération se mariaient hors de leur communauté.

normes françaises, la pratique religieuse aussi, au moins chez les chrétiens. Bref, cette génération s'était forgée une identité française, à l'intérieur, bien entendu, d'une société que l'immigration avait elle-même fait changer. Elle faisait tout pour quitter le ghetto, pour s'installer dans des quartiers "normaux"; elle donnait des prénoms français à ses enfants¹; elle n'envoyait plus d'argent au pays où elle n'avait plus de parents proches; lorsque les parents ne l'y forçaient plus elle n'allait plus en vacances au pays. On observait même chez certains, notamment les Français d'origine italienne et espagnole des générations nées entre 1920 et 1950 (réfugiés politiques mis à part), une très nette **volonté d'oubli des racines**, une honte des origines — et aussi de l'incapacité de la première génération à s'intégrer complètement. Les enfants hésitaient à inviter leurs camarades à la maison à cause de l'accent de leurs parents, de leur habillement, de leur cuisine... Longtemps, **la France jacobine, confondant intégration et assimilation, a encouragé cet oubli**; mais il n'était pas possible lorsque la couleur de la peau rappelait à tout moment les origines.

En effet **l'identité française de la deuxième génération conservait des traits hérités des origines**, ce qui est parfaitement normal: pas mal de Bretons installés à Paris sont restés eux aussi, plus ou moins longtemps, des Bretons de Paris, porteurs d'une identité complexe... Pour les immigrés, s'y ajoutait le nom; pour ceux venus de très loin, la couleur de la peau et (la plupart du temps) la religion. En revanche, **le volontarisme culturel** de certaines communautés à la première génération **a rarement donné des résultats durables** — voyez l'annexe sur les Arméniens dans le chapitre 11. En revanche le regard et l'attitude des autres en donnèrent à l'occasion: dans ses *Mémoires*, l'écrivain Henri Troyat raconte comment à l'école, lorsque l'on parlait de l'Arménie, toute la classe se retournait vers lui et le plaçait ainsi en position de représentant, voire de défenseur d'un pays dont il ne connaissait rien et eût bien voulu ne rien savoir, car les enfants sont conformistes et cherchent avant tout à s'intégrer au groupe...

Par la suite, à partir des années 1970, la **mode du réenracinement** est venue brouiller les pistes. La **troisième génération**, d'ailleurs plus à l'aise sur ces problèmes car mieux intégrée à la société française², fait parfois des reproches amers à la seconde, notamment celui de ne pas lui avoir appris la langue (par exemple le footballeur Yannick Stopyra, à qui ses parents polonais ont donné un prénom breton!); et puis il y a des communautés à qui on n'a pas laissé le loisir d'oublier ses origines, quoi qu'elles en eussent. Un ensemble de processus en marche depuis les années 1970, où se sont mêlés le rejet d'une partie de la population et une attention, voire une complaisance croissante des médias aux différences (au début des années 1980, *Libération* lança le thème d'une "société française multiculturelle"), aboutirent au **marquage**

¹ Sauf les musulmans demeurés pratiquants ou tout au moins attachés à une référence communautaire, car la plupart des prénoms français sont des prénoms chrétiens.

² Des livres comme *Les Ritals* de Cavanna ne sont pas écrits pour les personnages mis en scène, d'ailleurs disparus à l'époque de leur sortie: ce sont des exercices de nostalgie.

collectif de certains groupes issus de l'immigration, et mal intégrés, par des appellations collectives dont le mot "**Beur**", inventé par *Libération* vers 1982-1984, au moment de la médiatisation des "problèmes des banlieues", est le plus connu¹.

Ce marquage est accepté, souvent retourné en agressivité: comme les juifs, qui ne pouvaient cesser d'être juifs dans le regard des autres, se sont reconstruit une identité et une solidarité juive après l'affaire Dreyfus (voyez le chapitre 5), le Beur n'a aucune raison de ne pas se comporter en Beur si tout le monde le traite comme tel, si les médias ne s'intéressent à lui qu'en tant que Beur; si les seuls à ne pas le mépriser sont les autres Beurs, la communauté soudée et repliée sur elle-même n'a aucune raison de ne pas se reproduire. Mais un Beur n'est pas un Arabe; il s'agit d'une communauté constituée en France, affligée de problèmes spécifiquement français. Aucune identité n'est indépendante de son milieu! D'ailleurs, on ne peut demander aux Beurs d'oublier leur origines maghrébines dans un pays où Bretons, Basques et Occitans revendiquent toujours plus leurs racines.

Sur la délinquance des immigrés et de leurs enfants, une seule remarque: on n'a jamais vu un cadre supérieur d'origine maghrébine brûler des voitures. Il s'agit d'un problème social; le fait que certaines couleurs de peau, certains patronymes rendent la recherche d'un emploi plus difficile, ce qui "prédispose" indéniablement à la délinquance, n'en est pas un en revanche.

Cette transition m'amène à évoquer en quelques mots l'évolution des formes de **xénophobie** en France depuis 1945. Des éléments en ont disparu comme l'**antisémitisme**, qui touchait d'ailleurs des Français de souche comme des étrangers (mais le racisme biologique, la théorie de l'inégalité des races, se retrouve au F.N., déguisé en "différentialisme")²; d'autres ont

¹ L'apparition de ce mot est liée au grand retour du verlan, une forme d'argot très ancienne qui avait presque disparu et qui a spectaculairement réapparu à la fin des années 1970 — l'une des premières occurrences, en tout cas dans le domaine médiatique, en a été la chanson de Renaud: *Laisse béton*, qui doit dater de 1978. Une partie du verlan d'aujourd'hui a une morphologie très différente de celui des années 1920: elle est manifestement très influencée par la morphologie de l'arabe et des langues berbères, où les consonnes sont seules porteuses de sens. Le verlan contemporain n'inverse que les consonnes et élimine la plupart des voyelles au profit d'une voyelle neutre: Beur, keuf, reum, meuf...

² Les niveaux de xénophobie ne sont pas spécialement en augmentation depuis la crise — le F.N. a plus formulé et politisé des haines anciennes qu'il ne les a suscitées ou développées. Je rappelle par ailleurs que le F.N. est plein de Français issus des veilles vagues d'immigration, italienne et espagnole en particulier: d'une certaine ironique manière, militer au F.N. le signe d'une intégration particulièrement "réussie"... Je voudrais souligner surtout que la xénophobie officielle a à peu près disparu, celle des hommes politiques des partis de gouvernement (la terrible déclaration de Jacques Chirac, en 1990, sur « le bruit et l'odeur », représente un type de figure de rhétorique devenu rarissime, et d'ailleurs d'une violence bien inférieure à ce qu'on entendait ordinairement dans les années 1930; et les médias se sont déchaînés contre elle comme ils ne l'eussent jamais fait une ou deux générations auparavant); celle aussi des enseignants, des médecins, des policiers même — je parle ici des *discours*. Quant aux incidents et autres "bavures" racistes, ils ne sont pas plus nombreux que dans les années 1920; mais on en parle plus, ce qui est le signe d'une moindre tolérance des milieux dont le discours est "légitime". Hélas, tout cela ne fait guère baisser les niveaux de racisme ordinaire, en paroles (en situation informelle) et en actes.

connu un développement accéléré, comme la **haine de l'islam**, passion qui permet d'exprimer en termes plus ou moins acceptables la xénophobie et le racisme anti-maghrébin et anti-africain: elle déborde largement les milieux racistes par le biais notamment du sort fait aux femmes dans les pays musulmans (il n'est pas acceptable, c'est évident, mais réduire l'islam à cela, c'est à peu près comme réduire le christianisme aux positions de la hiérarchie catholique sur les questions de mœurs). D'autres ont survécu imperturbablement à tous les démentis apportés par les faits, comme le thème de l'**"inassimilabilité"** de certaines communautés; celui des **immigrés voleurs de travail** est de toutes les crises économiques depuis années 1880 (s'y est ajouté, depuis 1970, celui des immigrés dévorateurs de l'aide sociale). Le thème de la **délinquance** immigrée, qui, comme je viens de l'expliquer, revient à reprocher aux immigrés les conditions de vie que la France leur fait, se porte bien.

Le thème nationaliste de l'**éclatement prochain** (ou déjà en cours) **de la communauté française**, qui est au centre de l'argumentaire du F.N.¹, existait dans l'entre-deux-guerres déjà mais sous d'autres formes, la dénonciation des "métèques"; dans les années 1970 et 1980, il s'appuyait davantage sur des raisonnements démographiques (le tiers-monde était en pleine explosion démographique), alors que les "repopulateurs" de l'entre-deux-guerres étaient plutôt favorables à l'immigration. Le thème du complot a cédé la place à celui de l'**infiltration**, sournoise, invisible: les délires concernant l'importance numérique de l'immigration clandestine en sont le meilleur indice. Il s'est nourri aussi de la visibilité croissante des communautés, par exemple l'émergence du "Chinatown" parisien entre 1978 et 1985, et de la médiatisation des dérives des ghettos suburbains, où, selon un discours répandu, "la police n'entre plus", c'est-à-dire qu'ils ne sont plus "en France". Il est frappant de constater que ces thèmes bénéficient d'une réceptivité particulière de la population de certaines régions frontalières comme le Midi depuis le début des années 1980, l'Alsace depuis la fin de la même décennie. En revanche, à ma connaissance, le thème de la "mondialisation", reprise du vieux thème du "cosmopolitisme" sous des formes plus ou moins relégitimées par leur reprise par une bonne partie de la gauche, appartient plutôt aux années 1990.

La xénophobie est une passion méprisable, mais le phénomène de l'immigration amène à s'interroger sur le destin de la France, sur son identité. Ces questions ne sont pas illégitimes et c'est un mauvais réflexe de les laisser aux extrémistes: chacun de nous a de la France une certaine idée, qu'il lui faut confronter aux réalités. De Gaulle lui-même pensait que c'était une

¹ Mais a des racines républicaines et se porte très bien chez certains jacobins: voyez les différentes "affaires du voile" qui se sont succédées depuis 1989 dans les collèges et les lycées. L'immigration est censée remettre en cause le contrat citoyen car les immigrés n'en partagent pas les valeurs.

bonne chose qu'il y eût des Français de différentes couleurs, « mais à condition qu'ils restent une petite minorité, sinon la France ne serait plus la France »¹.

Mais qu'est-ce que la France au juste? **La plus grave erreur qu'on puisse commettre est de confondre le milieu de son enfance**, ou de celle de ses parents, **avec la France éternelle**. L'homme à l'oreille cassée du roman d'Edmont About, "congelé" en 1808, était perdu dans la France du second Empire², tout aussi pathétique que deux générations plus tôt les nobles émigrés revenus en 1815 après trente ans d'absence. La France industrielle de 1920 n'était plus celle, rurale et artisanale, de 1850, Daniel Halévy s'y avouait désorienté³; celle de 1980, post-industrielle et en cours d'intégration à l'Europe unie et d'ouverture au monde, n'était plus celle de 1920, cocardière et protectionniste, on n'y pouvait plus imaginer un Clemenceau, ni un communiste à la mode du congrès de Tours. Notre société était une société paysanne, elle ne l'est plus; une société chrétienne, elle ne l'est plus; une société colonialiste, elle ne l'est plus; une société multilingue et repliée sur les villages et les "pays", les langues régionales sont en train d'achever de mourir et les classes moyennes partent en vacances en Thaïlande. On faisait des vers latins dans les lycées au XIXe siècle, aujourd'hui les parodies d'*Astérix* représentent à peu près le dernier contact de la plupart des Français avec les humanités classiques, et les citations latines qu'on y trouve sont incompréhensibles à presque tous. La population du métro parisien a changé depuis 1900, non seulement parce qu'elle est plus bariolée, mais aussi parce qu'elle ne porte plus la casquette et la blouse de l'ouvrier, le costume à gilet, la canne et le chapeau du bourgeois... et qu'elle se lave.

« Une ballade allemande dit que les morts vont vite, mais les vivants aussi »⁴. **L'Histoire avance si vite qu'aucun de nous ne mourra dans le pays où il est né. Nous allons tous immigrer dans le futur, il faut apprendre à nous y intégrer: aucun de nous ne rentrera au pays natal** pour s'y faire construire une petite maison dans son village. La nostalgie est un sentiment légitime, mais elle est dangereuse lorsqu'elle aigrit. **L'identité d'un peuple, d'une nation, d'un pays sont, à chaque instant, ce que l'Histoire forge:** l'immigration d'hier et d'aujourd'hui contribue à forger la France de demain, celle-là même dont

¹ Cité par Alain Peyrefitte dans *C'était De Gaulle*. Voici la suite du passage: « nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne (...). Qu'on ne raconte pas d'histoires! Les musulmans, vous êtes allés les voir? Vous les avez regardés avec leurs turbans et leurs djellabas? Vous voyez bien que ce ne sont pas des Français! Ceux qui prônent l'intégration ont une cervelle de colibri, même s'ils sont très savants. Essayez d'intégrer l'huile et le vinaigre. Agitez la bouteille. Au bout d'un moment, ils se sépareront de nouveau. Les Arabes sont des Arabes, les Français sont des Français. (...) Si nous faisons l'intégration, (...) mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-deux-Églises, mais Colombey-les-deux-Mosquées! ». Il est vrai que ces propos furent tenus en privé, et à la fin de la guerre d'Algérie, dans le but de convaincre ses proches d'accepter l'indépendance. Ils laissent quand même songeur.

² La référence est explicitée au chapitre 3.

³ Référence explicitée au chapitre 4.

⁴ *Incipit du Coup de grâce* de Marguerite Yourcenar, œuvre où les thèmes ici abordés occupent une place importante. Kratowicé est le principal théâtre de l'action: c'est un lieu qui, lorsque Éric, le narrateur, en réveille le souvenir, a disparu avec tous ses habitants.

les Français d'après-demain, les petits-enfants de vos enfants, auront dans leur vieillesse une si poignante nostalgie, celle-là qu'ils trouveront si incomparablement plus belle, plus sage, plus douce à vivre que celle de leur temps. Ô les années 2020, la Belle Époque; la Courneuve, mon Kratowicé...

L'immigration est un processus irréversible, comme l'exode rural, comme l'industrialisation, comme l'avancée des principes de 1789. Rêver de l'inverser ou même de l'arrêter a à peu près autant de sens que de rêver de restaurer la civilisation étrusque¹. Comme les autres processus susmentionnés, elle a joué un rôle décisif pour faire de notre pays ce qu'il est, ne serait-ce que parce que sans elle, il n'y aurait pas eu d'industrialisation. En proportion à sa population, notre pays a reçu plus d'immigrés que les États-Unis de 1920 à 1980². Aujourd'hui un Français sur quatre a au moins un grand-parent d'origine étrangère, tandis que, d'après des sondages dans les registres notariaux, deux sur trois des familles existantes en 1800 sont éteintes: se rappeler ceci, et que la France est passée de 36 à 60 millions d'habitants depuis 1900 alors que la population "de souche" n'a plus assuré le remplacement des générations depuis lors (sauf entre 1945 et 1970), peut aider à méditer sur des saloperies du type "la France aux Français". Cela fait plus d'une génération que l'islam est la deuxième religion de France; de plus en plus nombreux sont les Beurs dont les quatre grands-parents sont nés en France. Cette France-là, vieille déjà de plus d'un siècle, la France de Gambetta, de Zola, de Marie Curie, de Bergson, de Verlaine, d'Yves Montand, de Serge Reggiani, de Charles Aznavour, d'Isabelle Adjani, d'Henri Troyat, de Serge Gainsbourg, de Coluche, de Khaled, est aussi "profonde" que la France des terroirs et des clochers que certains fantasment (j'ai montré dans la sous-partie précédente à quel point ces fantasmes s'enracinent dans l'idéalisation d'une situation récente, passagère et instable); elle est bien plus vivante. C'est elle, notre pays³.

¹ Colombey-les-deux-Menhirs...

² Période où les deux immigrations sont comparables; avant 1920, l'immigration aux États-Unis était encore largement une immigration de peuplement, non une immigration visant à satisfaire les exigences d'un système industriel. De 1920 à nos jours les deux immigrations ont été très comparables, mis à part l'existence de quotas ethniques aux États-Unis — ils n'ont pas empêché les gens "du sud" à la peau basanée de devenir comme en France le premier groupe d'immigrés, et de bouleverser le tableau religieux du pays. Disons aussi que l'Amérique valorise l'idée que la nation s'arrête aux portes de la famille, du groupe, tandis que la France aime l'idée qu'elle les traverse, qu'elle transforme totalement les individus, qu'elle les coule dans le même moule. Cette persistance des vieux mythes jacobins a longtemps empêché de considérer la France, sur le modèle américain, comme un "melting pot"; c'est pourtant ce qu'elle a été au XXe siècle, et avec plutôt plus de réussite.

³ Cette tirade suppose que ceux qui, en France, n'aiment guère les immigrés, idéalisent une société rurale. Aujourd'hui les choses sont un peu plus compliquées: comme il n'y a plus guère de paysans, même le F.N. a renoncé à un discours ruraliste — c'est un des points sur lesquels il a renoncé à l'héritage vichyssois, je l'ai déjà souligné au chapitre 16 et un peu plus haut dans ce même chapitre. Je maintiens cependant l'opposition au nom de l'argument, déjà exposé à propos de Barrès au chapitre 6, que dans un pays comme la France où le monde rural a représenté l'essentiel du pays jusqu'à un passé récent, toute représentation de l'identité nationale axée sur les origines, sur les racines, est forcément ruraliste — même s'il ne s'agit le plus souvent que d'un ruralisme de regret. Ce que je remets en cause dans ces lignes, c'est, plus largement, l'idée que l'identité d'un pays s'identifie à son passé. Une identité est quelque chose de changeant, d'évolutif: en exclure le présent est une impasse intellectuelle et politique.

D) L'évolution de la condition féminine en France au XXe siècle¹.

Ce qui a marqué l'évolution de la place des femmes dans la société française au XXe siècle, c'est un processus d'**autonomie** croissante: autonomie dans le monde du travail (où la présence des femmes a été de mieux en mieux reconnue), dans la vie publique, autonomie aussi d'un discours des femmes sur elles-mêmes, d'une revendication et d'un combat de plus en plus précisément féminin, sinon à toutes les époques "féministe". Au XXe siècle, **les femmes sont sorties du foyer, du cercle familial, du rôle de mère et d'épouse** qui leur était traditionnellement dévolu, pour participer de plus en plus activement à la société civile, politique et culturelle. Cette évolution a été accélérée par les deux guerres mondiales, mais aussi par l'essor des sciences et des techniques, en particulier ceux des "arts ménagers" qui délivrèrent les femmes d'une partie des plus lourdes charges de l'entretien d'un foyer, ces «tâches d'immanence» dont parle Simone de Beauvoir; et ceux de la médecine et de ses annexes, notamment bien entendu le contrôle des naissances.

J'ai évoqué au chapitre 9 les effets libérateurs de la **première guerre mondiale** sur la condition féminine: ce fut surtout en termes de reconnaissance sociale, et après-guerre il y eut de nets reculs en ce domaine, notamment le refus du droit de vote et la loi de 1920 qui punissait sévèrement les avortements (voyez les chapitres 9 et 11). Dans **l'entre-deux-guerres** les avancées légales furent maigres: une loi de 1925 proclama le principe de l'égalité des programmes scolaires, une loi de 1938 posa le principe de la capacité juridique de la femme mariée, mais avec des exceptions: la femme ne pouvait s'adonner au commerce sans le consentement de son mari, lequel continuait à administrer seul les biens communs du ménage. Le Front populaire fit entrer trois femmes au gouvernement, à des postes de sous-secrétaires d'État, mais il échoua dans une nouvelle tentative pour accorder le droit de vote aux femmes: les députés se prononcèrent en faveur de la réforme par 488 voix contre un, mais le Sénat vola au secours des valeurs machistes. En 1939, le vote du Code de la famille, inspiré par des préoccupations repopulatrices, se traduisit par un retour en force des représentations les plus traditionnelles de la place de la femme dans la société; en juin 1940, Reynaud mit en place un ministère de la famille. Le **régime de Vichy** n'eut qu'à continuer en cette voie (voyez le chapitre 13 au sujet des conceptions vichystes de la famille); pourtant, la loi sur la famille de novembre 1942 comprenait un certain nombre d'avancées, notamment le fait que le chef de famille

¹ Cette sous-partie est un démarquage d'un exposé d'élève, rédigé durant l'année scolaire 1996-1997 ou 1997-1998, et que j'ai aussi utilisé au chapitre 7; mais l'auteur, trop modeste, n'a pas laissé trace de son identité. Qui soit-elle, qui soit-il, qu'elle/il soit ici cependant remercié(e).

n'exerçait plus l'autorité pour lui-même mais « dans l'intérêt commun du ménage et des enfants ».

En 1945, les femmes obtinrent enfin le **droit de vote**: elles l'exercèrent pour la première fois à l'occasion du référendum constitutionnel de 1946. Cette même année 1946, la France ratifia la Charte de l'O.N.U., qui précisait notamment que « la loi garantit à la femme dans tous les domaines des droits égaux à ceux de l'homme ». Dans le cadre de la politique nataliste, les mères (non les femmes!) se virent reconnaître toutes sortes d'avantages: allocations familiales, avantages fiscaux, facilités dans les transports, etc. Mais tout cela, jusqu'en 1965, se faisait dans le cadre de la tutelle légale exercée par le mari. Si la condition matérielle des femmes évoluait, en revanche la vision qui perdurait était toujours la même, celle de l'épouse et de la mère au foyer.

Pourtant, les choses commençaient à craquer. Un certain nombre de **magazines**, comme *Elle* et *Marie-Claire* pour les couches aisées, *Nous deux* et *Confidences* pour un public plus populaire, véhiculaient de la femme une image, certes fort commerciale, mais en tout cas fort éloignée des représentations dominantes en vigueur, celle d'une femme active, indépendante soucieuse d'elle-même. Et puis les féministes s'agitaient de plus en plus, et en cette époque de toutes les révolutions on les écoutait nettement plus que dans l'entre-deux-guerres, d'autant qu'un certain nombre d'entre elles avaient pris part à la Résistance. En 1949, ce fut le coup de tonnerre de la parution de l'essai de Simone de Beauvoir, ***Le deuxième sexe***¹ : les chapitres sur "l'initiation sexuelle" et "la lesbienne" soulevèrent l'ire de François Mauriac, dans *Le Figaro*, et la fureur des communistes qui n'acceptaient pas l'idée d'une oppression non fondée sur les rapports de classes: pour eux la femme n'était opprimée qu'en qualité de travailleuse. Ce scandale, sur fond de médiatisation effrénée de l'existentialisme (voyez le chapitre 14), assura un gros succès de librairie, tant en France qu'à l'étranger. La formule la plus connue de l'ouvrage en résume bien la thèse essentielle: « on ne naît pas femme, on le devient » — l'homme, se posant comme sujet, aurait défini la femme comme objet². Beauvoir s'attaquait violemment à l'idée d'un "éternel féminin", d'une "nature féminine", à l'idée « que la maternité suffise (...) à combler une femme: (...) il y a quantité de mères qui sont malheureuses, aigries, insatisfaites », et à celle que l'amour maternel fût un phénomène "naturel", et, bien entendu, à celle que la sexualité des femmes dût être soumise aux impératifs de la reproduction. Ce qui ne l'empêchait pas d'être dure parfois avec les femmes aussi (« il est plus confortable de subir un aveugle esclavage que de travailler à s'affranchir »).

¹ Simone de Beauvoir (1908-1986) était née dans une famille bourgeoise; elle avait été, selon le titre du premier livre de ses ***Mémoires***, « une jeune fille rangée » avant de découvrir les luttes sociales et féministes; elle reconnaissait n'avoir jamais souffert elle-même de l'oppression des femmes. Elle avait déjà publié deux romans, *L'invitée* (en 1943) et *Le sang des autres* (1945). Elle vivait (en union libre, chose audacieuse à l'époque) avec Sartre, qui la surnommait "le Castor" (un jeu de mots sur l'anglais *beaver*, proche phonétiquement de "Beauvoir").

² « Selon moi, la féminité n'est pas une essence ni une nature: c'est une situation créée par les civilisations à partir de certaines données physiologiques » (extrait de *La force de l'âge*).

Durant les Trente glorieuses, les choses évoluèrent encore plus vite avec l'**entrée massive des femmes sur le marché du travail** "moderne". Le taux d'emploi féminin ne variait guère par rapport au début du siècle (il était de 35% en 1954), mais c'était de plus en plus des emplois industriels et surtout tertiaires, notamment dans l'enseignement, dans la fonction publique, dans les professions de la santé: des activités salariées, qui permettaient donc une plus grande liberté vis-à-vis du mari; des activités aussi qui permettaient un plus grand épanouissement personnel. Dans le même temps, les **progrès techniques** allégeaient et simplifiaient beaucoup les tâches domestiques.

Dans ces conditions, les **mouvements féministes** se faisaient de mieux en mieux entendre, sous l'influence de Beauvoir mais aussi, bien sûr, du féminisme américain, plus radical et plus "communautaire" d'esprit. Ce fut en 1968 qu'apparut le Mouvement de Libération féminine, le **M.L.F.**, qui se voulait révolutionnaire et recherchait un maximum de publicité, afin que les gens prissent conscience du caractère intolérable de la situation présente. En 1971, le M.L.F. organisa des manifestations contre le Fête des mères; en 1974, une "grève des femmes". Le M.L.F. réclamait notamment la liberté des femmes hors mariage, le droit des femmes à reconnaître le père biologique de leurs enfants, "la suppression de l'appropriation privée du corps des femmes par les hommes". Les féministes réclamaient aussi, évidemment, un accès plus facile à la contraception et la dépénalisation de l'avortement. Pour une bonne description de l'ambiance de ces groupes féministes des années 1970, voyez la bande dessinée *Les Frustrés* de Claire Bretecher, parue à l'époque dans *Le nouvel Observateur*.

Les **avancées légales** furent en gros parallèles à ce développement du féminisme. Ce fut en 1958 que commença le mouvement pour le planning familial; les autorités recommandait alors la méthode Ogino, connue depuis les années 1930 et qui consistait à repérer les jours féconds et les jours non féconds à l'aide d'un boulier. À partir de la loi Neuwirth, votée en 1967, les préservatifs furent vendus en pharmacie¹. Le combat pour la liberté d'avorter fut plus difficile: l'avocate Gisèle Halimi s'y illustra, défendant les femmes et les médecins poursuivis pour avortement et publiant plusieurs ouvrages à succès, dont *Choisir*, en 1973. La même année, 343 femmes connues, intellectuelles, artistes ou militantes, signèrent un manifeste où elles affirmaient avoir elles-mêmes déjà avorté. Dans pas mal de cas c'était faux, mais cela déboucha sur un procès, à Bobigny, où elles remportèrent une semi-victoire. L'année suivante, l'accordéoniste auvergnat, chouchoux de coller aux évolutions de l'opinion comme il collait à celle des goûts musicaux, nomma un secrétaire d'État à la condition féminine; en 1975, ce fut le vote de la loi Veil qui dépénalisait l'avortement. En 1982, le gouvernement Mauroy décida que l'I.V.G. serait désormais remboursé par la Sécurité sociale.

¹ La "pilule" avait été inventée aux États-Unis en 1956.

Quel **bilan** pouvait-on dresser de ces avancées vers 1980? Les mentalités avaient un peu changé: ainsi dans la presse populaire, les caricatures grasses sur "la femme au volant" et son incapacité supposée à conduire avaient presque disparu, alors qu'elles étaient courantes dans les années 1950 et 1960. Mais le machisme faisait de la résistance un peu partout, dans les médias notamment. Surtout, seuls 8% des professeurs d'université étaient des femmes, 3% des étudiants en médecine et 2% des polytechniciens appartenaient au "deuxième sexe". Les salaires des femmes étaient toujours inférieurs de 30% en moyenne à ceux des hommes, et elles occupaient moins souvent des postes à responsabilité; elles étaient plus souvent chômeuses. Leur rôle dans la vie politique était nul. Toute cette génération avait eu une vie difficile: on leur demandait toujours d'assumer, en plus de leur travail où on leur demandait d'être les égales des hommes, une part disproportionnée des tâches du ménage où on leur demandait de rester l'épouse et la mère (Bobon n'avait pas encore pris l'habitude de faire la vaisselle). Peut-être est-ce une vie que toutes les femmes ne peuvent, ne souhaitent pas assumer: d'où un certain recul du féminisme militant après 1980; d'où aussi la multiplication, dans ces mêmes années 1980, des couples sans enfants, des divorces à l'initiative des femmes, mais aussi de ce fait, et ce n'est pas à proprement parler une libération, des familles monoparentales (constituées à 90% d'une femme et de ses enfants).

III-Les villes en France depuis 1945.

Le "cycle haussmannien" des villes françaises s'est achevé vers 1914. Dans l'entre-deux-guerres, période de transition, d'autres expériences ont modifié la perception de la ville, d'autres logiques ont commencé à prendre le relais. Après la première guerre mondiale il fallut massivement **reconstruire** les villes des régions ravagées, et dans l'urgence; on le fit en respectant le plus possible le principe de l'"identique". Il fallut aussi se décider à gérer le problème social dans sa dimension urbaine (notamment par le biais de la **loi Loucheur**, votée en 1928: voyez le chapitre 11, et par l'extension des transports en commun), cependant qu'en 1934, pour la première fois un plan d'urbanisation de Paris prenait en compte les **banlieues** (mais ce n'était qu'un document indicatif), et qu'à Lyon, entre 1928 et 1935, pour la première fois un urbaniste, **Tony Garnier**, dessinait un quartier entier, celui des États-Unis, exclusivement composé de logements sociaux, selon les principes de la modernité urbanistique d'alors: plus de cours, des immeubles de même taille en retrait de la rue et isolés les uns des autres par des espaces verts¹. Ce fut dans l'ensemble une période de **marasme immobilier**: on

¹ Des années 1920 aux années 1970, les références architecturales privilégiées par les avant-gardes urbanistiques et architecturales étaient l'Allemand Ludwig Mies van der Rohe (1886-1969) et le Suisse Charles-

ne construisait plus beaucoup car les grands programmes haussmanniens étaient terminés et la population croissait de plus en plus lentement; le **blocage des loyers** durant la première guerre mondiale, prolongé jusqu'en 1926 pour venir en aide aux anciens combattants, qui fut une catastrophe pour les propriétaires (faute de rentabilité ils cessèrent d'entretenir les immeubles de rapport, qui se dégradèrent rapidement), puis les effets de la crise et de l'autre guerre, finirent de perturber le marché de l'immobilier.

Les **destructions dues à la seconde guerre mondiale** furent d'un autre ordre que celles dues à la première: elles furent dues essentiellement aux bombardements aériens qui visèrent, sur à peu près tout le territoire, des objectifs militaires et des nœuds de communications; mais les seules villes à être massivement touchées par les destructions furent les ports de l'Atlantique et de la Manche, Brest « dont il ne rest[ait] rien » (Prévert), Rouen, le Havre, Caen, Dunkerque, etc. — on peut y ajouter des destructions spectaculaires mais isolées comme celle des quartiers du vieux Marseille bordant le Vieux Port, rasés par les Allemands en 1943. Dans l'esprit de la Libération, il apparut un Commissariat à la reconstruction et, pour le plus long terme, toute une série d'instances administratives urbanistiques (la plupart de ces innovations, à vrai dire, étaient reprises d'une ordonnance du régime de Vichy, qui datait de 1943: c'est de cette loi que datent notamment la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat et l'institution des permis de construire). **Les mairies perdirent la plus grande partie de leurs pouvoirs en matière d'urbanisme:** même s'ils continuaient à choisir les architectes chargés des opérations d'urbanisme, la décision finale revenait au ministère¹..

Édouard Jeanneret, dit Le Corbusier (1887-1965); pourtant ni l'un ni l'autre ne réalisa pratiquement rien en France (à l'exception de quelques bâtiments de Le Corbusier, notamment la Cité radieuse de Marseille, que j'évoque un peu plus bas, et de la chapelle de Ronchamp, dans les Vosges). Ces références, cantonnées au début à des milieux aussi minuscules qu'audacieux, se banalisèrent peu à peu, surtout après la seconde guerre mondiale (sur cette reconnaissance des avant-gardes après 1945, voyez le chapitre 19), jusqu'à devenir une espèce de "vulgate" dans les facultés d'architecture dans les années 1970 — ce qui ne voulait pas dire qu'on les appliquait systématiquement, loin de là. Les principes en étaient, en très gros: le fonctionnalisme, c'est-à-dire le refus de toute ornementation gratuite (les bâtiments devaient afficher leur fonction et rien que leur fonction; on devait utiliser des matériaux bruts); l'éclatement de l'espace urbain centré; l'inversion du "vide" et du "plein", c'est-à-dire la mort de la "ville en creux" de Haussmann, organisée autour des espaces publics (rue, place, jardins publics) et de la cour, et son remplacement par une "ville en relief" ordonnée autour d'objets architecturaux isolés, unités d'habitation (collectives évidemment) posés sur des surfaces vertes (ou, dans d'autres versions, sur des dalles qui assureraient la circulation des piétons au-dessus des rues), reliés par des voies rapides (l'automobile était l'avenir de l'humanité), disposés géométriquement et classés scientifiquement d'après leur fonction (le péché mortel, c'était, outre l'individualisme, la fantaisie, le pittoresque, l'héritage historique). En 1922-1925, Le Corbusier avait dessiné, à titre de manifeste, un projet de rénovation de Paris qu'il voulait transformer en un damier de vingt gratte-ciels cruciformes dispersés dans la verdure, alternant avec des barres de logement orthogonales. L'ensemble était censé permettre d'augmenter sensiblement la densité de l'habitat, tout en plaçant la ville "dans un parc".

Dans les années 1970, il y eut une réaction: on se mit à réhabiliter la rue et on redevint sensible au charme de la variété, ce qui valut d'inféconds pastiches historicistes aux façades singeant, par le biais de placages sur un béton toujours aussi désespérément armé, les irrégularités du bâti traditionnel; il y eut aussi, par réaction au fonctionnalisme des avant-gardes, un retour en grâce de l'ornementation des façades, qui aboutit, surtout dans les années 1980, à la floraison du style dit "post-moderne", qui revendiquait l'héritage de l'éclectisme du XIXe siècle, mais à vrai dire rappelle surtout le style monumental mussolinien; l'un des meilleurs exemples en est la place de la Catalogne à Paris, œuvre de prestige due à Ricardo Bofill.

¹ D'autant qu'il n'y eut aucune réforme administrative à la Libération: de ce fait, en France il y a toujours 36.000 communes, dont plusieurs centaines pour l'agglomération parisienne... Pour pallier cet inconvénient, en

La **reconstruction** dura une dizaine d'années; les parcellaires des centre-villes furent plus souvent et plus profondément modifiés que dans les années 1920, à quelques exceptions comme Caen. Ainsi au **Havre**, exemple extrême, l'architecte Auguste **Perret** redessina entièrement le plan du centre-ville, désormais entièrement constitué d'immeubles d'habitat collectif, autour d'une avenue monumentale ouvrant sur le large, la "Porte océane". Cependant les structures de la ville traditionnelle (rues, places, etc.) n'étaient pas remises en question: les modernistes ne parvinrent pas à imposer la "table rase" en matière urbanistique, une transformation radicale du paysage urbain à la soviétique (ou à l'américaine, d'une autre manière). La raison l'emporta, efficacement secondée par le manque de fonds. Il y eut peu d'innovations radicales, à l'exception de la "**maison radiieuse**" de Le Corbusier à Marseille, gigantesque "machine à vivre" construite entre 1946 et 1952 et prévue pour abriter 1800 habitants (c'était à l'époque le plus grand bâtiment d'habitation du pays): les appartements, tous des duplex avec loggia, ouvrent sur des coursives intérieures avec des boutiques et même un hôtel; une crèche, une école maternelle, un théâtre et un gymnase se trouvent sur le toit. L'ensemble, plantée sur de monumentaux pilotis de béton brut, traité extérieurement comme une sculpture et habillé de couleurs provocatrices, fut promptement surnommé "la maison du fada" et déserté par ses habitants originels, prolétaires et classes moyennes, exaspérés entre autre de l'étroitesse et de la forme biscornue des pièces (Le Corbusier s'était davantage préoccupé du collectif que des individus); depuis, il a été recolonisé par des architectes et des intellectuels.

La **politique urbaine des années 1950 à 1970** s'inscrit dans la continuité de l'idéologie de la Libération: planisme, rôle "régulateur" de l'État, souci social. Il faut dire que sur ce dernier point la situation était alarmante: depuis trente ans le parc immobilier avait vieilli sans être correctement entretenu. Dans les villes de plus de 50.000 habitants, 17% des logements n'avaient pas l'eau courante et 59% n'étaient pas rattachés au tout-à-l'égout. Et c'étaient les années où les ruraux et les immigrés arrivaient massivement en ville... En 1954, l'abbé Pierre lança une grande campagne pour dénoncer les conditions désastreuses du logement des plus modestes: ce fut l'occasion d'une prise de conscience. Face à cette situation **l'État choisit de ne pas faire jouer la loi du marché**, au contraire, la célèbre **loi immobilière de 1948** aboutit, par un blocage général des loyers des logements anciens jusqu'à la mort de leurs occupants (et dans certains cas de leurs héritiers à la première génération), et l'inflation aidant, à la création d'un "parc social de fait" dans les centre-villes anciens... mais un parc dont l'état continua à se dégrader doucement, car il ne présentait plus aucun intérêt pour les propriétaires¹. Toujours dans un souci social,

1966 on a inventé les "communautés urbaines" (les premières furent celles de Lille-Roubaix-Tourcoing, Bordeaux, Lyon et Strasbourg); mais elles manquent de pouvoir et sont facilement paralysées par les mésententes politiques.

¹ La loi fut assouplie en 1964, puis en 1975, mais entre-temps une partie des habitations concernées s'était transformée en un "habitat (ou parc) social de fait", certes fort mal entretenu (car non rentable pour les propriétaires) mais très bon marché. Aussi l'on maintint les dispositions de la loi de 1948 pour une bonne partie des logements qu'elle concernait, jusqu'à la mort de leurs occupants (et, dans certains cas, jusqu'à celle de leurs enfants): il existe encore dans les grandes villes de ces appartements "loi de 1948", qui font le désespoir de leurs propriétaires, mais

L'État multiplia les programmes de H.B.M., désormais rebaptisés H.L.M. (un ménage sur six vivait en H.L.M. en 1970): en 1952 le ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, Eugène Claudius-Petit, assurait que « construire 20.000 logements par mois [était] pour la France une question de vie ou de mort ». Entre 1956 et 1962, 110 grands ensembles de plus de 1.000 logements sortirent de terre en région parisienne, dont Sarcelles et La Courneuve; mais aussi les Miguettes à Vénissieux, le Haut-du-Lièvre à Nancy, etc... L'État encourageait aussi les plus modestes à accéder à la propriété par un système de "prêts bonifiés".

L'urbanisme était géré de manière très centralisée: les crédits des H.L.M. étaient attribués globalement pour toute la France en conseil des ministres, puis dans un second temps distribués entre tels ou tels projets; à partir d'un décret de décembre 1958 l'État se mit à définir des Zones à urbaniser en Priorité (**Z.U.P.**)¹, complétées en 1962 par des Zones d'Aménagement différé (Z.A.D.)² et remplacées en 1967 par des Zones d'Aménagement concerté (**Z.A.C.**)³. L'État définissait les logements-types qui avaient droit aux aides officielles et aux prêts aidés. Jusqu'aux lois de décentralisation de 1982, les permis de construire étaient délivrés à la préfecture. L'une des priorités était de remédier au décalage croissant entre *Paris et le désert français*, selon le titre d'un ouvrage à succès du journaliste J.F. Gravier, paru en 1947. En février 1950, il apparut un Plan national d'Aménagement du Territoire; il encourageait notamment la déconcentration industrielle. La D.A.T.A.R., née en 1963 (voyez le chapitre 18), joua un rôle essentiel dans ces tentatives d'aménagement du réseau urbain⁴. Les villes se dotèrent peu à peu de **schémas d'urbanisme**, approuvés par l'État; à Marseille il fallut une bonne dizaine d'années pour y parvenir. À Paris, il fallut attendre 1960 pour y voir clair; l'objectif à l'horizon 2.000 était fixé à neuf millions d'habitants; l'essentiel de la croissance urbaine devait se faire hors des limites de l'agglomération existante, dans un rayon d'une centaine de kilomètres. Mais la logique étatique ne l'emportait pas totalement sur la logique de marché: les règles d'expropriation demeuraient très strictes; surtout, l'État continuait à

permettent de finir leur vie en centre-ville à des personnes qui auraient dû normalement être expulsées vers le H.L.M. des banlieues lors de la "reconquête des centre-villes" par les classes moyennes et supérieures, phénomène sensible depuis les années 1970.

Les assouplissements des années 1960 et 1970 allaient dans le sens d'une libéralisation du marché de l'habitat; cette tendance fut brutalement interrompue par la loi Quillot, votée en juin 1982, qui accroissait sensiblement les garanties offertes aux locataires, sans revenir cependant sur la libération des loyers du secteur non social.

¹ Les Z.U.P., définies par le ministère, offraient aux communes, pendant un délai de cinq ans, un droit de préemption sur tout terrain venant à être mis en vente dans leurs limites.

² Elles permettaient aux pouvoirs publics d'exercer un droit de préemption durant 14 ans, dans le but de limiter la hausse du coût des terrains ou d'empêcher la construction dans un secteur protégé.

³ C'est à peu près la même chose que les Z.U.P., sauf que leur aménagement peut être confié à un promoteur privé.

⁴ Cette années-là, elle dressa une liste de huit "métropoles d'équilibre" dont le développement devait être favorisé par rapport à Paris: Lille-Roubaix-Tourcoing, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Marseille-Aix, Lyon, Nancy-Metz, Strasbourg. Il n'y eut guère d'effets concrets, malgré de gros efforts pour mieux répartir les grands équipements (hôpitaux, etc.). Dans les années 1970, la D.A.T.A.R. préféra mettre l'accent sur le développement des villes moyennes, notamment par le biais des contrats de plan (voyez le chapitre 18).

encourager l'accession à la propriété des classes moyennes et de fractions de plus en plus importantes du monde ouvrier en voie de déprolétarianisation: le logement social était conçu comme une étape sur le chemin de la propriété, non une fin comme en U.R.S.S. De ce fait, la part des logements occupés par leur propriétaire passa de 35% en 1954 à 82% en 1978 (villes et campagnes confondues). À partir des années 1960, les capitaux privés furent de plus en plus étroitement associés aux grands projets de rénovation urbaine, comme celui de la Part-Dieu à Lyon.

Au total, la **croissance urbaine** fut rapide, même si elle s'est nettement ralentie depuis 1975: la France a rattrapé en une génération le retard accumulé en trois quarts de siècle sur l'Allemagne et la Grande-Bretagne, Le **taux d'urbanisation** passa de 53,2% en 1946 à 73,4% en 1982; de 1954 à 1975 les villes de plus de 5.000 habitants¹ ont gagné treize millions d'habitants (contre six millions de 1911 à 1954). Le réseau urbain n'en fut pas bouleversé, même si Paris désormais grandissait moins vite que les grandes métropoles régionales et surtout que les agglomérations moyennes (de 20.000 à 100.000 habitants)². Il n'apparut aucune agglomération nouvelle³, à l'exception des quelques "villes nouvelles" à la périphérie des principales métropoles — j'y reviendrai plus bas. En revanche, **la superficie occupée par les villes explosa**, malgré des tentatives récurrentes pour essayer de définir les limites géographiques de la croissance des grandes agglomérations (les planificateurs avaient du mal à se déprendre de l'image de la ville fermée des temps anciens, à penser la continuité de plus en plus notable entre l'urbain et le rural). Les villes françaises auraient absorbé l'équivalent d'un département français entre 1945 et 1975; à cette dernière date elles occupaient 5 à 8% du sol national, encore faudrait-il y ajouter la "rurbanisation" d'une partie des zones rurales à partir surtout des années 1970 (voyez plus haut dans ce même chapitre). La taille de l'agglomération parisienne a augmenté de moitié durant la période susmentionnée, celle de l'agglomération marseillaise a doublé. Parallèlement, **les densités urbaines ont baissé continûment**, une

¹ Je rappelle que depuis 1954, l'I.N.S.E.E. définit comme "ville" toute agglomération de plus de 2.000 habitants, ce qui est quelque peu surréaliste.

² Tout particulièrement celles de la périphérie du bassin Parisien (comme Orléans, Chartres, Dreux, Évreux), véritable "troisième couronne" de la croissance de l'agglomération parisienne.

Aucun département n'a vu sa population urbaine diminuer, même les plus touchés par l'exode rural. Le déséquilibre régional entre un nord-est plus urbanisé et un sud-ouest moins urbanisé s'est maintenu. Les effets de la crise économique sur les villes des bassins miniers et textiles n'étaient pas encore sensibles en 1982: contrairement aux Américains, les Français n'ont guère le réflexe de déménager lorsqu'ils perdent leur emploi.

³ Exceptions: Mourenx, près du gisement de gaz naturel de Lacq en Aquitaine; quelques cités minières nées aussi dans les années 1950, comme Farebersviller. Aucune ne dépasse les dix mille habitants et toutes sont en difficulté depuis les années 1970. Sophia-Antipolis, qui date de 1969, n'est pas à proprement parler une ville mais un quartier de Nice, spécialisé dans les activités industrielles de pointe et la recherche universitaire: une "technopole" ou un "technopôle" selon le vocabulaire officiel. C'est, en revanche, un succès.

évolution positive en termes de qualité de la vie; de même, le nombre moyen d'occupants par logement a diminué; le nombre d'habitants par pièce aussi.

Les villes françaises ont cessé d'être des mouiroirs: l'écart n'a cessé de se réduire avec les moyennes nationales quant à la natalité et à la mortalité. Depuis les années 1960, la différence est négligeable. Pour autant, ce n'est pas leur dynamisme démographique qui les a fait grandir dans la période correspondant à ce chapitre, mais l'exode rural et l'immigration; d'autres phénomènes plus spécifiques touchent seulement certaines régions, comme l'afflux de retraités dans les villes de la côte d'Azur.

Le vieux centre de **Paris** (dans les limites d'avant 1860, en gros) avait été profondément et intelligemment remodelé au XIXe siècle; il ne changea guère d'aspect global, à l'exception de quelques bâtiments monumentaux mais isolés¹; de la construction d'une **voie express** sur la berge droite de la Seine entre 1961 et 1967, concession au culte de l'automobile (mais Paris échappa au triste sort de Bruxelles, éventrée par des autoroutes urbaines) et d'un certain nombre d'opérations de "rénovation" de quartiers populaires très dégradés (mais le dommage fut infiniment moindre qu'à Londres, il est vrai bien plus ravagée durant la guerre): on en voit encore les traces, sous forme de diverses verrues de béton, dans les quartiers Saint-Paul, de l'Horloge et Mouffetard notamment, et surtout bien sûr dans le quartier des **Halles**, où les élégants bâtiments de Baltard furent détruits sans pitié à partir de 1969² et remplacées par un calamiteux piège à taupes consuméristes, ouvert en 1979; cependant que, quelques pâtés de maisons plus loin, le **centre Pompidou** (inauguré en 1977), palais de l'art moderne et contemporain cher au Président décédé en 1974, s'affichait, par son architecture en rupture complète avec celle du vieux Paris comme de la ville hausmanienne, comme une agression ouverte³. Mais les choses auraient pu mal tourner si l'on avait laissé faire les urbanistes, notamment ceux de l'entourage de Pompidou, homme d'une génération pour laquelle "la ville devait s'adapter à la voiture" (la citation est approximative, mais elle est de lui): il était question d'une seconde voie sur berge sur la rive gauche, d'une autoroute urbaine sur le canal Saint-

¹ Quelques exemples: le siège de l'U.N.E.S.C.O., terminé en 1957 et dû à l'architecte italien Nervi; les grands clapiers universitaires construits pour déconcentrer la Sorbonne, notamment à Jussieu et à Censier (tous deux à partir de 1965); l'élégant siège du Parti communiste français, place du Colonel-Fabien dans le XIXe arrondissement, terminé en 1971 et dû à l'architecte brésilien Oscar Niemeyer; le centre Pompidou dont je reparlerai un peu plus bas.

² Un seul pavillon a été conservé; il a été remonté à Nogent-sur-Marne.

³ C'est à mon avis la moins discutable de toutes ces réalisations. Même s'il n'a jamais été vraiment accepté par les Parisiens (sans parler des touristes!) et que la réalisation technique en fut désastreuse, d'une part il fut construit sur un vide laissé béant par la destruction d'îlots très insalubres en 1934, et qui auraient de toute façon laissé la place à un ensemble urbain de qualité médiocre (dans le style du quartier de l'Horloge, juste à côté); d'autre part le lauréat du concours, l'Italien Renzo Piano, a fait preuve au moins d'audace architecturale, et les volumes intérieurs sont tout à fait adaptés pour exposer de l'art contemporain.

Martin, mais aussi d'une seconde Défense autour de la gare Montparnasse, d'une "cité financière" dans le quartier de la Bourse et de l'Opéra...

Dès les années 1960, le radicalisme en matière d'urbanisme avait pourtant amorcé un recul: la **loi Malraux** d'août 1962 sur la sauvegarde du patrimoine historique permit à la fois de protéger le bâti ancien et d'en faire redécouvrir la beauté aux Français. Pour la première fois, la loi traitait les quartiers anciens comme des ensembles au lieu de protéger individuellement les bâtiments les plus prestigieux ou les plus anciens¹; elle obligeait notamment les propriétaires à nettoyer leurs façades tous les vingt ans, ce qui changea complètement la physionomie des centre-villes, jusque-là noirs de crasse². En avance sur l'évolution des esprits, elle sauva notamment le Marais (et le vieux Lyon). Le retournement décisif des mentalités eut lieu dans les **années 1970**, l'époque entre autres de la "mode rétro" (un retour en grâce très médiatisé des formes et des objets des années 1900, honnis des avant-gardes du XXe siècle pour leur aspect décoratif), de « la **remise en cause de la raison technicienne** » (l'expression est de Marcel Roncayolo), et de la montée d'une "idéologie du cadre de vie", des premières rues piétonnes (à Grenoble vers 1970, sauf erreur de ma part³) et du début de la "**reconquête des centre-villes**" (le Marais notamment) par les classes moyennes supérieures⁴. Il revint à Valéry Giscard d'Estaing, un homme plus jeune d'une bonne génération que son prédécesseur à l'Élysée, de prendre en compte ces évolutions de la société française, de plus en plus soucieuse de la qualité de la vie, de plus en plus inquiète des agressions de la modernité, et, la crise aidant, d'arrêter les grands projets pompidoliens: du réaménagement du quartier Montparnasse, il ne reste que la façade de gare la plus laide du monde (encore a-t-elle été un peu replâtrée dans les années 1980), et un symbole phallique solitaire, érigé depuis 1973, dont la hideur laisse imaginer ce qu'eût été l'ensemble⁵. **Le mot d'ordre n'était plus la rénovation, mais la restauration**, l'entretien du patrimoine.

¹ Le plus vaste de ces "secteurs sauvegardés" était le centre de Versailles. En revanche, à cette époque les bâtiments d'époque haussmannienne n'étaient pas encore classés au rang de patrimoine historique digne d'être conservé.

² Pour l'effet de contraste, allez en Belgique!

³ En tout cas, les trois mandats de Hubert Dubedout à la mairie de Grenoble (1965-1983) furent, à l'époque, le symbole d'une nouvelle manière de gérer la ville: rénovation douce, attention au cadre de vie, concertation continue avec les représentants d'associations locales, etc. Dubedout était un précurseur; ses initiatives firent école dans la seconde moitié des années 1970 et surtout, la décentralisation aidant, dans les années 1980, lorsque les maires retrouvèrent un prestige et une puissance perdus depuis longtemps.

⁴ Ce mouvement n'empêche pas les centre-villes de continuer à perdre des habitants, car il s'accompagne d'une augmentation de la taille moyenne des logements.

N.B. Pourquoi les centre-villes français, à quelques exceptions près dont Toulon et Marseille, n'ont-ils pas connu le même triste destin que ceux des États-Unis? Peut-être parce que la culture urbaine est plus forte et plus ancienne dans notre pays (l'Amérique a été peuplée par des ruraux fuyant les villages d'Europe nord-occidentale, puis centrale); peut-être parce que le bâti des centre-villes est plus ancien, de meilleure qualité, bref plus intéressant à rénover, plus prestigieux à habiter — ce qui, en réalité, revient à dire la même chose d'une autre façon. En France la relative difficulté à circuler en automobile est un argument négatif, mais puissant, en faveur des centre-villes.

⁵ N.B. Symboliquement, on peut opposer au centre Beaubourg, bâtiment et musée voulus par Pompidou, le musée d'Orsay, voulu par Valéry Giscard d'Estaing (mais inauguré au début du premier septennat de Mitterrand): ce n'est pas un bâtiment nouveau, mais la réhabilitation d'une gare qui datait de 1900, et l'architecte Gae Aulenti imposa

La "modernité" parisienne, sous la forme américaine du gratte-ciel, se concentra hors du centre ancien, à **la Défense**, "Manhattan-sur-Seine" dont les premières efflorescences, sur le terreau d'anciennes banlieues très dégradées, dataient de la fin des années 1950: elle est née Centre national des Industries et des Techniques (**C.N.I.T.**), bâtiment prévu au départ pour accueillir des expositions, qui date de 1958 (le voile de béton de 230 m de portée était pour l'époque une prouesse technique, mais on le voit mal depuis qu'il est caché par des aménagements intérieurs permanents)¹; La Défense devint un établissement public en 1963, mais ce n'est jamais devenu une commune, encore moins un arrondissement parisien, ni surtout un ensemble architectural cohérent. De même à Lyon, ce fut en bordure du centre ancien, dans une zone défavorisée par la saignée d'une ligne de chemin de fer, que l'on édifia le "nouveau centre urbain" de la **Part-Dieu**, organisé autour d'un centre commercial et d'un gratte-ciel que les Lyonnais surnomment "le crayon" (en 1973) puis d'une nouvelle gare pour les T.G.V. (en 1981); elle n'est pas plus parvenue à concurrencer le centre ancien de Lyon, pourtant à l'étroit sur une presqu'île en permanence embouteillée, que la Défense n'a marginalisé les quartiers d'affaires de Paris.

En revanche, certains quartiers périphériques de la capitale, notamment ceux d'Italie² et de Flandres, furent profondément transformés dans les années 1950 à 1970, selon les mêmes principes que les **banlieues** de toutes les grandes villes: ce fut dans ces quartiers que se marqua le plus nettement la **rupture avec l'urbanisme haussmanien**. On rasa l'habitat insalubre, sans chercher à savoir s'il n'eût pas été moins coûteux et moins traumatisant de le réhabiliter, et l'on construisit des barres et des tours, isolées les unes des autres par des espaces verts, le tout irrigué par un réseau de communications surdimensionné et à peu près privé de commerces de proximité (les centres commerciaux et les hypermarchés devaient y suppléer)³. C'était **un**

un aménagement intérieur lourdement néo-classique. Par ailleurs, c'est le musée des arts de la période 1848-1914, c'est-à-dire d'une période devenue classique... d'autant que l'on profita de l'ouverture du musée d'Orsay pour ressortir des réserves les "pompiers", méprisés des avant-gardes depuis un siècle. Bref, Orsay, c'est en tous points l'anti-Beaubourg. Dans les années 1980, Mitterrand, par opposition à V.G.E., se positionna à nouveau dans le registre de la modernité, mais une modernité épurée et géométrique très différente de celle de Pompidou; la pyramide du Louvre et la grande arche de la Défense en sont les symboles.

¹ La première grande tour, la tour Nobel, date de 1966; l'érection de la tour du G.A.N. en 1972 marqua l'abandon du projet initial, qui prévoyait un alignement des bâtiments en hauteur. La tour Fiat date de 1979. La Grande Arche, elle, ne date que de 1989.

² La rénovation de ce quartier a commencé en 1964, par les abords de l'avenue; le grand ensemble rapidement devenu le quartier chinois de Paris est sorti de terre à partir de 1974.

³ Une des traces les plus bizarres de cet épisode de l'Histoire architecturale, c'est, dans certains quartiers comme le Front de Seine et la Défense à Paris, la séparation de la circulation automobile (en sous-sol) et piétonnière (sur dalle). Cela partait d'une bonne intention, mais... À la Part-Dieu, à Lyon, il fallait grimper d'interminables escaliers mécaniques, toujours en panne, pour atteindre lesdites dalles, puis redescendre de l'autre côté! La plupart de ces dalles, agrémentées d'un mobilier urbain calamiteux et d'espaces verts rabougris, se transformèrent rapidement en "insécurodromes" où les habitants se risquent le moins possible (à une exception notable près, la Défense); hélas, la sécurité est parfois tout aussi problématique dans les sous-sols.

univers fait pour l'automobile, un univers d'avant la crise de l'énergie; après 1973, il fallut d'urgence prolonger des réseaux de transports en commun... C'était aussi **un univers d'architectes**: les idées de Le Corbusier, mal digérées par des épigones¹ et maltraitées par le manque de moyens financiers, servaient de "vulgate" aux architectes — un univers conçu sur la table à dessin et non issu du passage du temps, né de plans, de dessins et de maquettes, en général sans aucun sens des échelles², des perspectives ni des ensembles (une maquette se voit d'en haut, un dessin se regarde d'en face; un quartier se vit depuis le niveau du sol, et la perception en est toujours fragmentaire...); les architectes tournaient le dos à toutes les traditions et se dispensaient de toute concertation avec les habitants, de toute réflexion sur l'insertion dans le tissu urbain préexistant; ils étaient très dépendants en revanche des modes lancées par les revues d'architecture (de plus en plus à l'échelle mondiale — on parlait de "style international") et de l'arbitraire des décideurs, c'est-à-dire de la bureaucratie ministérielle. Surtout c'étaient **des quartiers construits à la va-vite et sans beaucoup de moyens**, même si cette pénurie tentait de se camoufler sous une idéologie "utilitariste" (le fonctionnalisme avait bon dos, il permettait d'économiser sur les finitions), "industrialiste" car "normalisatrice". On avait rationalisé la production en ayant recours notamment aux techniques de la préfabrication lourde et des chemins de grues; bien sûr, la qualité du bâti fut rarement au rendez-vous.

Mais c'était aussi, il faut y insister, **un énorme progrès** pour les habitants de ces nouveaux "grands ensembles" (ou "cités", comme on commença à dire vers 1980), qui venaient de bidonvilles ou de quartiers anciens très inconfortables, et qui pour beaucoup n'avaient jamais disposé de l'eau sur l'évier, d'une salle de bains complète, d'une chambre par enfant. On peut prendre l'exemple de la cité des Quatre-Mille (logements) à La Courneuve, qui remplaça les bidonvilles de la Plaine Saint-Denis. Il est facile d'ironiser sur les défauts des grands ensembles (le manque d'accessibilité, de convivialité, les espaces collectifs inadaptés, la mauvaise qualité de la construction): ils ne furent pas perçus immédiatement, sauf peut-être leur tristesse, et surtout ils ne devinrent rédhitoires que lorsque les formes plus inconfortables d'habitat eurent à peu près complètement disparu, grâce à ces mêmes grands ensembles. En 1973, on décida cependant d'arrêter officiellement la construction des grands ensembles. Ce ne fut que progressivement que la situation de ces quartiers se dégrada au rythme du départ des plus aisés vers les quartiers pavillonnaires, de la montée du chômage et de l'usure rapide d'un bâti prévu pour ne pas durer plus d'une génération, et que certains se ghettoisèrent; les premières émeutes urbaines, sans commune mesure avec celles qui secouaient les États-Unis depuis le milieu des années 1960,

¹ En particulier celle de hiérarchisation selon la fonction: dans la plupart des grands ensembles français les bâtiments sont disposés plus ou moins au hasard.

² Il existait à Saint-Étienne, du milieu des années 1960 à sa démolition en 2000, une barre de 254 m de long et de 47 m de haut, pour 526 logements H.L.M., qui dominait la ville du haut de la colline de Montchovet, à proximité d'une rocade à quatre voies; elle était surnommée "la muraille de Chine".

datent des étés 1980 et 1981, dans le grand ensemble des **Minguettes** à Vénissieux en banlieue lyonnaise¹.

Dans le même temps, les banlieues pavillonnaires s'étendaient à un rythme toujours accéléré, en l'absence de tout discours idéologique (l'époque n'était pas à théoriser la montée de l'individualisme) et même de toute planification globale. Elles furent encouragées dans les années gaullistes, notamment par l'organisation de "Villagexpos" à partir de 1966 (on y présentait des pavillons-types, construits en série), et par la **loi Albin Chalandon** de 1967 qui facilitait le regroupement de ces pavillons en lotissements (les petites maisons préfabriquées qui se multiplièrent dans ces années gardèrent quelque temps le sobriquet de "chalandonnettes"). Tout ceci aboutissait à une croissance quelque peu anarchique des grandes agglomérations²; le Schéma directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (S.D.A.U.) de 1965 tenta d'y mettre de l'ordre en concentrant la croissance des principales métropoles autour d'agglomérations satellites, les **villes nouvelles**. Huit étaient prévues autour de Paris; finalement, cinq virent le jour dans les années 1970: Cergy-Pontoise, Saint-Quentin en Yvelines, Marne-la-Vallée, Évry et Melun-Sénart, mais la croissance urbaine avait été bien moindre que prévue et alors qu'en 1965 on prévoyait qu'elles atteignissent à terme un million d'habitants chacune, en 1982 la plus peuplée, Saint-Quentin, n'accueillait que 150.000 habitants. De plus, elles avaient servi essentiellement à déconcentrer le centre-ville: sept habitants sur huit de Saint-Quentin venaient d'autres communes de la région parisienne...³

Pour articuler tout cela, il fallut moderniser les **voies de communications**. Des années 1950 aux années 1970, le tout-voiture régnait: en même temps que l'on abandonnait les anciens réseaux de tramways et même une partie des chemins de fer urbains (comme la "petite ceinture" à Paris et la plupart des "ficelles" lyonnaises — des funiculaires —), on s'occupa essentiellement de "pénétrantes" et d'autoroutes périurbaines, là du moins où ce n'était pas trop malcommode pour des raisons de relief ou de difficultés d'expropriations (ainsi le contournement autoroutier de Lyon n'est toujours pas achevé — il faut dire qu'une autoroute éventre le centre-ville depuis les années 1960). Paris eut beaucoup de chance, car l'État y était propriétaire d'une ceinture de terrains inutilisés sur l'emplacement des anciennes fortifications de Thiers, démolies dans les années 1920; c'était la fameuse "zone", une ceinture de terrains vagues mal famées qui, dans les

¹ Ce fut dans ce même grand ensemble qu'eut lieu, en 1983, une autre grande "première": la destruction d'une tour construite dans les années 1960, pour tenter de désamorcer les problèmes sociaux en dédensifiant l'habitat.

² Malgré tous les efforts en sens inverse, celle de Paris s'étend toujours plus vers le sud-ouest, la zone la plus dynamique étant celle dont Versailles est le centre.

³ En province, quatre villes nouvelles ont vu le jour: Villeneuve-d'Asq près de Lille, le Vaudreuil dans la vallée de la Seine (un échec: elle n'avait que 5.000 habitants en 1982, et a fini par être dissoute dans les années 1990); L'Isle-d'Abeau près de Lyon et Fos-sur-Mer près de Marseille (elle a éclaté à la suite de la sécession de la commune de Vitrolles dans les années 1980). Villeneuve-d'Asq est la seule ville nouvelle à être située sur une seule commune; L'Isle-d'Abeau et le Vaudreuil sont les seules à avoir été créées *ex nihilo*, en l'absence de toute agglomération préexistante. Certaines grosses Z.U.P., comme le Mirail à Toulouse, sont parfois qualifiées de villes nouvelles.

années 1950, céda la place au boulevard périphérique. Les **transports en commun** suivirent, tardivement et lentement: Lyon se dota d'un métro en 1977, Marseille en 1978, Lille en 1983, cependant que la première ligne du R.E.R. parisien, connexion de deux lignes de chemin de fer de banlieue par-dessous le centre-ville, était inaugurée en 1977, et que Grenoble se singularisait encore en relançant le tramway¹.

IV-Le fait religieux en France depuis 1945.

A) L'évolution de l'Église catholique et de sa place dans la société²

Pendant l'**entre-deux-guerres** la position de l'Église avait commencé à changer. Depuis 1924 elle n'avait plus à affronter de grandes campagnes anticléricales (il y eut bien quelques tensions sur l'école en 1936, mais même les radicaux semblaient avoir pris conscience que les problèmes du pays étaient ailleurs); son hostilité à la République s'était quelque peu adoucie (voyez aux chapitres 11 et 12). En revanche, elle commençait à mesurer l'ampleur de la déchristianisation du pays, surtout grâce au travail de sociologues comme Gabriel Le Bras (1891-1970), l'instigateur de premières enquêtes sur la place de la religion dans la vie quotidienne des Français. Certains estimaient le nombre de non-baptisés à sept ou huit millions, soit 20% de la population; seuls 50% des Français faisaient leurs Pâques, moins de 25% allaient régulièrement à la messe; le clergé continuait à vieillir. Une véritable révolution culturelle était en cours, qu'il était très difficile d'accepter: la "fille aînée de l'Église" cessait d'être un pays majoritairement pratiquant. Cependant les milieux catholiques demeuraient dans l'ensemble très traditionnels — les quelques anecdotes qui suivent présentent l'exemple d'une famille de polytechniciens, ingénieurs et militaires, dont le chef s'engagea plus tard dans la Résistance et mourut en déportation³:

¹ En annexe, une ébauche de liste de maires de grandes villes que je ne sais pas où placer: à Bordeaux, le gaulliste Jacques Chaban-Delmas depuis 1947; à Marseille, après un maire R.P.F. de 1947 à 1953, le socialiste Gaston Deferre depuis 1953; deux grands maires. À Lyon en revanche, après la mort d'Édouard Herriot en 1955, la nullité de l'"apolitique" Louis Pradel de 1955 à 1975, puis une ombre dont le nom ne mérite pas d'être imprimé. Je rappelle que Paris n'a de maire que depuis 1977, et que le premier fut Jacques Chirac.

² Cette sous-partie a été retravaillée et très augmentée en collaboration étroite avec Louise Giard (khâgne, 1998-1999), que je remercie de sa disponibilité et de sa gentillesse. Elle est à travailler en liaison avec la fiche sur "l'Église catholique et le monde au XXe siècle", également rédigée par Louise Giard.

³ Citations extraites de: *Saga brève et partielle de la famille Louis Gentil*, par Pierre Gentil, rédigé en 1997, inédit. Merci à Nathanaël Dupré La Tour (HK 1995-96, Kh 1997-1999) de m'avoir communiqué cette attachante chronique de la famille de son grand-père.

« Tante Marie-Paule était choquée qu'un chien — bâtard et savoyard — que nous adorions ait pu s'appeler RIP, car ces initiales étaient celles des trois mots latins *Requiescat in Pace*, réservés aux offices funèbres des humains et aux inscriptions sur les tombes... (...) Dans le même esprit, la première page du journal *La Croix*, qui comportait alors ce signe religieux, n'aurait jamais été mise à la poubelle par nos parents. Elle était retirée et brûlée à part¹ ». À un autre moment, l'auteur évoque la collecte du papier aluminium des tablettes de chocolat pour les orphelins de Chine; cela rejoint l'un de mes propres souvenirs familiaux.

(Pendant la première guerre mondiale) « Jeanne Vieille, comme beaucoup de ses amies, travaille dans ses "ouvroirs", sorte d'ateliers bourgeois où l'on tricote pour les soldats et où l'on prépare de la charpie pour les hôpitaux. Elle obtient de sa mère l'autorisation de suivre des cours d'infirmière, mais à condition que ceux-ci n'incluent pas de cours d'anatomie, ce qui frustre profondément cette fille intelligente! Pas question non plus d'aller soigner les blessés; danger, puisqu'il s'agit d'hommes... »

Sur le mariage de Jeanne Vieille et de Louis Gentil: « j'ignore presque tout de cette vie commune. Le peu que j'en sais par quelques confidences, tardives et quelque peu douloureuses, de Maman me remplit de colère contre la volonté de mise sous contrôle de la vie intime des êtres par un "appareil" socio-religieux quasi totalitaire. Une ignorance des réalités sexuelles, complète et maintenue jusqu'au seuil même du mariage pour la jeune fille, un tabou familial à peu près équivalent pour l'adolescent, une mise en garde quasi obsessionnelle contre les égarements de la "chair" et l'horreur du "péché", ne constituaient pas pour des êtres sensibles, sincères et idéalistes, un terrain propice à l'entente et à l'épanouissement du couple. On a peine à imaginer, dans la surévaluation actuelle du sexe (mi-commerce, mi-refuge?), qu'une mère ait pu borner toute l'information donnée à sa fille à ce simple conseil, le matin du mariage: "fais tout ce que ton mari te dira". Ou encore, témoignage venant d'une autre branche familiale: "ça fait mal, ce n'est pas très agréable mais il faut en passer par là si l'on veut avoir des enfants". J'ai souvent pensé que si mon père — "fils soumis de l'Église" — a travaillé tard presque chaque soir, c'était autant pour éviter de rejoindre le lit conjugal, ses "tentations" et ses frustrations que pour traiter des dossiers innombrables et urgents. La dimension de la complicité sensuelle n'existait probablement pas ("Amour sur estime", aurait dit la carte du Tendre). Son absence n'a pas empêché le couple de s'aimer profondément et durablement, à sa manière... ».

(À propos d'un épisode survenu à l'auteur dans son adolescence, au début de la seconde guerre mondiale): « j'ai honte, encore aujourd'hui, d'avoir dit à madame Polac — avec une certaine tristesse devant une vérité qui me semblait indiscutable — que les malheurs des Juifs exprimaient une malédiction divine, méritée par la crucifixion du Christ! Revenant de chez Michel [son fils]², je rapporte à Maman mes dires et l'étonnement peiné de madame Polac et me fais solidement réprimander. Je ne faisais pourtant que citer des textes religieux sur les "Juifs déicides", textes que j'avais bien dû lire et entendre au cours de mes études ou des offices religieux! (...) [Il faut dire] que nous connaissions bien peu de Protestants et — probablement — pas plus de Juifs que de Musulmans! La famille, les amis, les camarades que nous fréquentions, tout baignait dans un Catholicisme sûr de détenir toute la vérité et conscient d'avoir à convertir toute l'humanité ».

¹ L'anecdote a ses parallèles, notamment dans les pays communistes: dans la Chine maoïste, on prenait bien garde de ne pas jeter l'image du Grand Timonier, par peur de bavardages et de représailles — en régime communiste, l'enfer, c'est les autres.

² Le Michel Polac dont il est question est le célèbre présentateur de télévision des années 1980.

Et puis il y eut la seconde guerre mondiale: la plupart des catholiques pratiquèrent l'attentisme, comme la majorité des Français; certains s'engagèrent dans la Résistance; d'autres eurent des sympathies pour le régime de Vichy. Le bilan d'ensemble fut désastreux: à la Libération, **un paysage de dévastation** s'ouvrait devant l'Église catholique française. Certes il n'y eut pas d'explosion anticléricale; seuls trois évêques furent écartés de leur diocèse pour collaboration (au départ, le gouvernement avait demandé soixante suspensions). Mais une bonne partie des hommes qui prirent le pouvoir à l'automne 1944 tenaient l'Église pour gravement compromise avec le régime de Vichy, y compris d'ailleurs certains résistants démocrates-chrétiens qui en voulaient beaucoup à l'institution ecclésiastique. La réalité était plus complexe, mais il est indéniable que certaines déclarations malheureuses, notamment d'adhésion à la Révolution nationale, avaient pesé lourd (voyez au chapitre 13); Vichy avait revendiqué des valeurs morales, et un type d'organisation de la société, dont il n'était pas très difficile de démontrer la parenté avec certains enseignements de l'Église, surtout certes celle de Pie IX et de Pie X — mais ce monde, que Léon XIII et Pie XI avaient tenté de faire évoluer, était loin d'avoir disparu.

Les frontières de la catholicité ne se confondant pas avec celle de la France, il était encore plus facile de rappeler le soutien de l'Église espagnole à Franco et de l'Église hongroise à Horthy, et l'absence de toute opposition active des catholiques italiens au fascisme. Certes le Vatican, à l'époque de Pie XI, avait condamné le fascisme en 1937, et le nazisme en 1938; mais il avait condamné aussi le communisme (en 1938 aussi), dont j'ai montré, au début du chapitre 15, l'immense popularité en France à la Libération: cette mise sur le même plan des trois totalitarismes était proprement inacceptable à l'époque. Le Pape, **Pie XII**, était, pour employer une litote, un homme suspect: cet ancien nonce apostolique à Berlin, qui avait négocié le concordat de 1934 avec l'Allemagne nazie et dont le frère avait dirigé les négociations avec l'Italie mussolinienne en 1929, était demeuré bien discret durant la guerre au goût de certains; ses silences sur le sort des juifs lui valurent des attaques extrêmement violentes, en France et ailleurs. Ce grand seigneur romain n'avait pas le contact facile, et le décorum dont il s'entourait choquait même parmi les catholiques; en 1954 il fit canoniser Pie X, le Pape de la séparation de l'Église et de l'État, dont la raideur n'avait eu d'égale que celle de Combes: cette décision, motivée évidemment par d'autres raisons, provoqua en France un malaise particulier.

Et puis **le catholicisme semblait une chose du passé**. Bien sûr, on n'était pas dans la situation des pays de l'est et des anciens pays Baltes où les catholiques étaient sauvagement persécutés, en attendant, entre autres, la Chine, le Vietnam et Cuba. Mais justement, en France il n'y avait pas besoin de persécutions pour vider les églises... À vrai dire, cette désaffection n'était pas nouvelle: l'Église des années 1900 était déjà en grande difficulté, très isolée dans la

société, mais elle conservait des ouailles; celle de l'entre-deux guerres avait paru sortir de son isolement, mais elle n'était pas arrivée à regagner des fidèles. Ce n'était pourtant pas faute de volonté: on avait multiplié les paroisses dans les "banlieues rouges"; la J.A.C., la J.O.C. et la J.E.C. avaient fait preuve d'un grand dynamisme. Ce fut pendant et juste après la guerre que l'Église catholique de France prit réellement la mesure de la **déchristianisation** du pays. Un ouvrage publié en 1943 par deux aumôniers parisiens de la J.O.C., les abbés Henri Godin et Yvan Daniel, fit beaucoup pour cette prise de conscience: il s'intitulait significativement: *France, terre de mission*.

Le tableau d'ensemble était très sombre: **l'indifférence progressait**. Certes, en 1952, 85% des Français se proclamaient catholiques, et seuls 8,5% des enfants n'étaient pas baptisés, mais la pratique était en chute libre: il n'y avait plus que 51% de "pascalisants", c'est-à-dire de Français qui se confessaient et communiaient au moins une fois par an (cela s'appelle "faire ses Pâques"), et 37% de pratiquants hebdomadaires, dont deux tiers de femmes. Il demeurait des **terres de chrétienté**, comme la Flandre française, la Savoie, le pays Basque, la Bretagne et l'ouest du bassin Parisien, le grand nord-est: mais c'étaient des régions montagneuses ou enclavées, des périphéries tardivement francisées et qui prolongeaient des zones très catholiques situées au-delà de nos frontières; des régions où l'on votait à droite aussi (la corrélation avait été mise en évidence dès 1913 par le sociologue André Siegfried, elle était bien plus ancienne), ce qui en 1945 était une autre manière de dire que la religion catholique était condamnée aux poubelles de l'Histoire. Les formes populaires de religion, pour lesquelles l'Église n'avait jamais montré un enthousiasme débordant, survivaient mieux que les autres: fêtes patronales, pèlerinages, dévotions corporatistes — les mineurs fêtaient toujours la Sainte Barbe¹. Mais il y avait **de "véritables Sibéries"** en France, notamment dans le sud-est du Bassin Parisien et le nord-ouest du massif Central, dans le Mâconnais aussi; certaines catégories de la population étaient massivement déchristianisées comme les enseignants, les cheminots, les dockers, les mineurs. Certains immigrés comme les Portugais et les Polonais faisaient remonter les chiffres de la pratique — mais pas les Andalous ni les Romagnols, aussi déchristianisés que la moyenne des Français.

¹ Un bon exemple, qui déborde l'immédiate après-guerre: la profession de foi ou communion solennelle. C'est une cérémonie purement française: elle date de 1910, lorsque Pie X décida d'avancer l'âge de la première communion du début de l'adolescence à l'âge "de raison" (7 ans). L'épiscopat demanda le maintien d'une cérémonie à l'âge de douze-treize ans, en bonne partie parce qu'elle faisait pendant aux très laïcs certificats d'études. Dans les années 1950 et 1960, l'épiscopat devint de plus en plus critique envers cette cérémonie censée symboliser l'entrée dans la vie religieuse adulte, mais qui marquait en fait la fin de toute pratique religieuse pour la majorité des enfants: « la grande apostasie solennelle », selon un certain abbé Rétif. Mais les familles firent de la résistance; car la profession de foi est une cérémonie de passage, d'entrée dans l'âge de la puberté (les filles, significativement, sont habillées d'espèces de robes de mariées), et surtout parce qu'elle sert de prétexte à des réunions familiales... L'Église a fini, dans les années 1980, par renoncer à la supprimer.

L'époque n'était pas précisément au retour du religieux: on était à l'apogée de ce que Raymond Aron a appelé « **les religions séculières** »¹, « les doctrines qui prennent dans les âmes de nos contemporains la place de la foi évanouie et situent ici-bas, dans le lointain de l'avenir, sous la forme d'un ordre social à créer, le salut de l'humanité », les religions politiques où le politique devient religion. La menace était bien plus rude que celle de l'anticléricalisme et de l'occultisme du début du siècle, en déclin², et que celle du prosélytisme protestant, qui n'a guère eu de succès que dans une catégorie très particulière de la population, les Tsiganes. En France après 1945, il s'agissait essentiellement du communisme, « l'opium des intellectuels » selon une autre formule célèbre d'Aron. J'ai souligné au chapitre 14 le caractère de "contre-société" du communisme français; je voudrais ici souligner avec l'historien Philippe Ariès, un ancien communiste, que « **l'attachement au Parti (...) [était] comparable (...) à la religion sociologique³ des sociétés rurales avant la déchristianisation** »; il permettait « de supporter et de transcender les aspects les plus déprimants de la condition ouvrière ».

On entrait au Parti comme en religion, il y avait des saints (Thorez, le "fils du peuple", faisait l'objet d'un culte), des martyrs (Guy Môquet, Fabien), des lieux de culte (le "carré du souvenir" au Père-Lachaise), un peuple élu (les ouvriers), un Paradis (l'U.R.S.S.) et un enfer (les États-Unis); mais aussi des conciles (les congrès) avec excommunications et mises à l'index... Ceci n'est pas qu'une caricature: mille témoignages attestent qu'il y a eu effectivement, chez certains ouvriers issus de familles catholiques, passage direct, sinon immédiat, d'une "pratique" à l'autre.

L'Église tenta de réagir. Elle **n'avait plus à affronter l'hostilité du régime**, le radicalisme et les franc-maçons étaient en voie de marginalisation. Même les communistes, y compris à l'époque de la guerre froide, étaient beaucoup moins anticléricaux que le petit père Combes, en partie parce qu'ils n'avaient pas besoin d'une raison de plus de ne point être présentables, en partie parce que pour eux l'essentiel était ailleurs; la religion n'était qu'une survivance, cet adversaire mal en point n'était pas prioritaire — au contraire, il pouvait devenir un allié moyennant quelques manipulations, j'y reviendrai. Du fait de ce climat nouveau, **l'apuration du contentieux avec l'État républicain progressa** bon an mal an. En 1949, les aumôniers militaires furent rétablis. En 1951 et 1959, les lois Barangé et Debré réglèrent le problème de l'enseignement privé, qui ne fit qu'une brève résurgence en 1984 (voyez le chapitre

¹ Dans les précédents chapitres, je parle plutôt de "religions laïques de substitution".

² Vers 1990, il restait six à dix mille libres penseurs, pas tous de première jeunesse.

³ Au sens où c'est une ensemble de rites, qui sous-tendent une croyance parfois faite essentiellement de conformisme.

16): la situation est toujours en gros celle de 1959¹. En 1970, le Président Pompidou rouvrit dans le Journal officiel la rubrique "Établissements congréganistes", c'est-à-dire que pour la première fois depuis 1901 il reconnut à une congrégation religieuse un statut spécifique, avec notamment des avantages judiciaires et financiers, sous tutelle administrative. En 1976, onze congrégations avaient été ainsi reconnues. En 1978, la Sécurité sociale s'étendit aux prêtres, aux religieux et aux religieuses; les communes reçurent le droit de verser aux curés une indemnité pour le gardiennage de l'Église.

Il est vrai qu'entre-temps, **un nouveau contentieux est apparu**: la République a adopté toute une série de **lois libérales en matière de mœurs** que l'Église considère comme contraires à la "loi naturelle", c'est-à-dire aux principes moraux que tous les hommes, croyants ou non, doivent ou devraient accepter: ces principes sont en gros ceux du Décalogue². En principe donc, lorsque l'Église condamne ces lois, par exemple par l'encyclique *Humanae vitae* sur la contraception en 1968, elle ne s'adresse pas aux seuls croyants mais à toute la société; le problème est que sur la plupart de ces points elle n'est suivie que par une minorité de croyants, et même par une minorité de pratiquants... et que la grande majorité des Français considère, je crois, qu'il s'agit d'avancées essentielles dans le domaine de la liberté individuelle. On a ici à l'évidence l'expression de **l'opposition entre une logique spirituelle** selon laquelle nous devons placer Dieu au cœur de notre vie et de nos actes, selon laquelle l'importance attachée à l'homme ne vaut que si le but final est Dieu, **et une logique séculière** pour laquelle le rapport à Dieu et à la morale est une affaire privée qui n'a pas à être inscrite dans la loi, et pour laquelle l'organisation de la société a pour but d'assurer une vie meilleure aux hommes sur Terre, non leur salut. Cette logique séculière est aujourd'hui majoritaire parmi les catholiques: il n'y a pas réellement de courant "clérical" dans la France d'après 1945, en revanche il y a eu, à intervalles réguliers, des mobilisations contre l'inscription dans les lois de normes morales de plus en plus éloignées de ce que prêche l'Église. Aucune n'a eu de succès, ce qui contraste avec la réussite du mouvement pour la défense de l'école privée en 1984; mais c'était qu'il s'agissait aussi de la défense d'une liberté...³

La loi Neuwirth, qui autorise la contraception, date de 1967; les contraceptifs sont en vente libre depuis 1972. J'ai évoqué dans le chapitre 16 la loi Veil qui, en

¹ En 1987, autre brève alerte: le gouvernement (de droite) remet en cause l'obligation d'une journée de congé scolaire par semaine pour la catéchèse.

² Pour être plus précis, l'Église condamne l'avortement au nom du commandement: "Tu ne tueras point", la sexualité hors mariage et l'homosexualité au nom du caractère sacré du sacrement du mariage: si Dieu a créé Adam et Ève à son image, c'est pour que leur vie ait un sens; fonder une famille; la sexualité n'a de sens que dans la mesure où elle permet à l'homme de rejoindre sa finalité spirituelle, bénie par le sacrement du mariage.

³ En revanche, voici déjà cent vingt ans, dans un pays bien moins déchristianisé qu'aujourd'hui, cinq ans d'ordre moral ont plus fait pour l'enracinement en France de la République qu'un siècle de doctrines et de révolutions. Alors que jusque vers 1870 les Français étaient assez indifférents aux problèmes de forme du régime, c'est l'Ordre moral qui a emporté le monarchisme, qui avait commis l'erreur de s'y associer, et a donné des arguments à deux générations d'anticléricaux.

1975, a légalisé l'avortement, et son remboursement par la Sécurité sociale en 1981; et aussi, la même année, la dépénalisation des relations homosexuelles entre quinze et dix-huit ans. D'autres mesures ont choqué l'Église: l'institution du divorce par consentement mutuel (elle est apparue comme un encouragement au divorce); la reconnaissance du concubinage par la Sécurité sociale en 1978.

L'Église des années 1940 et 1950 eut du mal à s'adapter. Une partie persistait à idéaliser un passé où la France était "la fille aînée de l'Église", et à accuser la mauvaise presse, l'école de la République laïque — mais contre des évolutions inéluctables, pester ne sert à rien. Pour canaliser l'évolution des idées nouvelles, Pie XII relança l'index, ce qui suscita de l'incompréhension parmi les catholiques français, citoyens d'un pays où l'expression était libre depuis soixante-dix ans. Une autre opposition jouait ici, tout aussi profonde me semble-t-il: l'Église catholique, par nature, n'est pas un corps démocratique, car on ne vote pas sur les desseins de Dieu, et, contrairement aux protestants, les catholiques n'interprètent pas eux-mêmes les textes sacrés: ils ont un Pape infaillible et des pasteurs. Mais les catholiques français des années 1950 vivaient dans une société démocratique, et dans leur grande majorité en avaient accepté les principes. Entre le politique pur et le dogme pur s'étend un vaste et conflictuel domaine... où les mentalités en France n'étaient pas forcément en accord avec celles de Rome, ni celles des laïcs avec celles des clercs.

Certains continuaient leurs efforts de rechristianisation du pays. En 1941, donc sous le régime de Vichy, Mgr Suhard, archevêque de Paris, cardinal, avait fondé la Mission de France, un organisme destiné à former un clergé spécialisé dans la réévangélisation des zones déchristianisées ou des milieux où tous les repères chrétiens avaient été perdus. Elle existe toujours: beaucoup des prêtres qui en sont membres exercent ou ont exercé une activité professionnelle, mais aucun n'a été ouvrier¹. En 1943 ou 1944, une Mission de Paris apparut dans la lancée de l'émotion provoquée par la parution de *France, terre de mission?*, et à peu près à l'époque de l'apparition des premiers **prêtres ouvriers**. Le mouvement fut lancé par un Dominicain, Jacques Loew (1908-1999), qui s'engagea comme docker à Marseille, en 1944. Son but était à la fois de vivre de l'intérieur la condition des ouvriers, et de développer l'action religieuse hors du cadre paroissial, qui ne les atteignait plus. En 1953 il y avait en France une centaine de prêtres-ouvriers; le romancier Gilbert Cesbron popularisa leur figure dans *Les saints vont en enfer*, paru en 1952. Mais un certain nombre de prêtres ouvriers dérivèrent vers des formes d'action inacceptables par l'Église de ces temps de guerre froide: ils s'encartèrent à la

¹ La Mission de France est active dans le tiers-monde aussi. Dans les années 1980, on a pas mal parlé du Père Guy Gilbert, le "curé des loubarbs".

C.G.T., firent campagne pour le Mouvement de la Paix; on en arrêta deux lors de la manifestation contre "Rigdway-la- peste" ... La greffe sur le milieu ouvrier avait un peu trop bien réussi! En 1954, Rome les déclara suspens¹; en septembre 1959, dans une lettre solennelle, Jean XXIII condamna explicitement l'expérience des prêtres ouvriers.

De même l'A.C.J.F., soupçonnée de vouloir faire trop de politique, était tenue en grande méfiance, comme la J.O.C. dont une partie dérivait vers le "compagnonnage de route" avec les communistes². Cette attitude choquait ceux qui, sans être communistes, trouvaient que l'Église continuait à négliger l'idéal de justice, et qu'il était temps de ne plus laisser en jachère des vertus chrétiennes dont l'ennemi avait fini par s'emparer. C'était déjà le thème du livre de Henri Guillemin: *Par notre faute*, paru en 1937; ce type d'analyse se répandit beaucoup dans les années 1960 et 1970, années de contestation sociale et de rêves de Révolution où la complicité de l'Église et des oppresseurs de la société était le principal reproche qu'on lui adressait, y compris depuis les rangs des catholiques "de gauche" — ce thème était bien plus présent, jusqu'à l'élection de Jean-Paul II, que celui de ses positions en matière de mœurs!

L'Église s'occupait aussi de **reconquérir les élites**: dans l'après-guerre, les structures éducatives catholiques redevinrent, après une éclipse d'une cinquantaine d'années, l'un des principaux viviers de cadres de la nation: notamment l'enseignement privé (les Maristes, les Oratoriens, les Jésuites notamment) et le scoutisme (ce mouvement, qui s'était embourgeoisé, rassemblait 126.000 garçons en 1962). Les catholiques tentèrent de réinvestir le politique dans le cadre de la démocratie, mais le M.R.P. fut un échec; il est vrai que l'ensemble des partis de droite se réclamait de valeurs chrétiennes, et même une partie de la gauche modérée à partir des années 1960. L'Église tentait aussi de **peser sur l'opinion** par les médias; *La Croix* déclinait, mais la *Vie catholique* progressait; *Ouest-France* était devenu le premier quotidien français — mais les références aux enseignements de l'Église y étaient de moins en moins explicites. Parmi les instruments de reconquête de la jeunesse, il faut évoquer aussi le succès ambigu des journaux de bandes dessinées belges francophones, largement diffusés en France à partir de 1950: *Tintin* (apparu en 1945) et *Spirou* (né en 1938), très liés aux milieux cléricaux jusqu'aux années 1960, ont à vrai dire davantage servi le Neuvième art que l'Église sur le long terme. Enfin le **syndicalisme** paysan français était issu en grande partie de la J.A.C., comme je l'ai

¹ C'est-à-dire qu'ils perdirent le droit d'administrer les sacrements de mariage et de pénitence (la confession). Un évêque suspens perd ses fonctions diocésaines.

La même année, l'Abbé Pierre fit une apparition fracassante sur la scène médiatique avec son action en faveur des sans-logis, avec cette fois-ci la bénédiction de la hiérarchie: il était moins politisé. Je ne le range pas sur le même plan, car son action est de charité, non de prosélytisme.

² J'ai évoqué au chapitre 15 le monde des officines catholiques manœuvrées en sous-main par l'U.R.S.S., comme cette Union des Chrétiens progressistes fondée en 1948 et suspendue *a divinis* en 1950; il y en eut d'autres jusqu'à la fin de la guerre froide, mais à partir des années 1950, l'étoile du communisme commençant elle-même à pâlir en France, cela n'eut plus la même importance.

relevé plus haut; la C.F.T.C. demeura puissante, jusqu'à la scission de la grande majorité, qui forma la C.F.D.T. en 1964.

Dans le domaine de la **culture**, l'après-1945 est riche en figures catholiques. Citons en vrac François Mauriac, prix Nobel 1952; la revue *Esprit*; les musiciens Olivier Messiaen et Francis Poulenc. Le peintre Henri Matisse décora la chapelle de Vence, en Provence; Braque, Fernand Léger, Matisse et Rouault se partagèrent la décoration de l'église du plateau d'Assy, dans le Vercors.

Le succès ne vint pas. Les ordinations diminuaient de manière de plus en plus dramatique (1740 en 1904, 1028 en 1951, 601 en 1968); les effectifs des séminaires passèrent de 9277 étudiants en 1901 à 8490 en 1949 et 4953 en 1964¹. La pratique continuait à reculer: dans les années 1960 les pratiquants hebdomadaires ne représentaient plus que 25% des Français. L'effondrement de la pratique gagnait même des régions nouvelles comme la Bretagne, où il allait de pair avec celui de la culture traditionnelle — et du vote à droite: aux législatives de 1977, pour la première fois la gauche eut la majorité en Bretagne! Ce constat n'était pas propre à la France: il fallait faire quelque chose. L'initiative revint à **Jean XXIII**, qui avait succédé à Pie XII sur le trône de saint Pierre en 1958. À la surprise générale, cet homme âgé de 77 ans à son élection, élu au douzième tour seulement et que l'on prenait pour un Pape de transition, convoqua un nouveau concile en 1962; plus exactement, il s'agissait de reprendre les travaux du concile du Vatican, interrompu par l'entrée des troupes italiennes dans Rome en 1870. Sur **Vatican II**, voyez le cours de Relations internationales.

La messe est désormais dite en français; les prêtres ont abandonné la soutane, on ne prie plus pour le Roi le vendredi saint, il n'y a plus, dans la liturgie, de référence aux "juifs déicides". Moins hiérarchisée, l'Église de France tient désormais des "conférences épiscopales" nationales. Les laïcs participent davantage à la vie ecclésiale, par exemple à la catéchèse (le plus connu des groupes de catéchèse laïque s'appelle "Pierres vivantes") ou aux A.D.A.P. (Assemblées dominicales en l'Absence de Prêtre) dans les régions où la crise des vocations fait rage². Même les prêtres ouvriers ont retrouvé le droit d'exercer leur ministère...

Et pourtant **Vatican II n'a pas freiné le déclin de la religion catholique** en France. Certes **l'identité du pays est encore catholique**: des *Requiem* ont été chantés à Notre-Dame à

¹ Les études au séminaire durent six ans: le rapport avec le nombre d'ordinations est d'un peu plus de un à six, à cause des abandons.

² C'est sans doute la même tendance qui explique l'essor des groupes de prière, des "communautés de base" (celle de Taizé, fondée près de Cluny en 1940, en est un bon exemple: elle organise tous les étés de grands rassemblements de jeunes).

l'occasion des décès des anciens présidents De Gaulle en 1970 et François Mitterrand en 1996 — comme l'a expliqué un ancien ministre socialiste à cette occasion, la République n'a aucun monument digne de ce genre d'occasion. 81% des Français se disaient catholiques en 1986 (contre 95% des Américains)¹; en 1983 63% des enfants étaient baptisés (or la proportion de musulmans dans la population a nettement augmenté), au total à cette date 84% de la population du pays étaient baptisés; les deux tiers des mariages se faisaient à l'église, en partie il est vrai pour des raisons purement esthétiques. Mais la pratique catholique est tombée à moins de 15% dans les années 1980 — encore est-elle mesurée désormais par l'assistance à une messe mensuelle, non plus hebdomadaire; dans les sondages, plus de la moitié des Français assurent aller occasionnellement à l'église, mais ceux qui assistent aux mariages et aux enterrements religieux ne sont pas forcément croyants. Les vêpres ont disparu; à cause de la concurrence des départs en week-end, des messes dominicales sont déplacées au samedi ou même parfois au vendredi soir, ou carrément supprimées. Bref, la religion s'est effacée de la vie quotidienne — qui en France est capable d'expliquer pourquoi il y a un jour de congé pour l'Ascension et un pour Pentecôte? Il ne faudrait même pas trop creuser pour Pâques... Quant à Noël, c'est devenu pour beaucoup d'Occidentaux une fête essentiellement familiale, la fête des enfants².

¹ Ce chiffre est tombé à 69% en 2001.

² C'est au XIXe siècle que Noël est devenue une fête familiale: cette évolution est liée au progrès de la notion d'intimité et à la généralisation de la famille contemporaine, réduite aux parents et aux enfants et centrée sur ceux-ci, par opposition à la famille élargie et patriarcale des sociétés rurales traditionnelles, mais aussi à la famille "balzacienne", centrée sur la transmission d'un patrimoine. Le phénomène a commencé dans la Grande-Bretagne victorienne; un livre a joué un grand rôle dans la diffusion de cette nouvelle "philosophie de Noël" faite de compassion et de charité, le *Christmas Carol (Conte de Noël)* de Charles Dickens, publié en 1843, et demeuré un immense succès d'édition durant tout le XIXe siècle. Vers 1865, les lectures publiques de ce conte, y compris à Paris ou à Boston, ressemblaient à de véritables cérémonies religieuses et se concluaient parfois par des "conversions" publiques à la "philosophie de Noël".

Tout ceci prenait place dans un cadre encore chrétien; il revint aux États-Unis de la fin du XIXe siècle de faire aussi de Noël une fête commerciale, l'une des principales célébrations non seulement des valeurs bourgeoises, mais également du capitalisme proprement dit — un sacrifice collectif au Veau d'Or. En 1823, un obscur poète new-yorkais, Clement Clark Moore, avait publié un poème où il procédait à une assimilation entre les traditions liées à Noël et celles liées à saint Nicolas, qui en Europe du nord-ouest apporte des cadeaux aux enfants le 6 décembre. Moore décrivait saint Nicolas (*Santa Claus* en anglais familier) descendant dans les cheminées et voyageant dans les airs à bord d'un traîneau tiré par huit rennes; en revanche, il ne faisait aucune mention du père Fouettard, le compagnon de saint Nicolas qui vient punir les enfants sots. Dans les années suivantes, toujours en Amérique, un illustrateur du nom de Thomas Nast s'empara du poème de Moore; ce fut lui qui imposa l'image du père Noël tel que nous le connaissons, inspirée bien plus par les lutins des folklores germaniques (plus la hotte des colporteurs, une touche populiste) que par le folklore de saint Nicolas. Les livres de Nast eurent un énorme succès: peu à peu, à partir des années 1840, les Américains se mirent à offrir des cadeaux à leurs enfants le 24 décembre. Les nouveaux immigrants adoptèrent cette coutume, qui leur paraissait faire partie du patrimoine culturel du pays où ils s'installaient; de plus en plus rares étaient ceux qui venaient d'Europe du nord-ouest et connaissaient la tradition de la saint-Nicolas. L'essor de la grande distribution, et notamment celui des grands magasins new-yorkais, fit le reste à partir de 1880.

Cette "tradition" toute récente passa l'Atlantique entre 1920 et 1960, dans les bagages des armées du *marketing* moderne à l'anglo-saxonne. En France, les dernières références à saint Nicolas disparurent lorsque *Santa Claus* fut rebaptisé "le père Noël", un personnage désormais purement païen. (N.B. Le sapin de Noël, lui, est venu d'Allemagne au XIXe siècle; la bûche, qui à l'origine brûlait toute la nuit dans la cheminée pour symboliser la persistance de la vie à travers la nuit et le froid de l'hiver, remonte au Moyen Âge — ces deux usages n'ont rien de spécialement chrétien; la dinde, en revanche, est un emprunt au folklore américain moderne). L'Église opposa une résistance farouche à l'intrus jusque dans les années 1960: en 1951, le père Noël fut même brûlé en effigie sur le

La catéchèse s'est effondrée: elle concernait paraît-il 40% des enfants dans les années 1980, contre 90% dans les années 1940 — le premier chiffre me semble gonflé, et certaines catéchèses n'apprennent pas grand-chose de concret. De ce fait, l'ignorance religieuse gagne l'ensemble de la population: la culture s'est massivement sécularisée, c'est tout un patrimoine culturel qui n'est plus transmis depuis les années 1960, ce qui pose des problèmes en cours d'Histoire de l'art — en cours d'Histoire tout simplement. Lorsque j'enseignais à des classes de sixième à la fin des années 1980, c'étaient systématiquement les élèves musulmans qui répondaient à mes questions sur l'Ancien Testament et la vie du Christ¹: les élèves chrétiens n'en savaient rien, les juifs non plus d'ailleurs.

Le nombre d'**ordinations** est tombé à une centaine par an depuis les années 1970 et 1980 (131 en 1975, 95 en 1983, 106 en 1987); pour un prêtre ordonné, cinq disparaissaient, et les séminaires n'accueillaient plus que 1253 catéchumènes en 1988. Alors qu'il y avait 40.000 prêtres en 1945, on estime qu'il n'y en aura que 16.000 en l'an 2.000. En 1988, 60% des prêtres avaient plus de soixante ans; 4,5% en avaient moins de quarante. « Chez moi en Bourgogne le prêtre a 83 ans, il a la maladie d'Alzheimer et dessert 6 paroisses perdues dans des villages d'une moyenne d'âge de plus de 71 ans, où les gens ne conduisent pas et où le prêtre ne trouve jamais plus de dix personnes à la messe — inutile de dire que cela n'aide pas à la nouvelle évangélisation » (L. Giard). En 1987 78 diocèses sur 97 avaient régulièrement recours aux A.D.A.P.: mais une A.D.A.P. n'est pas une messe, c'est une simple réunion. On risque d'aller vers une Église sans prêtres, au sens strictement quantitatif de l'expression; mais une Église catholique sans prêtre, c'est-à-dire privée du desservant de l'eucharistie, est inimaginable. Un ensemble de causes expliquent cet effondrement des vocations: le célibat toujours imposé aux prêtres² est sans doute l'une des principales; il y a aussi la dévalorisation de leur image sociale; sans doute, à une époque où les hiérarchies de tout ordre, les intermédiaires entre le croyant et Dieu sont de moins en moins bien acceptées, où d'ailleurs Vatican II a ouvert la possibilité de réunions de catholiques en l'absence de prêtre, la dévalorisation est-elle sensible même parmi les croyants.

parvie de la cathédrale de Châlon-sur-Marne (aujourd'hui Châlons-en-Champagne); mais comme le lien entre le père Noël et la religion était devenu fort lointain et que par ailleurs les cérémonies religieuses de Noël, par le biais de la figure de l'Enfant Jésus, avaient été elles-mêmes massivement réinterprétées, même par une partie des catholiques, comme une fête destinée essentiellement à honorer l'enfance, la résistance fut un échec complet. Les communistes, très anticléricaux mais attachés aux valeurs familiales (qu'ils tenaient pour "prolétariennes" par opposition à la décadence morale bourgeoise), n'offrirent aucune résistance à cette innovation américaine.

¹ Pour les musulmans, Jésus est l'avant-dernier prophète et le plus important après Mahomet et Moïse; le récit qu'ils font de sa vie, avant la Passion, ne diffère que par des détails de celui du Nouveau Testament.

² Il a été réaffirmé par Paul VI en 1967, dans l'encyclique *Sacerdotis caelibatus*, et à maintes reprises par Jean-Paul II.

La situation est encore pire dans le clergé régulier, sauf dans les ordres contemplatifs qui semblent avoir atteint une manière d'étiage.

Plus grave sans doute pour elle, **l'Église a désormais énormément de mal à imposer ses enseignements aux croyants**. C'est évident en matière de morale sexuelle: seuls 2 à 3% de la population suivent les enseignements de l'Église en matière de mœurs, soit le quart des pratiquants réguliers: les autres les trouvent trop exigeants, voire dépassés. L'idée que pour un chrétien la foi est indissociable de la morale, parce que, selon Jean-Paul II (*Veritatis splendor*, 1993), « la vie morale du chrétien a une valeur de culte spirituel », a manifestement de plus en plus de mal à passer parmi les catholiques français, comme tout ce qui choque l'individualisme contemporain: la confession est devenue un acte très rare, même parmi les pratiquants réguliers. Chose nouvelle, **des hommes d'Église contestent leur hiérarchie**, comme en France Mgr Gaillot qui, dans les années 1980, s'est déclaré favorable à la contraception et au mariage des prêtres, et, lorsqu'il a été condamné pour ces déclarations, a refusé de se rétracter¹. Ce type de tension n'est pas propre à la France: dans les années 1980 la tension était bien plus vive encore avec l'Église néerlandaise, majoritairement alignée sur des positions proches de celles des théologiens évoqués un peu plus haut.

Cette désaffection envers les enseignements de l'Église atteint le dogme, et même ses fondements les plus essentiels. En 1986, d'après un sondage S.O.F.R.E.S.—*Le Monde*, 45% des catholiques français croyaient en la sainte Trinité; 60% à la résurrection du Christ; 72% en la divinité du Christ; 75% en l'existence de Dieu...² Dans certaines de nos banlieues, le catholicisme est-il encore autre chose que cette petite croix que l'on arbore pour faire pièce aux mains de Fatma et kippas environnantes, le signe de ralliement des "Gaulois" par opposition aux autres, un élément d'identification communautaire?

Cette situation s'accompagne d'un certain nombre de paradoxes. Comme aucune éthique de substitution n'a émergé, comme la majorité des Français ne s'entend sur aucune morale, l'Église catholique demeure une des rares institutions productrices de discours moral, ou plutôt éthique — à condition qu'il ne soit pas dogmatique, ni normatif, ni trop contraire aux normes de la société laïque. Aucun autre clergé n'est parvenu à lui contester cette position, en partie par manque d'envie, en partie parce que c'est tout simplement dû au fait que l'Église catholique est familière aux Français: elle est un élément du paysage, ce que les Églises protestantes par exemple ne sont pas. Et puis l'Église catholique a un Pape, cette personnalisation de son image l'aide en ces temps médiatiques; le dernier en date, Jean-Paul II, monté sur le trône de saint Pierre en 1978, est à la fois une très forte personnalité et un génie des médias. Ce **magistère**

¹ Dans les années 1990, il finalement été dessaisi de son évêché et nommé évêque *in partibus*, c'est-à-dire évêque d'un diocèse qui n'existe plus, en Mauritanie.

² Les autres doutent, évidemment: ce ne sont pas non plus des athées.

éthique est non seulement bien accueilli, mais même réclamé à cor et à cri par les médias; l'opinion admet que de tels "professionnels de l'éthique" soient représentés par exemple dans les comités de réflexion sur le S.I.D.A., sur les problèmes bioéthiques, etc. Ce qui n'a aucun effet sur les recommandations du Pape et de l'Église en matière de morale sexuelle par exemple: la société n'écoute que ce qu'elle veut entendre, ce qu'elle demande aux hommes d'Église est un service, pas une autorité.

De même, il y a une forte demande de prêtres, non en tant que desservants d'un culte mais en tant que conseillers éthiques, en tant que médecins de l'âme; malheureusement, ils sont de moins en moins nombreux, et souvent fort pauvrement armés pour répondre à cette nouvelle demande... Plus classiquement, la présence de l'Église dans la société se maintient à travers ses **activités caritatives** et de défense des droits de l'homme.

Ces évolutions ne mènent-elles pas à une impasse? L'Église catholique ne risque-t-elle pas de s'épuiser à tenter de suivre les évolutions de sociétés qui, de toute façon, n'adhèrent plus à des dogmes? Une attitude d'humilité et de discrétion systématiques ne risque-t-elle de n'aboutir qu'à la perte de l'identité catholique par les catholiques eux-mêmes? Dans les années 1970 on voyait des prêtres rechigner à marier et à baptiser lorsque ces actes apparaissaient comme purement "sociologiques"; cela finissait d'éloigner des églises les croyants tièdes, ou même simplement inquiets. Ces questions ont soulevé des débats dès les années 1970; on a l'impression, depuis le début des années 1980, qu'il leur a été donné une réponse sous la forme d'une reprise en main par Rome du clergé et d'une réaffirmation plus énergique des enseignements de l'Église. L'heure n'est plus, pour les catholiques, à étaler des doutes comme dans les années qui ont suivi Vatican II, mais plutôt à la réaffirmation des certitudes: "après la contestation, l'attestation". **L'Église recherche à nouveau certaines formes de visibilité**: au début des années 1990, une cathédrale nouvelle a été inaugurée à Évry, la première depuis le début du siècle... Les catholiques, tout en se sachant et en s'admettant minoritaires, et en ayant abandonné à peu près tout rêve de peser sur la société et la politique, affichent leur fierté d'être croyants. Dans le même esprit, Jean-Paul II encourage le retour à des formes plus traditionnelles de piété, comme le culte de la Vierge.

En réalité, ces questions avaient été évoquées dès le concile de Vatican II... Une minorité de Pères conciliaires, notamment Mgr Ottaviani et Mgr Ratzinger, s'étaient opposés au chemin choisi par l'Église; après 1965, une minorité de catholiques a considéré que le responsable de tous ces désastres est le Concile, ou les interprétations qui en ont été faites; que l'effort mené depuis Vatican II a été un échec, qu'il a abouti à détruire des repères sans en donner d'autres aux croyants, qu'il n'a pas su insuffler l'élan qui aurait permis une nouvelle évangélisation de la société, qu'il n'a fait qu'accompagner la fuite en avant d'une Église de moins

en moins présente dans une société de plus en plus sécularisée. Pour eux l'Église post-conciliaire, à force de présenter le prêtre comme un homme comme les autres, aurait miné le respect, le sens des hiérarchies — ce n'est pas dans la communauté des fidèles que réside l'Église. À force de tenter de "démocratiser" le culte, on aurait pris le risque que les fidèles perdissent le sens mystique de la messe, qui est rendue pour Dieu et non pour les hommes: aux yeux des fidèles la distinction serait de moins en moins nette entre l'eucharistie catholique, qui est renouvellement du sacrifice non sanglant, et le rite protestant, qui est centré sur le rappel du souvenir de ce sacrifice. Bref, on aurait trop voulu tourner la foi vers l'homme quand il aurait fallu tourner l'homme vers la foi — révélatrice serait la quasi-disparition du sacrement de pénitence (la confession): les références au Bien et au Mal s'estomperaient. En tentant de rapprocher Dieu des hommes, entreprise impossible, on ne serait parvenu qu'à l'abaisser. Le risque est une perte de valeurs spirituelles, qui ne peut aboutir qu'à la montée de l'indifférence: toute une génération s'est détachée par indifférentisme d'une religion qui ne lui apportait plus rien qu'un Dieu qui n'avait pas grand-chose de plus que ses créateurs.

En France surtout (et aussi en Allemagne), ce malaise a abouti à un schisme, en 1988. En 1970, un évêque français qui partageait les points de vue exposés dans le paragraphe précédent, **Mgr Lefebvre**, a ouvert à Écône, en Suisse, un séminaire où l'on dispensait une formation préconciliaire: les prêtres y portaient la soutane et la messe était dite en latin — en revanche, Mgr Lefebvre n'a jamais contesté aucun dogme et s'est toujours considéré comme un catholique romain. Lorsque Mgr Lefebvre procéda aux premières ordinations en 1976 (il en avait le droit en tant qu'évêque), il fut déclaré suspens; mais il passa outre. À cette époque l'Église ne reconnaissait plus l'*ordo* préconciliaire: les catholiques qui souhaitaient entendre la messe en latin devaient le faire dans des lieux privés. Pour avoir un lieu où se réunir, et pour acquérir une visibilité médiatique, en janvier 1977 les "intégristes", comme les médias commençaient à les appeler, occupèrent spectaculairement, en plein Paris, l'église **Saint-Nicolas du Chardonnet**: le prêtre fut expulsé et remplacé par un nouveau desservant, non reconnu par l'archevêché de Paris évidemment, Mgr Duclos-Bourget¹. Il n'y eut pas de réaction des autorités. En 1986 en revanche, une autre occupation d'église à Port-Marly se solda par l'expulsion *manu militari* des occupants — pas forcément mécontents d'occuper ainsi les gros titres des médias.

Des négociations s'engagèrent avec Rome, qui fit de premières concessions en 1982; mais il ne fut pas possible d'aboutir à un accord. En 1986, Mgr Lefebvre, qui se sentait vieillir, annonça son intention de sacrer des évêques; Jean-Paul II refusa — c'est une prérogative papale. En juin 1988, Mgr Lefebvre passa outre et sacra quatre évêques, dont un Français; il fut déclaré schismatique et excommunié. Il refusa de s'incliner; il mourut en 1991. Certains de ses partisans lui sont demeurés fidèles: ils forment la **fraternité saint-Pie X**. Ce n'est pas à proprement parler

¹ Ce n'est pas un évêque: ici, "Mgr" est un titre honorifique.

une nouvelle Église: elle reconnaît le Pape tout en considérant qu'il est dans l'erreur, à l'exception d'une frange extrémiste qui considère que l'Église catholique est *sede vacantis*. C'est une communauté non apostolique, c'est-à-dire qu'elle ne cherche pas à obtenir des conversions. Elle représente environ 100.000 personnes en France à la fin des années 1990. D'autres, la majorité, se sont ralliés à Rome au moment du schisme; pour les accueillir, l'Église a créé en 1988 la **fraternité saint-Pierre**, qui possède, avec la permission de Rome, ses propres séminaires où elle forme des prêtres selon la formation préconciliaire; en revanche elle n'a pas encore d'évêque. La question des lieux de culte où célébrer la messe selon le rite préconciliaire est laissée à l'appréciation des évêques: la situation varie selon les évêchés. La fraternité Saint-Pierre, qui se veut apostolique, représente environ 130.000 personnes en France: ils revendiquent l'appellation de "catholiques traditionalistes" — comme d'ailleurs les proches de la fraternité Saint-Pie X: l'appellation d'"intégristes" en revanche n'est revendiquée que par quelques extrémistes.

Une bonne partie des milieux catholiques traditionalistes entretient **des liens étroits avec le Front national**; ces liens s'affichent au moment du défilé annuel devant la statue de Jeanne d'Arc, qui a lieu tous les Premier mai depuis 1988 (voyez la note sur Jeanne d'Arc au chapitre 11); j'ai évoqué au le chapitre 16 la figure de Romain Marie/Bernard Antony — à la fête des Bleus-Blancs-Rouges, le F.N. organise une messe en latin. Ces collusions peuvent paraître étranges de la part de catholiques, car le racisme et la xénophobie ne sont compatibles avec aucune forme de christianisme, et car il y a au F.N. un très fort courant "paganiste", que j'ai aussi évoqué au chapitre 16. Sans doute faut-il y voir la continuation d'un certain nombre de collusions anciennes: voyez, au chapitre 6, l'évocation du ralliement d'une partie des catholiques français à Maurras, au nom, en quelque sorte, du principe du "moins mauvais allié". C'est aussi une question de milieux sociaux et de traditions familiales: un certain nombre de vaincus de 1944, ou leurs enfants, ont retrouvé dans ces luttes quelque chose de leur combat passé contre le monde moderne et pour le nationalisme au sens où on l'entendait à l'extrême-droite entre les deux guerres. Peut-être est-il possible d'ajouter que l'affichage d'une contestation se fait selon des codes distincts selon, disons, le terreau de cette contestation et les références culturelles et idéologiques des milieux d'origine des contestataires. Ailleurs, cela donne des chrétiens marxistes, ce qui n'est au fond guère moins étrange¹.

¹ Je n'ai pas écrit: guère plus sympathique. Le parallèle ne porte que sur l'engagement dans des mouvances politiques qui, en principe, promeuvent des modèles de société où les valeurs catholiques n'ont pas leur place. Pour les marxistes, en principe la religion est l'opium du peuple...

La dernière évolution contemporaine que je voudrais évoquer du catholicisme est le développement des groupes **charismatiques**. Il s'agit, un peu comme pour la Fraternité saint-Pierre, d'une mouvance parallèle; mais, contrairement à la mouvance traditionaliste, elle n'a jamais été en conflit ouvert avec Rome — les médias laïcs des années 1980 insistaient au contraire sur l'idée que le renouveau charismatique était encouragé par Jean-Paul II pour faire pièce à la contestation "progressiste", au moins de vue moral aussi bien que politique, dans l'Église. Il s'agit sans doute d'une perception tout extérieure des choses, liée à l'image très conservatrice de Jean-Paul II dans la gauche française.

Les premiers groupes d'allure charismatique sont apparus dans la lignée de l'encyclique *Mystici corporis*, publiée par Pie XII en 1943: elle encourageait les chrétiens à manifester à l'intérieur de l'Église, "corps mystique" du Christ, leurs inspirations individuelles pour l'édification et l'extension du Royaume de Dieu. Les deux notions-clefs à la base de la pratique charismatique sont celle de "charisme"¹ et celle d'"expérience": il s'agit d'**une relation à la Divinité qui insiste beaucoup sur la sensibilité**, la spontanéité, la créativité, l'extériorisation de la foi; **elle tend à faire de la vie spirituelle un psychosomatisme**, la prière s'exprimant par des gestes, la prise de parole improvisée d'un membre du groupe, la glossolalie ("parler en langues")... Certaines expériences sont de l'ordre de la transe. L'expérience charismatique est également celle d'un contact direct et permanent avec Dieu: toute aspiration est attribuée au Saint-Esprit, la phraséologie est de type: "Dieu me dit...", "J'ai reçu un signe pour...". De cet univers de l'expérience et de l'éveil mystique, la réflexion est absente. Parmi les activités essentielles, outre les célébrations habituelles comme les messes, les **groupes de prière** ont une grande importance parmi les charismatiques, ainsi que la **vie communautaire** pratiquée par des laïcs.

Toutes ces pratiques sont extrêmement proches de celles des Églises pentecôtistes (protestantes), qui connaissent un développement spectaculaire en Amérique, anglo-saxonne et surtout latine, depuis une trentaine d'années. Ce n'est pas un hasard: le Renouveau charismatique catholique proprement dit est né aux États-Unis en 1967, à la suite du "baptême de l'esprit" de deux universitaires de Pittsburgh dans une communauté luthérienne sous influence pentecôtiste². En France, il est apparu en 1972, sous le nom à l'origine de "pentecôtisme catholique"... La **dimension œcuménique** est évidemment très forte dans le mouvement charismatique: les charismatiques veulent « une unité qui ne peut advenir qu'à travers le rétablissement de la communion entre nos Églises » (selon le R.P. Fabre). Les groupes de prière incluent des activités interconfessionnelles, et même des rituels protestants. Cela inquiète une partie des catholiques, qui y voient un facteur de "protestantisation" du catholicisme. D'autres

¹ Au sens religieux qu'ils lui donnent: don sensible qui est le signe d'une liaison directe entre Dieu. et le croyant.

² Les pentecôtistes sont des calvinistes.

sont mal à l'aise face à une foi qui tend à devenir affaire de sentiment plus que d'intelligence — certaines communautés charismatiques pratiquent la guérison par la prière, un trait de paganisme pour certains catholiques "modernistes". Et puis la vie communautaire amène parfois des dérives de type sectaire: elles ont abouti par exemple à la dissolution de la communauté de la Sainte Croix, près de Grenoble, en 1984. L'évêque évoqua à cette occasion une communauté « globalisante et self-suffisante », et un « danger d'autarcie et de suffisance spirituelle ».

Les groupes charismatiques recrutent surtout parmi les jeunes, avec une majorité de femmes; certains contestent fortement les positions de l'Église en matière de morale, d'autres sont très engagés dans l'action humanitaire. Il y a actuellement **33 communautés recensées en France**, qui représentent peut-être en tout 150.000 personnes. Les trois principales sont l'Emmanuel, qui rassemble la moitié des charismatiques français, contrôle deux paroisses à Paris, la Trinité et Saint Nicolas des Champs, et, entre autres activités, s'occupe de l'accueil d'êtres en détresse et organise des rassemblements l'été à Paray-le-Monial; le Chemin neuf (fondé par le R.P. Fabre), spécialisé dans les rassemblements de couples, et les Béatitudes, fondé en 1974 par l'ancien pasteur protestant Gérard Croissant: il rassemble environ 300 personnes qui mènent une vie de type monastique, laquelle rassemble des couples avec leurs enfants et des hommes et des femmes qui se sont consacrés au célibat.

B) L'islam en France¹

Il y a en France aujourd'hui (1999) quatre millions de musulmans (dont deux tiers d'immigrés, naturalisés ou non, et un tiers de Français de naissance; 2.900.000 Maghrébins et Français d'origine maghrébine). 7% de la population française professent l'islam, ce qui en fait **la deuxième religion de France**, bien avant le protestantisme et le judaïsme. L'Allemagne, par comparaison, ne compte que 2.500.000 musulmans (3% de la population); la Grande-Bretagne, 1.750.000. Et pourtant, cette présence musulmane est hautement problématique, bien plus sans doute que dans aucun autre pays d'Europe occidentale.

D'abord, parce qu'elle est récente: il n'y avait pratiquement pas de musulmans en France jusqu'en 1945. C'est ce qui explique notamment que **l'islam ne fait pas partie des cultes**

¹ N.B. L'islam est à la fois foi (*dîn*), mode et système de gouvernement (*dawla*), mode de vie au quotidien (*dunyâ*). En revanche, il n'est pas une Église au sens institutionnel de ce terme. Dans les régions chiites, il existe quelque chose qui ressemble d'assez près à un clergé, mais 95% des musulmans de France sont sunnites, et en islam sunnite ce sont des laïcs, professionnels ou non, qui se chargent du culte. En outre, depuis l'abolition du califat par Mustafa Kemal en 1924, il n'y a plus d'autorité politico-religieuse suprême: l'*ummâ*, la communauté des croyants, n'a plus de tête.

reconnus par le concordat de 1801, toujours en vigueur en Alsace-Lorraine, et que la loi de 1905 sur l'organisation des cultes, en vigueur dans le reste du pays, ne lui accorde aucune place: en particulier, les musulmans ne disposent en France d'aucun patrimoine culturel reconnu. Contrairement au judaïsme et au protestantisme, **l'islam**, n'ayant en France aucun enracinement, **est toujours largement perçu comme un phénomène étranger**.

De plus, les **héritages historiques**, des deux côtés, prédisposent plutôt à la confrontation. **Du point de vue des musulmans** d'abord: la France n'appartient pas au monde où l'islam domine, et **c'est une humiliation en soi d'avoir à vivre dans un pays où le Coran n'est pas reconnu comme la parole de Dieu** et où Mahomet, le dernier et le plus parfait des prophètes, est placé sur un plan inférieur à Jésus, qui pour les musulmans n'est que l'avant-dernier des messagers de Dieu; où l'islam, religion parfaite qui embrasse et dépasse toutes les autres, est traité comme une croyance plutôt méprisable, où la notion d'*ummâ* (communauté des croyants) n'a pas de sens, où de manière plus générale la religion est exclue de la gestion de la Cité, où enfin certaines valeurs dominantes contredisent frontalement le message divin, ou ce que les musulmans croient être le message divin concernant l'organisation d'une Cité plaisante à Dieu, notamment en matière de rapports entre les sexes¹.

De l'autre côté, il faut d'abord rappeler que **la France appartient à un espace culturel**, l'Europe, **qui s'est construit en opposition à l'islam** (la bataille de Poitiers, où les armées arabes furent arrêtées en 732 par Charles Martel, constitue l'un des mythes fondateurs de l'identité française) et s'est toujours pensé en opposition à l'islam. Pendant les croisades, le mot "Francs" désignait à la fois les Français et tous les croisés (il est passé en arabe avec ce dernier sens): l'ambiguïté apparaît par exemple dans le titre des *Gesta Dei per Francos* (hauts faits de Dieu par l'intermédiaire des Francs/Français) de Guibert de Nogent, chronique de la première croisade rédigée au début du XIIe siècle et qui, avec le temps, a été lue dans une optique de plus en plus nationaliste. Plus tard, la monarchie absolue revendiqua pour la France le titre de "fille aînée de l'Église", dans la lignée évidemment des croisades. Bien entendu, depuis le XIXe siècle les gouvernants ont abandonné ces conceptions; mais les traces en subsistent dans l'opinion, pas seulement catholique d'ailleurs — les positivistes méprisaient cordialement l'islam en tant que religion encore plus obscurantiste que le christianisme: voyez à ce propos les passages sur Renan dans le chapitre 10.

Les relations entre la France et le monde islamique sont anciennes, mais elles ont toujours été placées sous le signe du pragmatisme, sans que cela impliquât nul intérêt ni

¹ Une anecdote significative: les autorités saoudiennes, qui organisent le pèlerinage à La Mecque, ne prévoient pas de contingent pour les musulmans français. Ils prennent sur le contingent algérien... Pour Ryad, l'islam français n'existe tout simplement pas: il n'y a pas d'islam hors des pays musulmans, c'est-à-dire ceux que régit la loi coranique, ou dont les institutions font référence au Coran.

respect pour la culture de l'autre. Elles étaient d'alliance diplomatique parfois (entre Charlemagne et Haroun al-Rachid¹, entre François Ier et Soliman le Magnifique), de conflit plus souvent (les Croisades); mais aussi de commerce (Marseille est, depuis toujours, un port tourné vers le monde musulman; aux XVIIe et XVIIIe siècles, des Français commerçaient avec les sujets du grand Turc par le biais de comptoirs, les fameuses "échelles du Levant"). **Au XIXe siècle cependant ces relations prirent un tour de plus en plus inégalitaire, sous la forme de la colonisation** par la France de pans entiers du monde musulman. Il n'y eut jamais symbiose entre la culture du colonisateur et celle du colonisé, mais au contraire hostilité, mépris réciproque et, souvent, violence — il est vrai qu'à ces époques les rapports inégaux étaient rarement pensés selon une opposition chrétienté/islam, mais plutôt selon une opposition Français/indigènes, ou race supérieure/race inférieure. Bien sûr, de Napoléon III à Lyautey, et encore plus lors de la première guerre mondiale et dans l'entre-deux-guerres pour faire concurrence à la Grande-Bretagne dans les anciennes terres arabes de l'Empire ottoman, **la France fut amenée progressivement à se poser davantage en puissance protectrice des musulmans**. Mais c'était sur un fond de profond mépris paternaliste: ce qui intéressait la France dans l'islam, c'était la gestion de son Empire, l'affrontement avec le "Godon", certainement pas l'islam lui-même².

Dans ces conditions les **indépendances** des années 1940-1960 furent un choc. Même si elles se firent rarement au nom de l'islam, mais plutôt au nom d'un mélange de nationalisme et de socialisme, beaucoup de Français n'admirent pas la revanche de ces "inférieurs", l'un des signes de leur infériorité étant l'islam. Dans les formes les plus haineuses de détestation de l'islam dans la France contemporaine, les souvenirs de cette inexplicable humiliation comptent pour beaucoup, avant tout évidemment ceux de la guerre d'Algérie³; l'inverse était moins vrai jusqu'au début des années 1980 (je garde le souvenir d'avoir été accueilli avec une immense gentillesse en Algérie en 1974 et 1981, y compris par d'anciens fallaghas), mais le F.L.N. était capable de mobiliser des foules pour de violentes manifestations antifrançaises, et les attentats des années 1990, à Paris et contre des religieux catholiques en Algérie, ont montré l'existence, au moins parmi la génération des enfants des combattants de l'Indépendance, d'une haine bien enracinée des chrétiens en général et des Français en particulier. Les blessures récentes ont rouvert d'anciennes fractures: plus que jamais, **chacun perçoit l'autre comme agressif**. De nombreux Français, même déchristianisés, perçoivent l'islam comme une religion du fanatisme, de la violence, de la guerre sainte, en pleine expansion grâce à une agressivité inhérente,

¹ Charlemagne, monarque français??? Bien entendu, je me place ici du point de vue des perceptions dominantes aux XIXe et XXe siècle.

² Une seule nuance notable: en 1909-1911, en pleine époque coloniale, il apparut, en même temps que le scoutisme catholique, un scoutisme musulman, qui existe toujours; mais c'est quand même assez marginal.

³ Comme l'a abondamment démontré le chercheur Benjamin Stora, par exemple dans *-Le transfert d'une mémoire: de l'Algérie française au racisme anti-arabe*, paru en 1999; Il y développe le concept de "sudisme à la française", en référence à la mentalité dominante dans le vieux Sud des États-Unis entre la fin de la guerre de sécession et les années 1960.

pathologique; de nombreux musulmans perçoivent l'Occident chrétien comme une force oppressive, animée par le désir d'une nouvelle croisade.

Ce fut la **première guerre mondiale** qui amorça le bouleversement de la relation de la France à l'islam. Dans le cadre de l'effort de guerre, **il fallut faire venir des musulmans en métropole**, et certains y restèrent. Ce fut pour eux qu'en 1919 on créa un carré musulman à côté de l'ossuaire de Douaumont¹.

Surtout, on lança le projet de construire à Paris une **mosquée**: projet privé évidemment, séparation de l'Église et de l'État obligeait, mais patronné notamment par Herriot, sans doute pas fâché d'embêter un peu les catholiques. La mosquée de Paris fut inaugurée en grande pompe en 1926; elle était administrée par une **"société des habous"**², dont le bureau était composé de deux Algériens, de deux Marocains, de deux Tunisiens et d'un Sénégalais. C'était **un lieu officiel**, où les monarques, Présidents, ministres et autres dignitaires en provenance du monde musulman se rendaient au cours de leurs visites officielles, dont l'Institut musulman, un organisme de recherche et de publication doublé d'une bibliothèque et d'une école pour adultes, était subventionné par l'État (pour ses activités pédagogiques et non religieuses), et dont le recteur était reçu à l'Élysée en certaines occasions, notamment lors des cérémonies de vœux du Nouvel an après la seconde guerre mondiale. Surtout, le bureau de la société des *habous* était traité par les autorités françaises comme **un interlocuteur**, quelque chose d'à peu près équivalent au Consistoire juif (on parlait de "la Mosquée", avec une majuscule); et dans cette fonction il n'était pas contesté par les musulmans de France, qui lui témoignaient surtout une profonde indifférence.

Car c'était la seule mosquée du pays, et elle n'était fréquentée que par une infime minorité des musulmans de France, dont une bonne part d'intellectuels. Or, **vers 1950-1960, l'islam commença à devenir en France un phénomène massif, à cause de l'immigration**. Cela désorganisa complètement l'échafaudage institutionnel élaboré dans les années 1930. **La Mosquée de Paris perdit toute représentativité**, surtout lorsqu'après les indépendances les

¹ Les spécifications de l'islam en matière d'inhumation sont très précises, et incompatibles avec les normes des cimetières français: entre autres, le corps doit être placé dans un simple linceul blanc, à même la terre, et surtout, pas question de concessions à terme: les corps doivent reposer au même endroit jusqu'au Jugement dernier, faute de quoi ils auront du mal à ressusciter (au Moyen Âge, les monarques musulmans prenaient plaisir à enterrer leurs ennemis par morceaux, à des milliers de kilomètres de distance les uns des autres). Longtemps la République laïque a superbement ignoré ces exigences, ce qui conduisait de nombreux immigrés musulmans à faire renvoyer leur dépouille à grands frais dans leur pays natal — c'était bien sûr aussi pour ne pas dormir en terre infidèle; et puis, ils avaient toujours rêvé d'un retour au pays natal... Ce fut pour les combattants musulmans de l'armée française qu'il fallut accepter les premières entorses à la laïcité des cimetières, d'abord pour les poilus puis, nous allons le voir, pour les harkis.

² On appelle ainsi en arabe les biens inaliénables appartenant à la (ou à une) communauté religieuse: c'est l'équivalent de "biens de mainmorte" en français.

pays musulmans prétendirent en prendre le contrôle, ou au contraire contrôler leurs ressortissants sans passer par son intermédiaire. Après plusieurs années de blocage complet, en 1957 le gouvernement de Guy Mollet décida de nommer au poste de recteur l'Algérien Si Hamza Boubakeur (l'Algérie était encore française), lequel transforma la société des *habous* en une association ordinaire régie par la loi de 1901, et qu'il dirigeait seul. Le Maroc et la Tunisie, indépendants depuis l'année précédente, refusèrent de reconnaître le nouveau statut, ainsi que le F.L.N., puis en 1962 l'Algérie indépendante. Comme la grande majorité des musulmans de France étaient algériens, marocains ou tunisiens, plus personne ne reconnaissait de légitimité à Boubakeur. À force de vouloir éviter que les institutions musulmanes de France ne tombassent entre des mains étrangères, les autorités étaient parvenues à se priver de tout interlocuteur crédible au sein de la communauté musulmane. Pourtant, jusqu'à la mort de Boubakeur dans les années 1980, elles continuèrent imperturbablement à ne traiter qu'avec lui.

Du reste, les indépendances venues, **la France se désintéressa à peu près complètement de ses musulmans, comme des autres.** Repliée sur l'hexagone, elle se sentait déliée de toute obligation vis-à-vis du monde musulman, mis à part quelques diplomates qui, dans les années 1960 et 1970, tentèrent d'élaborer au Moyen-Orient une "politique arabe"; mais le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'étaient pas portés par une lame de fond dans l'opinion publique. Quant aux musulmans qui venaient en France, et qui d'ailleurs étaient minoritaires parmi les immigrés (les chrétiens venus des rives septentrionales de la Méditerranée demeurèrent toujours les plus nombreux), ils étaient censés retourner chez eux un jour; et ceux qui resteraient, évidemment, se franciseraient, c'est-à-dire en particulier qu'ils abandonneraient cette religion retardataire et ces coutumes obscurantistes (j'y reviendrai plus bas).

La seule communauté musulmane dont la France dut se soucier du point de vue religieux dans les années 1960 et 1970, ce furent les **harkis**, qui avaient quelques raisons de se plaindre du sort qui leur était fait dans le pays pour lequel ils s'étaient battus, dont la voix était mieux relayée par les médias (on les avait beaucoup exaltés au cours de la guerre d'Algérie, puis plaints lors de leur exil) et dont le "marqueur identitaire" essentiel était leur condition de Français musulmans — ils étaient presque les seuls au début à répondre à cette appellation, car les autres musulmans, ceux qui étaient venus pour des raisons économiques, étaient encore des étrangers. Et puis, les harkis votaient, eux! Aussi on finit par accéder à certaines de leurs revendications: en 1978, une circulaire permit la création de carrés musulmans dans les cimetières¹. Dans les premières années, les municipalités ne se pressèrent pas pour l'appliquer.

¹ Les harkis ne pouvaient pas "rapatrier" leurs morts.

En fait, **le changement majeur que représenta l'installation de centaines de milliers de musulmans en France ne fut pas perçu à l'époque par le biais religieux**: on ne parlait pas de musulmans mais de Nord-Africains, et, inexactement, d'Arabes ou d'Algériens — je viens d'ailleurs de me permettre une ambiguïté du même genre à propos du Quai d'Orsay. Même les violences de l'époque ne visaient pas spécifiquement les musulmans en tant que tels: les victimes des "ratonnades" de la fin de la guerre d'Algérie étaient des "Bicots", des "Melons", des "Bougnoules", le fait qu'ils fussent musulmans n'était qu'une raison parmi tant d'autres de les mépriser et de les haïr.

Les immigrés musulmans non plus n'avaient pas au départ de revendications proprement religieuses. D'abord parce que leur séjour en France était censé être bref, une parenthèse dans le monde des *Giaours*¹ au cours d'une vie censée se dérouler pour l'essentiel en terre d'islam, et que leur situation sociale ne leur permettait pas de beaucoup revendiquer. Ensuite, parce que lorsqu'ils étaient engagés ils l'étaient selon les clivages politique du temps: pas au nom de la religion, mais pour réclamer des droits politiques et syndicaux, ou bien l'indépendance de leur pays, mais au nom, on l'a vu, d'idéologies laïques: ainsi, durant la guerre d'Algérie, on était pour le F.L.N. (parti laïc) ou pour la France (patrie laïque). Enfin, parce que l'islam est en principe une religion discrète: il n'a pas de clergé, il n'a pas besoin d'un lieu consacré pour le culte (la prière et le prêche peuvent se faire n'importe où) ni d'un décorum particulier. Dans les années 1960 et 1970, **les musulmans se contentaient de lieux de culte informels**, appartements ou caves, ou anciens garages comme la "mosquée" de la rue Jean-Pierre Timbaud dans le XIXe arrondissement de Paris, apparue je crois dans les années 1970; d'imams choisis parmi ceux d'entre eux qui savaient le moins mal le Coran, ou de ceux que leurs pays d'origine voulaient bien envoyer et payer, et que la France voulait bien accepter — mais sans les reconnaître comme ses interlocuteurs, puisque ce n'étaient que des étrangers au service de gouvernements étrangers. Il n'y avait en France aucun centre de formation d'imams.

Ils ne trouvèrent donc en France aucun cadre religieux pour les accueillir — or leur connaissance de l'islam était souvent des plus rudimentaire; le rite l'emportait sur la foi; **ni d'ailleurs de cadres sociaux** — dans les sociétés musulmanes traditionnelles, les structures religieuses sont les structures sociales: le juge par exemple, le *qâdi*; juge selon la loi religieuse, la *shâria*..

De plus, les musulmans vivant sur le sol français étaient très divisés, selon des clivages complexes où les nationalités d'origine comptaient plus que les disputes entre écoles d'interprétation de la Loi. Les **imams** qui venaient du Maroc venaient en tant que Marocains et s'occupaient essentiellement des Marocains, ceux qui venaient de Turquie s'occupaient

¹ Équivalent arabe (ou turc) des "Gentils" — le mot est lié, historiquement, à l'Empire ottoman..

uniquement des Turcs; ceux qui venaient d'Algérie étaient choisis par le F.L.N. et ne convenaient pas à beaucoup d'Algériens; très peu de ces gens parlaient français et étaient au courant des réalités françaises. Ils entretenaient en France la fiction d'un islam demeuré marocain, turc, algérien, etc., alors que par par le biais des naturalisations et de l'apparition d'une génération de Français d'origine musulmane, peu à peu l'islam était en train de devenir une réalité pleinement française. Le même phénomène se produisit avec les **programmes d'"enseignement de langue et culture d'origine"** (E.L.C.O.) que la France commença à mettre en place à la fin des années 1970: ils se traduisirent par l'arrivée d'instituteurs turcs ou algériens, souvent peu francophones, toujours à mille lieues des préoccupations de leurs élèves, jeunes Français d'origine immigrée. Ces programmes avaient été élaborés dans le but d'encourager les retours, car on avait bien compris que si les enfants perdaient le contact avec leur culture d'origine les parents ne voudraient jamais rentrer. Mais bien peu d'immigrés envisageaient de retourner dans leur pays d'origine! En revanche, les professeurs français d'arabe et de turc se comptaient, et se comptent toujours, sur les doigts des deux mains.

Avec l'installation massive des femmes et des enfants à partir de la fin des années 1960 et l'arrêt de l'immigration de travailleurs en 1974, **il se constitua rapidement en France une communauté musulmane stable**. Cette communauté, manifestement, ne s'intégrait pas aussi facilement ni aussi vite qu'on l'avait prévu, du fait à la fois des conditions sociales, de l'hostilité ambiante et des difficultés d'adaptation de l'islam à une société laïque d'héritage culturel non musulman; difficultés accentuées par l'absence de cadres. Il fallait gérer à la diable de nombreux problèmes qui devenaient aigus à partir du moment où la présence musulmane se pérennisait: les interdits alimentaires (par exemple dans les cantines des écoles), le carême (en France rien n'est aménagé pour le faciliter), le prêche hebdomadaire (en France le vendredi n'est pas chômé), les prières (en principe il y en a cinq par jour, ce qui es démocratie de travail dans les entreprises modernes), les lieux de culte...

Progressivement, une partie des immigrés et de leurs enfants, de plus en plus conscients du caractère durable de leur séjour en France, ne supportèrent plus cette marginalité: **il apparut une demande d'islam**, ou plus exactement, une demande croissante de visibilité et de reconnaissance, la revendication du passage d'un islam privé, confidentiel, honteux presque, à un islam public et reconnu, accepté comme l'une des composantes de la diversité française. Les musulmans réclament de pouvoir s'intégrer sans se dépouiller leur identité.

C'est cette demande de visibilité qui choque tant de Français. Que des immigrés prient ensemble dans une cave ne dérange à peu près personne — cette précarité, au contraire, permet de fantasmer le caractère provisoire de l'immigration: ils ne sont pas vraiment installés, ils ne sont que de passage, ils vont repartir. Mais qu'ils demandent la construction de mosquées,

qu'ils puissent s'imaginer que demain les minarets feront concurrence aux clochers des églises dans le ciel de nos villes, beaucoup, même non croyants, le perçoivent comme une agression. La même remarque vaut pour le port de la tenue dite "islamique" par les femmes musulmanes: ce qui est en jeu, c'est un élément essentiel du paysage de la France moderne, de l'évolution du costume et des mentalités — les femmes voilées affirment la réversibilité de l'émancipation féminine; donc du "progrès" et de la démocratie au sens où on perçoit ces deux concepts en France. **C'est bien l'identité de la France qui est en jeu.** Certains la conçoivent comme une fidélité à un héritage intangible, dont toute évolution représente une mise en danger, et se donnent pour projet politique de résister aux évolutions qui remettent en cause ces héritages. Dans leur vision de la France, la place des musulmans est, dans le meilleur des cas, celle d'invités provisoires; dans le pire, celle de Barbares aux portes de la cité. Or les invités vont rester, les Barbares font déjà partie de la cité.

A cela s'ajoutent les effets de l'idéologie jacobine, spécifiquement française et encore mieux ancrée à gauche qu'à droite, **selon laquelle l'égalité, c'est la réduction des différences, et l'intégration, c'est l'assimilation.** La revendication des musulmans de pouvoir s'intégrer sans se dépouiller leur identité, s'intégrer, sans s'assimiler, est inacceptable aux jacobins. Pour eux, comme pour beaucoup de Français, le musulman intégré, c'est celui qui est "libéré", c'est-à-dire qui mange du porc, boit de l'alcool, ne jeûne pas en carême; ne fait plus la prière: bref, c'est celui qui n'est plus musulman! Car il n'est pas possible en islam d'être croyant sans être pratiquant: la foi est indéparable du rite — ce n'est pas une affaire individuelle mais une affaire sociale. Pour les jacobins, une intégration réussie ne peut se faire que par le dépouillement de l'ensemble des héritages et des traits culturels "particularistes", c'est-à-dire, en fait, non présents en France avant le début de l'immigration. De même que les Bretons et les Occitans sont devenus des Français par perte de leur culture, que les Italiens et les Portugais ont suivi la même voie, de même les Arabes et les Turcs doivent se dépouiller de leur identité. Mais **abandonner une religion, ce n'est pas tout à fait pareil qu'abandonner une langue, un costume, une cuisine:** dans un cas il y a acculturation, dans l'autre, conversion. Et puis il y a des éléments de leur identité que la plupart des musulmans de France auront du mal à abandonner: la couleur de leur peau et la consonnance de leur nom.

J'ajoute, à titre d'intuition personnelle, que si depuis 1944, l'expression crue du racisme est, en France, à peu près complètement délégitimisée, **il s'est élaboré entre 1960 et 1985 environ, tout un discours du mépris du Nord-Africain qui se présente en surface come un discours critique envers l'islam,** religion "attardée", "médiévale", ou au contraire "dégénérée", mais en tout cas perçue comme une menace. Il n'est plus légitime de dire en public que l'Arabe appartient à une humanité inférieure; il l'est tout à fait, y compris à gauche, dans le pays le plus laïc d'Europe non communiste, de dire que l'islam est une religion dégradée,

dégradante et dangereuse — d'autant que, dans un pays où l'égalitarisme est l'une des passions les plus profondément ancrées, le statut profondément inégalitaire que l'islam accorde à la femme (ou, plus exactement, que les sociétés musulmanes accordent à la femme sur la base d'une lecture étroite du Coran) choque à peu près tout le monde.

Ce fut dans le courant des années 1980 que l'existence d'un "problème musulman" a été reconnue par tout le monde en France. Divers facteurs ont joué: le recul du jacobinisme et de l'idéologie assimilationniste sous leurs formes les plus radicales; l'effondrement du marxisme et de la perception des problèmes de la société française par le biais de la seule lutte des classes; et la montée du Front national, dont la phobie de l'islam est l'un des fonds de commerce, et qui, entre 1983 et 1990 environ, est parvenu à imposer progressivement ses problématiques à l'ensemble ou à peu près du monde politique et médiatique. Des événements internationaux ont contribué aussi à focaliser l'attention sur l'islam: le réveil de l'islamisme politique et son triomphe en Iran (en 1979), et la guerre civile interconfessionnelle au Liban (de 1975 à 1989). On assistait, dans le monde musulman, à un recul des idéologies laïcistes et nationalistes (notamment le panarabisme dans les pays arabes): cette partie du monde semblait se recentrer rapidement autour d'une référence commune à l'islam, en opposition croissante aux valeurs occidentales. De ce fait, en Occident, depuis 1979 environ, ce qui auparavant était perçu en termes de relations entre l'Occident et les peuples colonisés du Moyen-Orient l'est de plus en plus en termes de de conflit entre le monde "occidental" (c'est-à-dire chrétien) et le monde musulman¹.

Un certain nombre de tensions sociales ont joué un rôle aussi dans ce changement de perspective, avec aussi l'influence des succès des luttes communautaires américaines: la fameuse "crise des banlieues", qui a commencé à faire les gros titres des médias vers 1982, dépasse le sujet de ce paragraphe, mais il faut noter qu'il s'agit essentiellement d'une crise des banlieues *musulmanes* — ou, si vous préférez, d'une crise des musulmans des banlieues². La crise

¹ (Note hors programme!) Le symbole de cette agressivité de l'islam, c'est pour beaucoup de Français la *fatwa* (décision de justice) de mort lancée en 1987 par l'ayatollah Khomeini, le guide de la Révolution iranienne, contre l'écrivain britannique musulman (d'origine indienne) Salman Rushdie, censé avoir insulté l'islam dans son roman *Les versets sataniques*.

² Il faut évoquer ici, même si cela ne touche pas directement à l'islam, la très médiatique "marche des Beurs" de 1983. Ce fut à la suite d'une série de crimes racistes, et d'un été d'émeutes urbaines à Vaulx-en-Velin, en banlieue lyonnaise, en 1982, que naquit à Marseille l'idée d'une grande marche sur Paris. Elle dura une quinzaine de jours et fut un succès médiatique: les marcheurs furent reçus à l'Élysée par François Mitterrand. L'année suivante, une partie des marcheurs lança une grande campagne avec le slogan: "Touche pas à mon pote". Les autocollants, pin's, etc., qui portaient cette phrase, eurent un grand succès dans les lycées. De cet ensemble d'initiatives naquit une association, S.O.S.-Racisme, dirigée par Harlem Désir, un Antillais — idéologiquement, elle est très marquée par l'idéologie républicaine laïque. Hélas, S.O.S.-racisme s'est assez vite politisée en même temps qu'elle s'institutionnalisait; elle est devenue un "satellite" du Parti socialiste français, certains de ses dirigeants ont même fait de belles carrières

religieuse, la crise urbaine et la crise sociale s'entremêlent inextricablement, car les musulmans font partie des populations qui ont le plus de mal à trouver et à conserver un emploi, et car ils sont massivement concentrés dans les quartiers d'habitat social. Enfin on a assisté à une explosion du nombre d'**associations** musulmanes: depuis 1981, les étrangers ont le droit de constituer librement des associations; par ailleurs, la deuxième génération issue de l'immigration, qui est française, est beaucoup plus revendicative que la première, ne serait-ce que parce qu'elle ne vit pas dans la hantise de l'expulsion. Le plus souvent ces associations, 1.000 au total en 1990, s'occupent à la fois de culte, d'enseignement, de solidarité, d'organiser le pèlerinage à La Mecque, de contrôler ou d'organiser l'abattage de la nourriture selon le rite *halal*. Elles contribuent à rendre l'islam plus visible, mais elles ne sont pas parvenues à se fédérer, donc à constituer un interlocuteur pour les autorités, comme les syndicats ont su le faire à la fin du XIXe siècle.

Dans ces conditions **les jeunes immigrés de religion (ou de culture familiale) musulmane sont de plus en plus traités en "musulmans" et non plus en "Arabes", en "Algériens"** — et plus du tout en "travailleurs". Du coup, les débats à leur sujet tournent généralement autour de la compatibilité de l'islam avec la laïcité, avec les valeurs républicaines et démocratiques (on oublie généralement de rappeler au passage que l'adaptation du catholicisme à ces valeurs a été extrêmement longue, pénible et conflictuelle)¹.

L'islam lui-même a peu évolué. **Il n'est pas apparu en France d'islam "laïc"**; en fait, l'expression est contradictoire. Les musulmans qui se sont éloignés de la pratique religieuse se sont discrètement fondus dans la masse des agnostiques. Des confréries musulmanes existent, mais elles n'ont pas pris en France l'importance qu'elles ont en Afrique noire ou dans l'ex-U.R.S.S.; le soufisme, en particulier, est faible en France — c'est lui pourtant qui attire les rares

politiques à la fin des années 1980. Du coup, certains militants ont eu l'impression d'avoir été manipulés: la crédibilité de l'association a rapidement diminué.

¹ (Note hors programme!) Etant au coeur des débats, l'islam a gagné en visibilité depuis 1980: il a bien fallu aussi lui faire quelques concessions concrètes. Les médias sont de plus en plus attentifs aux fêtes musulmanes, notamment la grande fête (l'aït el-Kebir), ainsi qu'au carême. De nombreux lieux publics de culte musulman sont apparus; dans la plupart des cas on s'est contenté d'adapter des bâtiments déjà existants, destinés à l'origine à d'autres usages; mais Lyon (en 1994), Lille, Roubaix, Mantes-la-Jolie et Evry se sont dotées de vraies mosquées (sans minarets!) et Strasbourg s'y apprête; autour de ces mosquées on trouve des lieux de réunion et d'enseignement. Le financement de la construction et de l'entretien de ces lieux de culte de prestige, qui ne peut être officiel (encore que certaines collectivités locales y contribuent discrètement par le biais de subventions aux bibliothèques, par exemple), pose de tortueux problèmes d'influence plus ou moins occulte de tel ou tel pays musulman - généralement l'Algérie ou l'Arabie saoudite. Plus discrètement et plus consensuellement, Les H.L.M. mettent désormais couramment de grandes salles de prière à disposition de leurs locataires musulmans. En revanche, d'autres problèmes sont gérés localement et de manière anarchique, comme celui de l'abattage des moutons au moment de la Grande fête. La Mosquée de Paris n'est pas parvenue à s'imposer comme l'organisme qui distribue les agréments aux sacrificateurs. Enfin le nombre de mosquées est très insuffisant, celles qui existent manquent d'imams; l'armée manque d'aumôniers musulmans. Quant aux difficultés pour pratiquer la religion musulmane dans la vie quotidienne, elles demeurent.

Français de souche qui se convertissent. En revanche il est apparu, notamment dans la jeune génération née en France et en recherche de racines, un certain nombre de **courants de rénovation** de l'islam, en partie sous l'influence de **mouvements de réislamisation** venus du monde musulman, généralement financés par l'Arabie saoudite et liés à des communautés piétistes, très conservatrices en matière de mœurs et désireuses d'un retour à l'application stricte du message divin et de la Loi coranique, considérée comme parfaite et donc intangible, non susceptible d'évolution: ce sont ce qu'on appelle en Occident des **"fondamentalistes"**. Le plus connu de ces groupes, Foi et Pratique, né en Inde en 1927, s'est installé en France en 1972; il veut lutter contre l'influence de la culture laïque moderne. Il dirige quelques lieux de culte; surtout, il fournit des prédicateurs pour le carême, et il se livre à de véritables "tournées missionnaires" dans les quartiers où les musulmans sont nombreux. Il s'agit de mouvements très discrets, très peu institutionnalisés, parfois à la limite de la clandestinité, en butte à l'hostilité à la fois des autorités françaises et à de l'islam "officiel"; mais les effets de ce militantisme sont parfois spectaculaires: certains militants, surtout dans les années 1980 et 1990, ont adopté l'apparence physique et vestimentaire classique des musulmans pieux en terre d'islam, barbe non taillée, calotte et robe-manteau de couleur grise¹.

Tout ceci est fort minoritaire; en réalité **les musulmans de France sont, dans l'ensemble, ni plus ni moins religieux que les chrétiens**. Ceci n'est pas vrai à la première génération: les statistiques indiquent bien une diminution de la pratique dans toutes les communautés musulmanes, mais les taux demeurent bien plus élevés parmi les musulmans que parmi les chrétiens et les juifs (dans les années 1990: 25% pour les hommes nés en Algérie, contre 7% pour les hommes — chrétiens à 95% — nés en France). Mais à la seconde

¹ (Note hors programme!) En revanche les affaires de foulard islamique qui ont défrayé la chronique depuis 1989 ne sont pas dues, le plus souvent, à l'influence de mouvements de réislamisation, mais, plus banalement, à l'arrivée en France de populations, notamment turques, qui viennent de régions du monde où les femmes sont systématiquement voilées: c'est, plus qu'autre chose, un problème d'adaptation aux us et coutumes français. Je vous rappelle d'ailleurs que le Coran n'oblige pas les femmes à se voiler... En revanche, le spectacle médiatique des femmes iraniennes obligées de se voiler depuis 1979 a certainement joué un rôle dans les crispations des uns et des autres autour de ce problème précis.

L'islamisme, qui se distingue du fondamentalisme en ce qu'il est un combat politique pour l'application de la Loi dans la cité et pas seulement un mouvement de retour personnel à l'islam, a toujours eu peu d'influence en France: les Frères musulmans sont pratiquement inconnus; la solidarité avec la République islamique d'Iran est limitée par le fait que les Iraniens sont chiites. De manière générale, la solidarité avec les pays musulmans est limitée de la part de populations qui, à la deuxième génération, se sentent françaises avant tout. Une seule exception: à la période la plus aiguë de la guerre civile algérienne, vers 1992-1995, quelques jeunes Français d'origine algérienne, socialement très marginalisés, se sont laissés entraîner dans la dérive du soutien aux islamistes en France, puis du terrorisme — un terrorisme qui visait des cibles françaises, mais dans le but d'envoyer des messages politiques aux Algériens, puisque la télévision française est le seul médium indépendant que l'on reçoit en Algérie. Il y eut plusieurs attentats sanglants, notamment contre des écoles et dans le métro parisien; en région lyonnaise, l'affaire se termina par une chasse à l'homme à l'issue de laquelle la police abattit le responsable de certaines actions terroristes, Khaled Kelkal, et par le procès de divers réseaux implantés dans toute l'Europe. Quelques Français musulmans sont aussi allés se battre en ex-Yougoslavie aux côtés des Bosniaques, et il n'est pas impossible que certains aient fait des stages en Afghanistan, mais il ne s'agit que d'une poignée d'individus: cela n'a aucune signification politique - en revanche cela a une forte signification médiatique, car les médias s'emparent systématiquement de ces cas et les grossissent.

génération les taux de pratique religieuse sont exactement les mêmes, si l'on prend en compte l'ensemble des piliers de l'islam. Cela dit, il y a bien plus de 7% de musulmans qui jeûnent en carême... Partant de cette dernière constatation, **on pourrait se demander**, de manière quelque peu provocatrice, **si la demande d'islam qui s'exprime en France aujourd'hui est toujours une demande religieuse**. La religion musulmane est une religion sociale, très axée sur les rites pratiqués en commun. Dans une situation à la fois d'imprégnation par l'individualisme et l'agnosticisme dominants dans la société française contemporaine, et d'isolement et de stigmatisation des musulmans dans cette même société, **les rites de l'islam** (certains d'entre eux tout au moins, sélectionnés pour telle ou telle raison: agrément, fort contenu symbolique, etc.) **peuvent aisément se transformer en marqueurs d'identité communautaire**, indépendamment du fait que les porteurs de ces marqueurs croient ou non en Dieu.

Autrement dit, **un musulman peut très bien être pratiquant sans être croyant**: la pratique a alors pour lui une signification sociale - se rattacher à la communauté des musulmans - et non plus spirituelle - se rapprocher de Dieu¹. Dans ce cas, ce qu'il réclame en demandant par exemple à la cantine de son entreprise un régime alimentaire adapté, ou (pour les femmes) de porter le voile au travail ou à l'école, ce n'est pas de pouvoir vivre sa foi, c'est d'être reconnu et respecté en tant que "musulman", que "Maghrébin", qu'"Arabe" ou que "Beur" — l'opinion fait mal la différence. A la deuxième génération notamment, on voit des agnostiques complets se focaliser sur le respect de fragments d'identité religieuse détachés de toute croyance et identifiés à des marqueurs de groupe.

Du coup, ils en font un usage parfois fort déviant. Les jeunes Beurs pratiquent le carême à partir d'un âge de plus en plus tendre, bien avant celui qu'exige le Coran: la religion n'a plus d'importance, ce qui compte, c'est de s'affirmer face aux Français de souche, qui ne le pratiquent plus. Un phénomène étrange, c'est que le carême musulman se diffuse même parmi des adolescents non musulmans, dans certaines banlieues où il existe un particularisme accentué concernant l'ensemble des populations marginalisées: à Creil, vers 1989, j'ai vu des adolescents portugais jeûner lors du mois de Ramadan, non en tant que musulmans mais en tant que "jeunes des banlieues"! Tandis que des familles musulmanes offraient des cadeaux à leurs enfants pour Noël et cachaient des œufs à Pâques...

Aujourd'hui **l'islam est en France une religion installée**, sinon bien acceptée. Elle ne donne aucun signe de perte de dynamisme. **Très peu de musulmans se convertissent au christianisme**; plus nombreux sont ceux qui, discrètement, abandonnent toute pratique et

¹ La formule est peut-être moins provocatrice si l'on se rappelle que, par ailleurs, 26% des catholiques français déclarent ne pas croire en Dieu: j'ai cité de chiffre plus haut.

donnent des prénoms chrétiens à leurs enfants — il s'agit d'ailleurs surtout de couples mixtes. **Mais la religion musulmane, en sens inverse, reste presque exclusivement limitée aux immigrés et à leurs descendants:** seuls 30.000 à 40.000 Français de souche se sont convertis, en général pour des raisons matrimoniales. Il est vrai que certaines de ces conversions ont été spectaculaires et très médiatisées, comme celle du chorégraphe Maurice Béjart, ou celle du "philosophe" Roger Garaudy, ancien stalinien, toutes deux dans les années 1980. Mais ce ne sont que des cas isolés. On a donc affaire à **une communauté qui croît par ses propres forces**, c'est-à-dire au rythme de l'immigration (et secondairement d'une natalité légèrement plus forte que celle des chrétiens, mais l'écart se réduit rapidement à la deuxième et à la troisième génération), sans irriguer de ses valeurs l'ensemble de la société française. Que de plus en plus de Français aiment le couscous et, depuis la fin des années 1980, écoutent du raï, musique oranaise, est un autre problème: il s'agit d'éléments de la culture de certains pays musulmans, mais pas de la religion musulmane — d'ailleurs les islamistes algériens sont très hostiles au raï, musique dégénérée!

La normalisation totale de la situation des musulmans de France prendra du temps: je crois qu'elle ne sera totale qu'à l'issue d'une période de croissance économique suffisamment longue pour permettre à la communauté musulmane de France d'acquérir le même profil sociologique que le reste de la population, autrement dit de trouver du travail et d'intégrer les classes moyennes. Hélas, l'exemple des Noirs américains montre qu'il y a des communautés qui, même en période de prospérité, n'y parviennent pas: espérons qu'il en ira autrement des musulmans de France, et faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour cela. L'essentiel, pour cela, me semble être de les considérer comme des Français à part entière, pas seulement des invités de passage ou des envahisseurs potentiels, et d'admettre que l'islam fait partie de la réalité et de l'identité de la France d'aujourd'hui.

C) Les autres communautés religieuses.

Les **protestants** sont environ 800 à 850.000 (dont 60% de réformés); mais la pratique est extrêmement faible, et la proportion de protestants dans la population française est en déclin — sans doute sont-ils trop dispersés et leur spécificité n'est-elle plus évidente, à l'heure où l'Église catholique semble avoir repris à son compte une bonne partie des innovations de la Réforme (lecture de la Bible, prédication en langue vulgaire, rôle des laïcs dans le culte, etc.).Le protestantisme "protestataire", "de résistance" s'est fondu dans la laïcité. Les protestants ont

aussi perdu peu à peu leur spécificité politique (le vote "à gauche"), ce qui ne les empêche pas d'être bien représentés au P.S. (par Lionel Jospin et Michel Rocard notamment). Les **communautés chrétiennes orientales** recrutent surtout dans l'immigration: il y a au total environ 650.000 orthodoxes (dont beaucoup d'arméniens et quelques coptes) et catholiques de rite oriental (des maronites du Liban pour l'essentiel). Les **témoins de Jéhovah** sont environ 100.000, c'est une communauté en plein essor; elle est historiquement issue des Églises protestantes américaines, mais elle en a tant dévié qu'on est obligé de la classer à part — en revanche, il n'y a aucune raison de ranger parmi les "sectes" une communauté ancienne et qui ne connaît ni les dérives de certaines communautés de vie, ni les phénomènes d'exploitation financière des fidèles que l'on reproche habituellement au "sectes".

Les **juifs** sont environ 550.000, mais la communauté s'est largement renouvelée depuis l'avant-guerre: les deux tiers des juifs de France sont désormais des séfarades venus du Maghreb; la pratique religieuse est assez faible aussi dans cette communauté, malgré l'existence d'une minorité "orthodoxe" très visible, mais l'identité communautaire juive est beaucoup plus affirmée qu'au XIXe siècle.

Enfin les **religions orientales** avaient 50.000 fidèles environ vers 1980 (la première pagode de France a ouvert en 1975...) et les différences communautaires que l'on regroupe sous l'appellation discutable de **sectes** auraient 30.000 fidèles: un phénomène qui, quoiqu'en disent les médias, n'a rien d'inédit (on a vu le succès de l'occultisme au début du siècle).